

futuribles

analyse et prospective

Les perspectives géopolitiques
après les attentats de septembre

Sur la prospective territoriale

futuribles

analyse et prospective

REVUE MENSUELLE

55, rue de Varenne

75341 Paris cedex 07 - France

• Tél : 33 (0)1 53 63 37 70

• Fax : 33 (0)1 42 22 65 54

• E-mail : revue@futuribles.com

www.futuribles.com

Comité d'orientation :

ISMAÏL S. ABDALLA, MICHEL ALBERT, SERGE ANTOINE,
GÖRAN BACKSTRAND, MICHEL CROZIER, CLARE
DEGENHARDT, FRANÇOIS ECK, MAHDI ELMANDJRA, EMILIO
FONTELA, MICHEL GODET, HAROLD A. LINSTONE, EDMOND
LISLE, DANIEL MALKIN, ELEONORA MASINI, HENRI
MENDRAS, AMÉLIE D'OUTREMONT, PIERRE PIGANIOL, JEAN
SAINT-GEOURS, MICHEL SALOMON, PHILIPPE DE SEYNES,
ALVIN TOFFLER, GEORGES VEDEL.

Comité de rédaction :

ANNE DE BEER, PIERRE BONNAURE, JEAN-YVES BOULIN,
BERNARD CAZES, GILBERT CETTE, MICHEL DRANCOURT,
CHARLES DU GRANRUT, ELVIRE LETOURNEUR-FABRY, ALAIN
MICHEL, NICOLE MORGAN, ALAIN PARANT, ANDRÉ-YVES
PORTNOFF, JEAN-JACQUES SALOMON,
JACQUES THEYS.

Directeur de la publication - Rédacteur en chef :

HUGUES DE JOUVENEL

Rédaction :

CHANTAL BARTHOLIN, STÉPHANIE DEBRUYNE,
BENJAMIN DELANNOY

Documentaliste :

CÉLINE LAISNEY

Assistante :

ANNIE PALMANTIER

Secrétaire générale :

CORINNE ROËLS

Abonnements-diffusion :

CORINNE ROËLS, FABRICE COLIN

1 an :	France	690 F - 105,19 €
	Autres pays/DOM TOM	740 F - 112,81 €
	Par avion	820 F - 125,01 €
	Étudiants	480 F - 73,18 €

Joindre la copie de la carte d'étudiant

Le numéro :	France	78 F (port inclus) - 11,89 €
	Autres pays/ DOM TOM	83 F (port inclus) - 12,65 €

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de *Futuribles*. Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© *futuribles* Sarl 2001

Publiée avec le concours du Centre National du Livre
Commission paritaire n° 0506 K 80574 - ISSN 0337 307 X

Bialec s.a.

95, bd d'Austrasie, BP 10423, 54001 Nancy cedex
dépôt légal n° 54617 - NOVEMBRE 2001

Principale revue de prospective en langue française à caractère réellement interdisciplinaire, *Futuribles* analyse chaque mois ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (les politiques et les stratégies) vis-à-vis des grands défis du futur.

Au sommaire des derniers numéros

n° 265

- *Le défi de la gouvernance*
 - Pour un nouvel ordre mondial
 - Les leçons du management privé
- *Médicalisation de la déviance*

n° 266

- *Us et abus de la génétique*
- *La prolifération numérique*
- *L'e-novation des entreprises*
- *Scénarios sur l'École*

n° 267

- *Cycle Kondratiev : mythe ou réalité ?*
- *Prospective de l'éducation*
- *La rumeur du loft*

n° 268

- *Prospective régionale : le Limousin*
- *Une prospective des retraites*
- *Le palmarès mondial des régions*

Les articles de la revue *Futuribles* sont indexés dans Public Affairs Information Service (PAIS) Bulletin, CAB Abstracts, CSA Political Science and Government: A Guide to Periodical Literature, World Agricultural Economics and Rural Sociology Abstracts, Références, Généralis, Delphes, Delphine, Sociological Abstracts, IBZ (Internationale Bibliographie der Geistes- und Sozialwissenschaftlichen Zeitschriftenliteratur).

Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite (article L. 122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle - CPI) et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (Code de la Propriété Intellectuelle, article L. 122-5). Toutefois, l'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie (photocopie, télécopie, copie papier réalisée par imprimante) peut être obtenue auprès du Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) - 20, rue des Grands-Augustins - 75006 PARIS.

futuribles

NOVEMBRE 2001 - NUMÉRO 269

Le 11 septembre et après 3

Hugues de Jouvenel

Prospective et politique en Île-de-France 5

*La section de la prospective et de la planification
du conseil économique et social d'Île-de-France*

Jean-Claude Boucherat

Prospective et dynamique des territoires 25

Michel Godet

Forum

Essai de prospective mondiale après le 11 septembre 2001 35

Jacques Lesourne

Retour au Moyen Âge ? 45

Jean-Jacques Salomon

L'ingénierie guerrière 51

Geneviève Schméder

Les faiblesses du renseignement américain 55

Pierre Bonnaure

Le début d'une ère post-westphalienne ? 61

Kimon Valaskakis

Dix questions clés pour demain 65

La guerre, les coûts et les issues

Michael Marien

Islam, islamisme et violence 73

Gérard Donnadiou

Actualités prospectives 85

La mémoire du futur / Le sida en Asie / La problématique des Restos du cœur / Vers une tarification différentielle des médicaments / Impacts sociaux de l'automatisation des systèmes de production / La réforme des retraites en France.

Bibliographie

Analyses critiques 97

M. Ashley. The Time Machines. The Story of the Science-Fiction Pulp Magazines from the Beginning to 1950 / J. Gravereau. L'Asie majeure. La révolution silencieuse de l'Asie orientale / J.-J. Salomon. Le Scientifique et le guerrier / J.-P. Maréchal. Humaniser l'économie.

Comptes rendus 106

Abstracts 109

LE 11 SEPTEMBRE ET APRÈS

Nous voici le 30 octobre, 50 jours après les attaques perpétrées contre le World Trade Center et le Pentagone qui, abondamment relayées par les médias, ont suscité un immense sentiment d'horreur. Qui ? Pourquoi ? Comment une agression d'une telle ampleur avait-elle pu être menée contre les centres névralgiques et emblématiques de la plus grande puissance mondiale, visiblement prise au dépourvu et acculée alors à une riposte faisant l'objet de toutes les conjectures ?

Puis les semaines sont passées ; les nouvelles se font plus rares, moins sensationnelles, plus répétitives : relatives aux victimes d'intoxication ou aux assassinats commis par les talibans, elles ne suscitent plus la même émotion collective ; relatives aux bombardements en Afghanistan, elles suscitent, à mesure que les frappes se répètent, de plus en plus de perplexité et d'interrogations.

On a cru, le 11 septembre, que l'agression subie par les États-Unis marquait la fin d'une époque, le début d'une nouvelle ère. Or voici que l'histoire semble, tout bêtement, reprendre son cours comme s'il ne s'était agi que d'un accident.

La vérité est que nous vivons — et les médias y concourent largement — dans le culte de l'éphémère, de l'évène-

ment, du mépris du temps long, celui de la réflexion et de la stratégie qui se veulent plus discrètes et perspicaces, moins sensationnelles mais peut-être tout aussi déterminantes et qui, dans une revue comme *Futuribles*, nous intéressent davantage.

Nous revenons donc, dans ce numéro de novembre¹, sur les événements du 11 septembre, leurs origines, leurs conséquences, les enseignements qui s'en dégagent, y compris quant à notre appréhension des futurs possibles. Non, affirme Jacques Lesourne, que ces événements furent « impensables ».

Le terrorisme, soulignent plusieurs auteurs, a toujours existé sans qu'il ait du reste, à quelque moment, été l'apanage du seul intégrisme islamique, même si la région arabo-turco-persane était clairement celle de tous les dangers. Nous mettant en garde contre tout amalgame entre islam, islamisme et violence, Gérard Donnadiou souligne toutefois l'archaïsme de penseurs fondamentalistes qui puisent leur inspiration dans l'islam.

Non seulement de tels actes terroristes n'étaient pas impensables mais des scénarios anticipant parfaitement de tels phénomènes ont été élaborés, rappelle Michael Marien, certes sans que leurs

1. Voir également « Le règne de la violence ». Éditorial de *Futuribles*, n° 268, octobre 2001, pp. 3-4.

auteurs aient pu prévoir précisément à quel moment et sous quelle forme ils pourraient se déclencher.

Pierre Bonnaure, traitant sans complaisance des « faiblesses du renseignement américain », note bien la difficulté du passage de l'anticipation à l'action en évoquant le problème du crédit accordé par les décideurs à une information surprenante (problème que connaissent bien ceux qui pratiquent la veille et la prospective ²) et celui de la décision qu'il convient de prendre, en un temps très court, dans un contexte de grande incertitude et à hauts risques...

Mais plusieurs auteurs montrent aussi que les démocraties occidentales, en privilégiant peut-être à l'excès la liberté au détriment de la sécurité, souffrent parfois d'une myopie particulière. Jean-Jacques Salomon rappelle à cet égard que, dès la fin de la bipolarité américano-soviétique, Pierre Hassner se demandait si l'après-guerre froide ne conduisait pas à un nouveau Moyen Âge.

Presque tous les auteurs de ce dossier spécial s'accordent finalement pour reconnaître, avec Kimon Valaskakis, que le monde sans frontières est aussi un monde sans règles traversé par des forces de destruction empruntant les technologies les plus modernes, s'organisant suivant des logiques de réseau qui échappent au contrôle des États dont la souveraineté, assise sur une logique territoriale, est de plus en plus entamée.

Geneviève Schméder montre ainsi très clairement la profonde transformation à laquelle on assiste des objectifs, des méthodes et de l'organisation de la violence qui n'oppose plus seulement des États mais voit s'estomper les oppositions classiques entre militaires et civils, entre privé et public, entre national et international, et finalement entre guerre et paix... Le monde qu'elle nous décrit est bien celui d'un univers dérégulé, abandonné aux seules lois des marchés.

Et, s'il est un point sur lequel se rejoignent tous les auteurs, c'est bien celui — sans que ceci bien évidemment ne justifie cela — de la responsabilité des États-Unis, chantres d'un libéralisme débridé qui, outre leur laxisme, par exemple dans la lutte contre l'argent d'origine illégale et criminelle, ont fait preuve d'un mépris et d'une arrogance condamnables vis-à-vis des problèmes planétaires et des autres civilisations, et ont finalement toléré, sinon encouragé, l'instauration d'une loi de la jungle qui, en définitive, se retourne contre eux.

De nombreux scénarios se trouvent esquissés dans ce dossier spécial qui nous éclaire sur le spectre des futurs possibles mais souligne aussi l'importance d'enjeux particuliers : celui, notamment, d'un nouvel humanisme et d'une mondialisation mieux régulée ; celui aussi d'un redéploiement des alliances ainsi que des systèmes de sécurité et de défense occidentaux.

Hugues de Jouvenel

2. Ainsi Nicole Morgan rappelle-t-elle, après Machiavel, que nous préférons être « divertis » plutôt qu'inquiétés, que nos sociétés exigent d'être « positifs à tout prix » et d'éviter les mots qui fâchent...

Jean-Claude Boucherat ¹

Prospective et politique en Île-de-France

LA SECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA PLANIFICATION DU CONSEIL
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Les régions françaises disposent, à côté de leur assemblée délibérative — le Conseil régional —, d'une assemblée consultative — le Conseil économique et social régional (CESR) — qui réunit des représentants des organisations professionnelles et consulaires, des syndicats, des associations, des personnalités qualifiées et, de la sorte, peut être un lieu privilégié d'expression de la société civile. Moins soumis, en effet, à la tyrannie du court terme et aux jeux de pouvoir dont sont esclaves les autres instances, ces CESR, à l'instar de celui de la région Île-de-France mais aussi du Conseil économique et social national, se sont investis depuis quelques années dans une importante activité de réflexion prospective.

Le président du CESR d'Île-de-France explique ici pourquoi et comment s'est constituée, au sein de son assemblée, une telle « section de la prospective et de la planification » ; quels sont les thèmes majeurs sur lesquels elle a travaillé, ses modalités de travail et les principales conclusions auxquelles elle est parvenue. Mais l'auteur ne se contente point de rendre compte des activités de cette section. Il montre en substance ce qu'un tel groupe de prospective au sein d'une telle assemblée peut apporter dans la recherche actuelle de nouvelles formes de démocratie participative et dans le renouveau d'un débat public propre à répondre au défi fort actuel de la gouvernance.

Jean-Claude Boucherat va même un pas plus loin : il rappelle l'originalité et l'utilité de la prospective dans l'élaboration des politiques publiques, souligne combien le rôle d'une instance telle que la section prospective du CESR peut être important aussi bien au regard de l'anticipation

1. Président du conseil économique et social d'Île-de-France.

des enjeux auxquels nos régions risquent de se trouver confrontées qu'au regard de l'édification d'une « vision » autour de laquelle peuvent, sans ignorer les antagonismes en présence, se fédérer des énergies de tous ceux qui, en dernier ressort, demeurent les artisans du futur de nos régions.

H.J.

« Le fait de regarder loin devant a tendance à mieux faire ressentir l'importance et l'urgence de l'action. »

Jean-Michel Charpin ²

« Alors que le nombre des acteurs et la complexité des situations s'accroissent, la construction de décisions stratégiques implique davantage d'écoute, de dialogue et de débat. [...] Il faut mettre de plus en plus de personnes autour de la table afin d'animer des processus d'élaboration partagée de connaissances pour l'action. »

Jean-Paul Bailly ³

La création en 1993 d'une section de la prospective et de la planification au sein du conseil économique et social d'Île-de-France, puis progressivement dans un grand nombre d'autres régions, constitue une expérience originale qui modifie sensiblement la nature des relations existant entre les décideurs, les experts, les praticiens et la société civile.

L'objet de cet article n'est pas de présenter de manière détaillée l'organisation de cette instance, ni de dresser un bilan de ses travaux. Il s'agit plutôt d'essayer de montrer en quoi l'existence de cette section est de nature à éclairer les choix de l'État et des collectivités territoriales franciliennes, au premier rang desquelles figure bien entendu le Conseil régional ; à mettre en lumière les principaux défis auxquels la région capitale est confrontée ; à déceler les promesses que

le présent laisse entrevoir ; et surtout peut-être, à montrer qu'il n'existe pas de fatalité et que la société francilienne, en dernier ressort, est en mesure de peser sur son destin.

La société en mouvement

Parce qu'elles sont les plus récentes des collectivités territoriales, les Régions ⁴ présentent une particularité qui les distingue des communes et des départements : elles disposent, à côté de leur assemblée délibérative, le Conseil régional, d'une assemblée consultative, le Conseil économique et social régional. Selon les dispositions législatives en vigueur, ces assemblées, placées auprès du Conseil régional et de son président, concourent par leurs avis à l'administration de la Région. Loin d'être une simple

2. Commissaire général au Plan ; intervention devant le conseil économique et social d'Île-de-France, 24 juin 1999.

3. Président-directeur-général de la RATP (Régie autonome des transports parisiens) ; lettre adressée au président du conseil économique et social d'Île-de-France, 14 décembre 1999.

4. La majuscule sera utilisée dans cet article chaque fois qu'il sera question de l'institution régionale, l'usage de la minuscule étant réservé au territoire régional.

clause de style, cette compétence originale explique, dans une large mesure, que les conseils économiques et sociaux régionaux (CESR) se soient très vite emparés du thème de la prospective territoriale, à une époque (la fin des années 1980 et le début des années 1990) où le pouvoir exécutif et délibératif s'y intéressait encore assez peu.

Les CESR bénéficient en effet d'un droit d'autosaisine qui leur permet de traiter, de leur propre initiative, de tout sujet entretenant un rapport avec la vie régionale. N'étant pas enfermés dans les contingences de l'exercice du pouvoir et de ses contraintes temporelles, idéologiques ou financières, ils ont pris très tôt l'initiative de lancer de larges réflexions sur ce que pourrait être l'avenir de leurs territoires en y associant des experts et l'ensemble des acteurs concernés. Cette démarche officieuse s'est ensuite institutionnalisée, en Île-de-France tout d'abord, puis dans de nombreuses autres régions, par la création, au sein des CESR, de sections spécialisées dans le domaine de la prospective.

Cet intérêt pour la prospective trouve son origine dans la composition même des CESR. Si le rôle institutionnel dévolu à ces assemblées dans le cadre régional est important pour éclairer les décideurs, celui de représentant de la société civile apparaît fondamental. Davantage qu'un organisme d'études ou un conseil des sages, comme certains peuvent encore le penser, les CESR sont l'expression de la société en marche qui, forte de ses différentes composantes, s'interroge sur elle-même, imagine un futur

souhaitable, et surtout propose les voies pouvant y mener. Les conseillers économiques et sociaux n'agissent pas ainsi au seul bénéfice des acteurs politiques mais aussi en faveur de ceux qui les ont mandatés pour les représenter.

Les CESR constituent en effet un miroir de la vie économique, sociale et culturelle des régions. Il n'est donc pas indifférent que siègent ensemble des représentants des organisations professionnelles et consulaires, des syndicats de salariés, des associations⁵ auxquels se joignent quelques personnalités qualifiées. Ce « paritarisme enrichi » est à la base de l'intérêt très vif que les CESR ont manifesté pour la prospective : la région constitue pour ses membres l'espace de leur activité professionnelle, celui de défense de leurs idéaux, leur cadre de vie, etc., et il convient de se l'approprier et d'en maîtriser le devenir. En regardant loin, les CESR, et celui d'Île-de-France tout particulièrement, participent à ce mouvement de construction d'une identité commune et partagée : ces régions se doivent d'être perçues dans leur singularité, puis comprises dans leur complexité, pour que l'on puisse tracer des perspectives pour les générations futures. C'est ainsi que sont nées les sections...

Le savant, le politique et la société

La novation majeure de ces sections consiste à permettre à des experts de renom de collaborer avec les représentants de la société civile. En Île-de-France, ce sont 10 personnalités⁶ qui viennent enrichir le débat, confronter leurs connais-

5. Il s'agit par exemple d'associations familiales, caritatives, culturelles, sportives, de consommateurs, de parents d'élèves, de défense de l'environnement, etc.

6. Compte tenu du renouvellement intervenu en 1995 à l'occasion du changement de mandature au CESR, ce sont au total 15 personnalités extérieures qui ont siégé au sein de la section.

sances respectives et mettre à la disposition des conseillers économiques et sociaux régionaux le cadre conceptuel et méthodologique nécessaire à l'élaboration des rapports qui sont confiés à la section. À côté de prospectivistes reconnus comme Michel Godet ou Armand Braun⁷, cette section de la prospective et de la planification comprend également des économistes, des géographes, des sociologues, des démographes, et même de hautes personnalités issues du corps diplomatique, de la culture ou de l'Éducation nationale. Provenant d'horizons variés et de sensibilités certainement très différentes, tous ont en commun de privilégier une approche francilienne de l'évolution de la société.

La cohabitation au sein d'une même instance de ces experts et des représentants des forces vives aurait pu conduire à des incompréhensions culturelles, voire idéologiques, insurmontables. S'il est clair que l'amalgame a pu, dans un premier temps, poser quelques problèmes bien légitimes, il s'est réalisé dans des délais que l'on peut qualifier, compte tenu du contexte, de rapides, et dans des conditions finalement assez favorables. Parce qu'elles ont su mettre ce qu'elles avaient de meilleur en commun et s'enrichir de leurs mutuelles différences, pour reprendre l'expression chère à Paul Valéry, une véritable alchimie s'est produite entre ces différentes personnalités au

sein du creuset que constitue cette instance :

— D'abord, l'ensemble des membres de la section s'est efforcé dès le début des travaux d'adopter une méthodologie et un langage communs, ce qui a contribué à démythifier et vulgariser l'approche prospective : c'est dans cette optique qu'un soin tout particulier a été apporté à la forme des rapports — concision et clarté d'expression —, afin que le message soit le mieux perçu possible à l'extérieur pour en faciliter la communication.

— Ensuite, il a été fait appel, dans un premier temps, à l'ensemble des compétences présentes au sein de la section pour nourrir la réflexion plutôt qu'à des contributions extérieures sous forme d'auditions⁸. Cela a permis d'utiliser des outils tels que la méthode Delphi ou celle de l'abaque de Régnier.

— Les experts, comme les représentants socio-économiques, se sont accordés en outre pour considérer la démarche prospective comme un élément susceptible de contribuer à l'élaboration de stratégies régionales et non comme un pur exercice intellectuel. C'est sans doute à ce niveau que la collaboration au sein de la section entre les experts et les représentants socio-économiques a pris toute sa dimension : utopie et pragmatisme ont appris à travailler ensemble⁹...

— Enfin, sur les quatre rapports présentés par la section, trois l'ont été par des

7. Respectivement professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers et président de la Société internationale des conseillers de synthèse.

8. La section a procédé lors de ses autres rapports à des auditions, peu nombreuses il est vrai, qui lui ont permis de recueillir le sentiment de plusieurs personnalités parmi lesquelles Jean-Pierre Fourcade, Yves Cannac ou François Ascher.

9. Il convient de signaler qu'avant d'être rendus publics, les rapports de la section suivent un cheminement un peu particulier. Ils sont d'abord adoptés par la section dans son ensemble puis transmis au bureau du CESR qui confie à l'un de ses membres, appartenant lui-même, à la section le soin de préparer un projet d'avis. C'est cette version qui sera soumise au vote de l'assemblée plénière qui ne comprend pas les personnalités extérieures à la section. L'avis voté par l'assemblée plénière a pour objet d'adopter le rapport de la section et de l'assortir de quelques commentaires.

LA PROSPECTIVE TERRITORIALE

Les exercices de prospective territoriale, à différents niveaux géographiques (villes, communautés urbaines, pays, départements, régions...) se sont considérablement développés en Europe depuis une vingtaine d'années, particulièrement peut-être en France, y compris en raison des nouveaux pouvoirs conférés aux collectivités locales et territoriales par le biais des lois de décentralisation mais aussi de nombreux autres dispositifs législatifs et réglementaires, par exemple la loi Voynet.

Si la prospective territoriale emprunte à la prospective générale beaucoup de ses méthodes, elle présente cependant des difficultés particulières tenant notamment à la pluralité des acteurs, à la multiplication des niveaux d'administration publique, à l'enchevêtrement donc des territoires et des compétences.

Les motifs et la nature de ces exercices de prospective sont au demeurant fort différents, les uns s'apparentant davantage à des exercices de communication publique, tandis que les autres constituent de véritables exercices de prospective ayant pour objet, d'une part d'explorer les futurs possibles des territoires concernés, d'autre part d'être des catalyseurs de réflexions sur les futurs souhaitables de ces territoires et donc ayant vocation à déboucher sur des projets.

L'un de leurs enseignements sans doute le plus intéressant réside dans le fait que, contrairement à une idée au départ très répandue, l'avenir des territoires dépend plus de facteurs endogènes — notamment de la mobilisation des acteurs du territoire concerné — que des facteurs exogènes, autrement dit du contexte géopolitique et socio-économique général dans lequel ils s'intègrent, qui est pratiquement identique pour tous. Il est également intéressant de souligner que la plupart de ces exercices relativisent le rôle des infrastructures et, au contraire, soulignent l'importance de la mobilisation des acteurs locaux autour de projets collectifs.

Beaucoup d'exercices de prospective régionale ont été menés à l'initiative des conseils économiques et sociaux régionaux : ainsi en fut-il, par exemple, en Île-de-France, en Midi-Pyrénées, en Haute-Normandie, en Bretagne ou en Lorraine... Dans d'autres cas, ce sont les conseils régionaux eux-mêmes qui ont donné l'impulsion comme dans le Limousin et en Catalogne — région qui a joué un rôle pionnier dans le développement de ce type d'exercice à l'initiative aussi bien de la Generalitat que de la ville de Barcelone, menant simultanément deux exercices concurrents —, en Wallonie et dans bien d'autres régions, départements, provinces, villes, communautés urbaines (et l'on pense ici tout particulièrement à la vaste opération lancée à Lyon sous l'intitulé « Millénaire III »).

Soulignons aussi que, au niveau national, la prospective territoriale a connu un regain d'intérêt notamment sous l'impulsion de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) qui, outre ses réflexions propres sur « la France de 2020 » a créé une dizaine de groupes de prospective qui se réunissent très régulièrement.

Sur le plan de la prospective territoriale, deux exercices font figure de pionniers : celui mené sur la Catalogne à l'horizon 2010 et celui sur l'avenir du Pays basque. Le Limousin se singularise également par l'important investissement qui a été consenti, d'abord dans l'opération « Limousin 2007 », puis dans l'opération « Limousin 2017 », dont Benoît Lajudie a rendu compte dans le numéro 268 de Futuribles (octobre 2001). Mais l'on aurait tort d'oublier la région Poitou-Charentes, le Nord-Pas-de-Calais et bien d'autres qui ne peuvent être tous ici cités.

Plusieurs structures s'attachent à suivre attentivement le développement de ces travaux — voire à y apporter un appui notamment en termes méthodologiques. Ainsi en est-il du groupe Futuribles mais également de la Datar, de l'Observatoire international de

prospective régionale (OIPR), sans mentionner tous les bureaux d'études et sociétés de conseils qui ont trouvé là de nouveaux marchés.

Quelques ouvrages se sont attachés à décrire les méthodes, les pratiques et les exercices ainsi menés. Parmi ceux-ci, mentionnons :

— COURSON Jacques de. *La Prospective des territoires. Concepts, méthodes, résultats.* Lyon : Certu, 1999, 123 p.

— DESTATTE Philippe (sous la dir. de). *Évaluation, prospective et développement régional.* Charleroi : Institut Jules Destrée, 2001, 399 p.

— DOMMERGUES Pierre (sous la dir. de). *La Prospective au cœur des régions.* Paris : Syros, 1993, 170 p.

— GODET Michel. *Manuel de prospective stratégique. Tome 1 : Une indisciplinette intellectuelle. Tome 2 : L'Art et la méthode.* Paris : Dunod, 2001, respectivement 260 p. et 359 p.

— GOUX-BAUDIMENT Fabienne. *Quand les territoires pensent leurs futurs. La Tour d'Aigues : éd. de l'Aube, 2001, 161 p.*

En outre, quelques sites Web méritent également d'être consultés par ceux qui veulent en savoir davantage, par exemple :

— Datar : <http://www.datar.gouv.fr> ;

— Futuribles : <http://www.futuribles.com> ;

— OIPR : <http://www.reperes-oipr.com> ;

— Prospective Foresight : <http://www.prospective-foresight.com>.

Futuribles

personnalités extérieures au CESR¹⁰, ce qui prouve que ces dernières ont très rapidement trouvé leur place au sein de la section en y apportant leurs compétences et leur expérience.

Prospective et planification

L'intitulé même de la section, « prospective et planification », oriente dans une large mesure la nature des travaux qu'elle est amenée à réaliser. La combinaison de ces deux termes ne constitue

pas une simple figure sémantique : elle traduit au contraire une volonté forte du conseil économique et social d'Île-de-France, à travers les travaux de sa section, de prendre toute sa part aux différents exercices de planification et de programmation des politiques régionales à moyen et long termes.

L'exercice est délicat et l'analyser revient à s'interroger sur les différentes phases qui conduisent à décider de telle ou telle orientation en matière d'action publique¹¹. Alors même que celle-ci est

10. L'une de ces personnalités, Anne Cancellieri (présidente de l'Institut pour le développement de l'habitat de demain et membre de la section jusqu'en 1995) avait cependant déjà siégé au sein de l'assemblée consultative régionale. Signalons également que la fonction de vice-président de la section, dont le rôle est très important, revient de droit à l'une des personnalités extérieures. Il s'agit depuis l'origine de Jacques Treffel (Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale) qui a notamment été en charge de la prospective au sein de ce ministère.

11. Cette question est au cœur de la réflexion du CESR d'Île-de-France. Le CRIES (Comité régional pour l'information économique et sociale) d'Île-de-France qu'il administre conjointement avec la Direction régionale de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), a ainsi organisé le 22 octobre 1993 un colloque intitulé « Comprendre pour agir : la recherche et les études sur l'Île-de-France », qui était animé par le directeur général de l'Iaurif (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France), Jean-Pierre Dufay.

régie selon les principes de la dictature du très court terme, selon l'expression de Robert Rochefort ¹², les décideurs — et ils sont nombreux à agir sur le territoire métropolitain — doivent néanmoins s'en affranchir de façon à ne pas hypothéquer l'avenir en succombant à l'illusion de la démocratie d'opinion caractérisée par un recours sans discernement aux sondages. C'est justement pour ne pas se trouver dans cette logique perverse — qu'illustrent bien les paradoxes de Condorcet ou d'Arrow selon lesquels il n'existe pas de règle de choix social cohérente avec les préférences individuelles —, que le politique doit s'appuyer sur des travaux de prospective pour trancher et planifier son action.

Le rôle de la section consiste à présenter de manière pédagogique les évolutions souhaitables de la région imaginées par la société avec le soutien éclairé d'experts indépendants. Elle est pleinement dans son rôle quand elle indique aux décideurs quels sont les choix qui s'imposent à eux et quelles sont les contradictions qu'ils seront appelés à lever dans un processus d'agrégation des différents intérêts.

Or, il ne suffit pas de mettre un rapport, si pertinent soit-il, à la disposition du préfet de région ou du président du Conseil régional pour que, dans un processus quasiment cybernétique, celui-ci soit pris en compte dans le contrat de plan État/Région, le schéma directeur, les schémas de services collectifs ou les autres documents de planification, d'urbanisme ou d'aménagement comme le plan de déplacements urbains (PDU) ou

le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) par exemple.

Au-delà du rôle de la section tel qu'il est envisagé dans cet article, se dessine l'ensemble des processus, toujours compliqués et souvent chaotiques, qui permettent de passer des mots aux actes et qui conduisent de la réflexion à la prise de décision. Les travaux de prospective tels qu'ils sont menés au CESR d'Île-de-France agissent comme autant de réducteurs d'incertitude dans un système mouvant, complexe et opaque. Ils constituent en ce sens une véritable philosophie de l'action publique en jetant des passerelles entre l'imagination créatrice et les contraintes de la gestion quotidienne : c'est à ce titre que l'on peut parler d'« utopie pragmatique ».

L'intérêt premier des rapports de la section est d'être versés au débat public, les pistes qu'ils préconisent et les diagnostics sur lesquels ils s'appuient étant discutés, contestés, enrichis, et peut-être détournés. La section travaille, bien sûr, pour que ses idées soient reprises et que, *in fine*, elles soient agrégées à d'autres pour aider à construire un avenir souhaitable pour les Franciliens, et ce d'autant plus que ces idées, par nature, sont les leurs...

Cette magistrature d'influence, exercée auprès du pouvoir exécutif et délibératif par la section en particulier et le CESR en général, nécessite de surcroît que soit assurée une fonction tout à fait fondamentale d'interface. Cette mission, difficile à remplir, revient en tout premier lieu aux cabinets ou aux services administratifs — ceux-ci se situant cependant eux-mêmes dans une logique

12. Directeur du Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) et membre de la section comme l'ensemble des personnalités qui, sauf avis contraire, sont citées dans cet article.

de court terme —, mais aussi aux journalistes ou à l'ensemble des corps intermédiaires disposant d'un accès direct au pouvoir politique. Les manifestations publiques (colloques, séminaires, conférences, etc.) jouent également un rôle important dans la valorisation et la prise en considération des travaux d'instances telles que les sections, car elles permettent d'atteindre directement les élus et les hauts fonctionnaires.

C'est pourquoi le CESR est toujours très attentif à la manière dont il convient de valoriser les travaux de la section et d'en communiquer les conclusions à tous ceux qui exercent des responsabilités¹³. Cette mission de médiation entre la société et le politique doit avoir pour objet de réduire le bruit consécutif à un surplus d'information. Selon Edmond Préteceille¹⁴, « cela exige un travail de sélection, de construction et d'organisation pour transformer les informations en connaissance ».

Enfin, la région capitale dispose avec son agence d'urbanisme¹⁵, l'Iaurif, placée auprès du président du Conseil régional, d'un outil particulièrement approprié pour relayer vers les élus, sous les formes les plus diverses, le message de la section de la prospective et de la planification. L'Iaurif a d'ailleurs collaboré de manière étroite et appréciée avec la section, notamment lors du rapport *Vivre en Île-de-France en 2025*¹⁶.

Un outil original

Le souci constant de la section de la prospective et de la planification du CESR de s'inscrire dans une démarche à portée opérationnelle n'exclut pas, bien au contraire, celui de s'affranchir de certaines contraintes. Christine Chauvet¹⁷, qui la présida de 1994 à 1998, indiquait ainsi que « de par sa composition [elle] autorise une certaine liberté d'expression et d'action [...] vis-à-vis du président du CESR d'une part, et du président du Conseil régional d'autre part. [...] Son particularisme autorise la formulation d'idées fortes ou encore l'évocation de problèmes et de points sensibles. »

Par son positionnement singulier, au cœur de l'institution régionale mais à l'écart des querelles partisans, par son refus d'un banal conformisme et son rejet de toute forme d'autocensure, la section a su depuis sa création acquérir une incontestable légitimité. Il ne va pas de soi de prendre position sur des questions aussi délicates que la dégradation du cadre de vie, la pérennisation de la fracture sociale, les mouvements migratoires, la perte de compétitivité de la région capitale ou l'inadaptation du système politico-administratif. Conscient des risques encourus par la section en raison de ses prises de position, le successeur de Christine Chauvet, Jean-

13. Cet article s'inscrit lui-même dans cette double logique de contribution au débat public et de valorisation des travaux de la section.

14. Directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (Institut de recherche sur les sociétés contemporaines) ; réunion du 13 janvier 1998.

15. Les travaux de la section ont mis en évidence le rôle que de telles structures pouvaient jouer au sein des espaces métropolitains, notamment dans le domaine de la gouvernance.

16. GUIEYSSE Louis (directeur général adjoint honoraire de la RATP) (rapporteur). Présenté le 24 juin 1999. Paris : Futuribles International (coll. Travaux et recherches de prospective, n° 10), mars 2000.

17. Présidente d'honneur de l'Association des femmes chefs d'entreprise et par ailleurs ancienne secrétaire d'État au commerce extérieur ; réunions de la section du 13 mai 1996 et du 19 juin 1996.

François Veysset¹⁸, reconnaissait d'ailleurs devant l'assemblée plénière du CESR le 24 juin 1999 que la prospective était difficile et qu'elle engendrait souvent des conflits ; il ajoutait d'ailleurs : « rien n'est plus contesté que l'efficacité, rien n'est plus facile que l'immobilisme ; or, il nous faut sans cesse avancer. 2025 c'est demain ».

Cette liberté de ton est indissociable du caractère ouvert et foisonnant des rapports de la section : ses conclusions laissent entrevoir la nature des débats, parfois âpres, qui les ont nourris : il ne s'agit pas de graver dans le marbre des sentences définitives issues d'un improbable consensus, mais « de contribuer à la réflexion du Conseil régional sans pour autant édicter de normes¹⁹ ». Il serait préférable de parler d'une pensée en mouvement qui se construit au fil du temps et qui traduit les hésitations, les contradictions mais aussi, pour mieux s'en éloigner, les impasses de la société dont elle est l'émanation²⁰.

Par ailleurs, si la section peut aborder des questions difficiles, et cela constitue une autre originalité de sa démarche, c'est parce qu'elle a opté pour une approche systémique de la métropole francilienne qui lui permet de ne pas s'enfermer dans des logiques purement sectorielles et de la resituer en perma-

nence dans son environnement. C'est ce qui explique par exemple la place très importante qui est accordée à des questions telles que le rayonnement de l'Île-de-France ou celle de sa situation et de son rôle au sein du Bassin parisien.

Comme le rappelait Armand Braun lors d'une séance de travail le 13 mai 1996, « la section s'interdit de promouvoir un sujet bien spécifique dépendant d'une spécialité personnelle [d'un de ses membres] ». C'est à ce prix qu'elle peut permettre l'émergence d'une véritable « prise de conscience par les citoyens de l'interdépendance des problèmes » ainsi que l'avait exprimé Robert Rochefort le 4 juillet 1996²¹.

Cette approche transversale, longitudinale, de l'évolution future de l'Île-de-France a été voulue dès l'origine par le CESR, qui prévoit dans son règlement intérieur (article 63) que les sujets relevant de la compétence de la section ne doivent pas empiéter sur celles de ses commissions thématiques.

C'est dans cet esprit d'indépendance et de transversalité qu'ont été élaborés les rapports préparés par la section entre 1995 et 2001.

*L'imagination informée*²²

Dans son premier rapport présenté le 21 septembre 1995²³, la section s'était

18. Vice-président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, chargé des affaires sociales.

19. Gérard Le Gall, professeur associé à l'université Paris XII Val-de-Marne et par ailleurs conseiller technique au cabinet du Premier ministre ; réunion du 17 mars 1995.

20. C'est sur le même modèle qu'est construit cet article en s'appuyant dans une large mesure sur les propos qui ont été tenus par les membres de la section lors de ses nombreuses réunions et qui traduisent l'orientation que ceux-ci ont voulu donner à leur réflexion.

21. À titre d'illustration, cette réunion de travail s'était tenue dans les locaux du Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, à l'invitation de Michel Garnier, qui en était alors le président et qui appartenait à la section, ainsi que de la codirectrice de ce laboratoire, Sylvie Fauchoux. Ce laboratoire pluridisciplinaire regroupe des chimistes, des physiciens, des économistes et des sociologues.

22. Cette expression est empruntée à Armand Braun.

23. CANCELLIERI Anne (rapporteur). *Le Devenir de l'Île-de-France à l'horizon 2025 : société - rayonnement - compétitivité*.

efforcée de poser, dans toute sa généralité, la question du devenir lointain de l'Île-de-France, en dépassant l'horizon relativement court des projections tendancielles et en se dégageant le plus possible des *a priori*. L'horizon 2025 était cité symboliquement pour indiquer le désir d'éclairer l'action présente par une vision à long terme. Les faisceaux d'interrogation étaient recentrés sur trois mots-clés : la société, le rayonnement et la compétitivité. Proposant des schémas de décision sur des points considérés comme essentiels, le rapport était articulé autour de trois scénarios déclinés en 18 synoptiques présentant les grandes tendances à l'œuvre dans un certain nombre de domaines ²⁴.

Si « la prospective suppose d'abord une identification des zones d'incertitude et des basculements possibles, l'approche par scénarios vise quant à elle essentiellement à mettre en cohérence les différents éléments et leur évolution ²⁵ ». La section s'est ainsi délibérément placée dans une optique visant à « empêcher que certaines choses se réalisent » et à « identifier les leviers sur lesquels on peut agir ²⁶ ».

Les trois scénarios (voir encadré ci-contre) qui se distinguent par le rythme, ainsi que par le degré de maîtrise de l'évolution de l'Île-de-France sur la période considérée, étaient les suivants :
— Le scénario 1, dit « **Au fil de l'eau** » ou du laisser-aller, exprimait une certaine impuissance ou passivité, une tentation de résistance au changement face à un contexte évolutif et sans catastrophes.

— Le scénario 2, dénommé « **Secousses et ruptures** » ou dysfonctionnel, exprimait des comportements de « lâcher prise » devant les pressions, de changements de cap sans aboutissements, face à un contexte marqué par des ruptures brutales.

Ces deux scénarios de « l'inacceptable » avaient surtout pour objectif d'identifier les menaces potentielles, exogènes et endogènes, qui pèsent sur l'Île-de-France.

— Le scénario 3, enfin, celui du « **Changement anticipé** », exprimait une attitude d'affirmation et une volonté de maîtrise, face à un contexte en mutation rapide.

Ce dernier scénario présente « une saine interaction entre la base et le sommet ²⁷ », entre les grands acteurs et les citoyens. Il exprime parfaitement la philosophie de la section selon laquelle « nous n'avons plus d'autre choix que de définir l'avenir que nous souhaitons, pour entreprendre de le réaliser ²⁸ ».

Ainsi sont mis en évidence les défis majeurs auxquels la région d'Île-de-France pourrait se trouver confrontée à l'horizon 2025 et les stratégies qui permettraient de les relever. En voici quelques-uns qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie dans plusieurs rapports de la section :

— **La lutte contre les fragmentations sociales** ²⁹ : le rapport Cancellieri faisait de la recherche de solutions urbaines collectives négociées entre les différents acteurs politiques, les différents niveaux territoriaux, un enjeu majeur pour main-

24. Environnement, télécommunications, société et modes de vie, maîtrise du temps, habitat, économie, emploi, contexte international, etc.

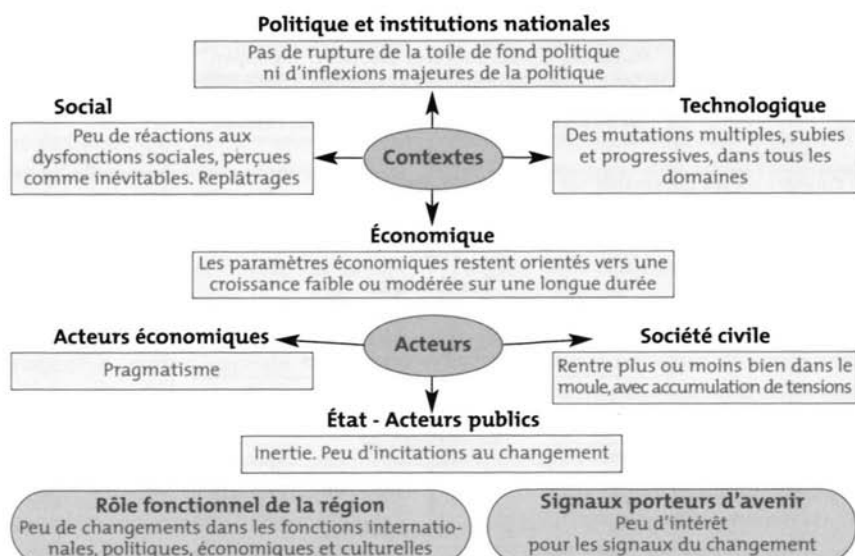
25. PRÉTECEILLE Edmond. Réunion du 25 novembre 1997.

26. GODET Michel et BRAUN Armand. Réunion du 19 novembre 1996.

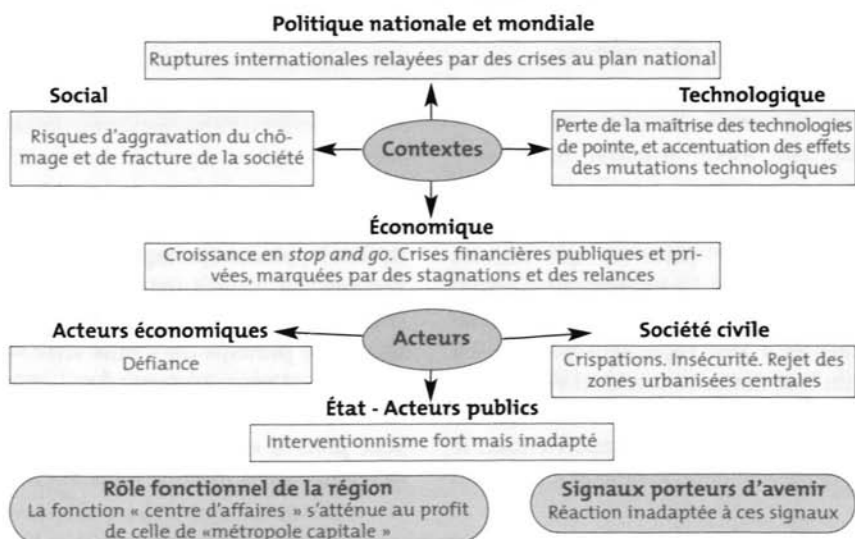
27. PRÉTECEILLE Edmond. Réunion du 5 mai 1995.

28. BRAUN Armand. Réunion du 13 janvier 1998.

29. Une partie entière était consacrée à cette question dans le rapport Guieysse.

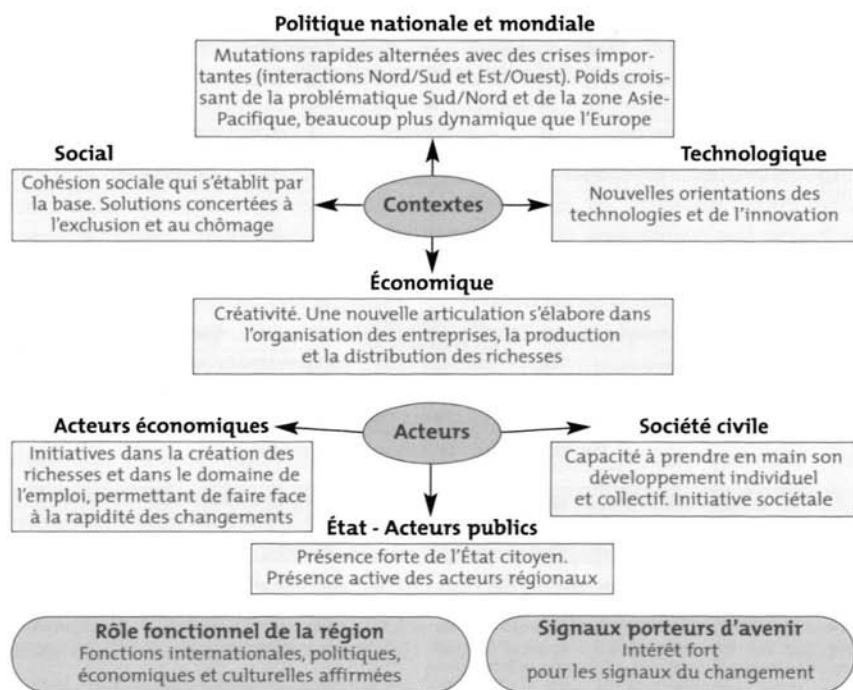
SCÉNARIO 1 — AU FIL DE L'EAU


Scénario de continuité d'un modèle français assez structuré, avec lent affaiblissement de l'État-nation, sans émergence d'alternatives fortes. Tentation du non-changement, dans un présent indéfiniment prolongé. Pas d'élaboration d'un modèle de société alternatif. Peu d'intérêt pour les enjeux du développement durable. Métropolisation à la fois subie et acceptée. Problèmes latents non résolus : société, environnement... Risques de ruptures à échéance indéterminée.

SCÉNARIO 2 — SECOUSES ET RUPTURES


Scénario dysfonctionnel, d'adaptation par à-coups, face à des contextes perturbés et marqués par des ruptures. Métropolisation subie mais non assumée et mal maîtrisée. Tendance à la fragmentation du corps social et montée des conflits.

SCÉNARIO 3 — LE CHANGEMENT ANTICIPÉ



Scénario d'adaptation anticipée au changement, dans un contexte en mouvement rapide. Prises de conscience, appuyées par un large débat de société. Forte attention aux questions de développement partagé avec les autres régions du Bassin parisien. Métropolisation assumée et maîtrisée. Capacité d'adaptation et de réponse aux changements.

tenir la nécessaire cohésion de la société francilienne. Mais c'est de la base que l'initiative doit partir ce qui renvoie clairement les représentants socio-économiques à leurs propres responsabilités et à leur capacité à prendre en main leur devenir individuel et collectif. — **Le développement durable**, auquel la section a consacré un rapport entier, le deuxième³⁰ ; déjà, le rapport Cancellieri

mettait l'accent sur la nécessité de porter une attention soutenue aux questions de développement partagé avec les autres régions du Bassin parisien. Prenant conscience qu'il est préférable d'abandonner le principe du « plus vivre » au bénéfice d'une éthique du « mieux vivre », la société civile francilienne se sent prête à expérimenter en direct le développement durable dans les activi-

30. ROBERT Jean (rapporteur). *Pour une contribution de la Région Île-de-France à une stratégie nationale de développement durable*. Réalisé à la demande de Michel Giraud (alors président du conseil régional d'Île-de-France), présenté le 31 octobre 1996.

tés quotidiennes. La section affirme avec force, dans le rapport Robert, que « la réduction des fractures sociales apparaît comme une condition préalable à toute recherche d'un développement durable », soulignant ainsi la forte interdépendance entre ces deux enjeux.

— **La gouvernance** enfin : tant le rapport Guieysse que le second rapport Robert³¹, qui était exclusivement consacré à ce thème, ont largement insisté sur la responsabilité incombant aux pouvoirs publics de répondre aux dangers qui menacent la région capitale. « L'interaction constructive entre la société civile et les acteurs politiques et institutionnels, lit-on dans le rapport Cancellieri, contribue à l'émergence d'une identité métropolitaine intégrant la complexité des différents niveaux d'intérêts collectifs, au-delà même des limites administratives ». La gouvernance implique une redéfinition de l'organisation politico-administrative de l'Île-de-France — démocratie représentative —, une association plus étroite de la société civile aux prises de décision — démocratie participative —, ainsi qu'une transformation des modes de gestion publique dans un souci de transparence et d'efficacité.

Ce souci de « permettre aux personnes impliquées de penser collectivement le devenir de l'Île-de-France³² » et de souligner leur responsabilité collective dans la construction d'un projet métropolitain en s'appuyant sur une démarche prospective constituée, à n'en pas douter, l'une des principales originalités des travaux de la section.

Une métropole en action

L'ensemble des travaux de la section traduit un mouvement visant à analyser une situation donnée pour en prévoir l'évolution afin de « préconiser une posture de responsabilité des acteurs³³ ». Le cheminement qui mène du premier rapport de la section en 1995 à celui qui a été présenté en 2001 consiste à mettre l'accent non seulement sur le rôle des pouvoirs publics, mais aussi sur celui de la société civile, des entreprises, des associations, du citoyen, du consommateur, en un mot de chacun d'entre nous.

C'est le jeu de ces acteurs, la combinaison de leurs stratégies, de leurs conflits ou au contraire de leurs alliances, qui structurent l'espace métropolitain. Si l'on se place du point de vue du développement durable par exemple, il est clair que l'Île-de-France est investie, en tant que métropole mondiale, d'une responsabilité spécifique. C'est pourquoi Jean Robert expliquait à l'occasion de ce rapport que la région capitale se devait d'adopter une attitude « exemplaire devant se traduire de façon visible dans sa gestion urbaine et régionale³⁴ ».

Or, pour que l'Île-de-France puisse se doter d'un véritable projet métropolitain, encore faut-il qu'existe un sentiment d'appartenance fort, une identité, un désir de vouloir vivre ensemble acté dans ce « plébiscite de tous les jours » dont parlait Ernest Renan. L'importance d'un tel projet implique l'existence d'une conscience, d'un pouvoir et d'un espace public métropolitains.

31. ROBERT Jean (rapporteur). *Contribuer à une meilleure gouvernance en Île-de-France - De l'efficacité en démocratie*. Présenté le 31 mai 2001.

32. LOINGER Guy (président de l'Observatoire international de prospective régionale et membre de la section jusqu'en 1995). Réunion du 4 octobre 1994.

33. ROCHEFORT Robert. Réunion du 13 janvier 1998.

34. ROBERT Jean. Réunion du 19 juin 1996.

L'Île-de-France est une région où la construction des identités s'effectue soit sur une base extraterritoriale (région ou pays d'origine, communautarisme, etc.), soit en référence à Paris, moins comme espace de référence que comme valeur universellement partagée, soit enfin par rapport à la zone géographique infra-régionale où l'on vit³⁵. C'est dans ce contexte que les travaux de la section apportent une autre vision : celle d'habitants liés ensemble par une communauté de destin³⁶, confrontés à des problèmes bien spécifiques et parfaitement identifiables qu'ils doivent s'efforcer de résoudre ensemble, représentés par des institutions ayant compétence pour agir en faveur du bien public au sein même de cet espace. Selon le scénario 3 dit du « Changement anticipé » présenté dans le rapport Cancellieri, « le sentiment d'identité commune et d'appartenance incite les habitants à s'affirmer, leur capacité d'initiative accélère le changement et, par rétroaction, attire toujours plus d'actifs, et le poids des femmes dans la société va grandissant ».

En envisageant l'Île-de-France comme un tout, la section contribue à la construction de cette identité territoriale, institutionnelle et politique. Ses travaux sur la gouvernance ont mis en évidence la nécessité de clarifier les compétences

respectives des différents niveaux d'administration et de renforcer le pouvoir de la Région³⁷ et celui des établissements publics de coopération intercommunale³⁸.

En donnant davantage de lisibilité au paysage institutionnel, on renforce le lien entre le représentant et le représenté, entre l'État et ses échelons déconcentrés, les collectivités territoriales et la société civile.

C'est à cette dernière, représentée en l'occurrence par la section, que revient l'initiative de participer à ce processus visant à faciliter l'apparition d'un véritable citoyen métropolitain.

Une grande partie de l'argumentaire de la section consiste à ne pas faire sienne la devise sartrienne selon laquelle « l'enfer, c'est les autres³⁹ ». Plutôt qu'attendre les bras croisés que ses représentants agissent à sa place pour endiguer d'hypothétiques menaces en provenance de l'extérieur comme dans les scénarios 1 et 2, la section invite le citoyen à prendre son destin en mains, à admettre qu'il est davantage un acteur qu'un spectateur et à ne pas systématiquement s'en remettre aux élus. « Notre place est sur le front, déclarait sans ambages Armand Braun⁴⁰, nous devons nous affirmer en tant qu'acteurs résolus de la métamorphose, s'en abstenir serait précipi-

35. DELOROZOY Robert (président honoraire de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Île-de-France). Réunion du 2 mars 1998.

36. Lors de son audition devant la section le 17 janvier 2000, François Ascher a parlé quant à lui d'« intérêt général régional », notion qu'il conviendrait d'approfondir et qui mériterait de plus amples développements.

37. Tous les rapports de la section vont dans ce sens. Sans pouvoir métropolitain visible, il ne peut y avoir de réel débat public sur les enjeux à moyen et long termes.

38. La question de l'intercommunalité mériterait à elle seule une analyse très approfondie. Au milieu des années 1990, le mouvement semblait marquer une pause alors qu'il est aujourd'hui en plein essor, ce qui prouve que les pouvoirs publics ont perçu le message qui leur était adressé par les citoyens.

39. SARTRE Jean-Paul. *Huis clos*. Paris : Gallimard, 1945 (NDLR).

40. Réunions des 4 juillet 1996 et 13 janvier 1998.

ter la montée des périls. [...] Saurons-nous changer l'action publique, renouveler sa compétence, actualiser ses modes d'intervention ? En d'autres termes, en resterons-nous aux leviers d'action d'aujourd'hui ou réussirons-nous à apporter à l'action collective les impulsions qui permettront à l'île-

de-France de rattraper le mouvement général de la civilisation ? »

Chaque rapport de la section plaide par conséquent en faveur d'un partenariat collectif, inscrit dans la durée et dont le citoyen ne serait pas exclu. Ainsi comprise, la « démarche prospective régionale consiste à appréhender les

LA PROSPECTIVE EN RÉGION CENTRE

Soucieuse de la dépendance du Centre vis-à-vis de l'extérieur, des défis démographiques et économiques aigus qu'elle doit affronter et, plus généralement, de la faible visibilité de la volonté politique régionale, la section prospective du conseil économique et social de la région Centre (CESR Centre) s'est assigné pour tâche de construire des scénarios contrastés pour l'avenir de la région. Ceci afin d'éclairer ses futurs possibles et donc de saisir quels sont les enjeux majeurs, les options stratégiques essentielles que pourraient adopter les instances publiques régionales et les collectivités locales. La concertation, les échanges et le travail de nombreux acteurs du Centre — représentants associatifs, professionnels, universitaires, etc. — a abouti à un rapport à paraître¹ sous peu, présentant la méthode et les leçons essentielles de l'exercice conduit.

La section a résolument adopté une démarche prospective en s'appuyant notamment sur l'expertise du groupe Futuribles. Elle a pris acte du fait que l'avenir n'est pas prédéterminé, que les systèmes ne se reproduisent pas indéfiniment à l'identique selon des lois immuables, en raison de phénomènes de discontinuité et de rupture qui peuvent entraîner des transformations structurelles du système étudié. A contrario, cette démarche veut assumer le fait que l'avenir se prépare et qu'il est l'affaire de tous les acteurs de la région en dépit des indéniables facteurs exogènes.

Aussi, la section prospective du CESR Centre a-t-elle jugé bon d'utiliser la méthode des scénarios, qui vise à explorer le mouvement qui mène de la situation initiale de la région à des configurations d'avenir contrastées, fût-ce de manière un peu caricaturale, pour identifier les ressorts et leviers du changement. Le travail s'est déroulé en quatre étapes essentielles :

1) La première étape a consisté à identifier, par des auditions d'autres conseillers économiques et sociaux, de professionnels et de représentants d'organismes consulaires, les variables exerçant (ou susceptibles d'exercer à l'horizon 2020) une influence importante sur l'évolution de la région Centre, en les regroupant en six sous-systèmes principaux : le contexte socio-économique général, le potentiel humain, les conditions de vie, le système productif, le cadre de vie, la gouvernance.

2) La deuxième a consisté, au sein de chacun des sous-systèmes, à examiner les variables déterminantes, comment elles ont évolué dans le passé et comment elles pourraient évoluer dans les années à venir, sous l'effet de quels facteurs et de quels acteurs, et à quel horizon. Comme il ne pouvait être question d'explorer tous les futurs possibles, seuls

1. CESR Centre. Région Centre : quels scénarios à l'horizon 2020 ? Orléans : CESR Centre, 2001.

trois ou quatre furent retenus, permettant, aux yeux de la section, de caractériser le mieux possible l'éventail des évolutions envisageables.

3) Il convenait ensuite d'explorer les combinaisons entre hypothèses qui s'avéraient rendre compte, le plus pertinemment possible, des évolutions possibles de chaque sous-système à l'horizon 2020 ; en d'autres termes, d'élaborer des scénarios par sous-système (les microscénarios).

4) La quatrième étape a consisté, en suivant une démarche identique, à explorer les combinaisons possibles entre microscénarios pour aboutir à des scénarios globaux (macroscénarios), au nombre de cinq (voir tableau), ceux-ci n'étant pas des instantanés statiques mais bien des cheminements.

Les scénarios					
1 - Contexte	Tendanciel récessif	Le marché roi	L'évolution concertée	La dynamique citoyenne	
2 - Potentiel humain	Éclatement	Une récession contrastée	Un développement maîtrisé		
3 - Conditions de vie	Individuation urbaine	L'anomie généralisée	Une mobilité retrouvée		
4 - Système productif	Primat du marché	Économie régulée	Désagrégation du système productif		
5 - Cadre de vie	Déséquilibres	Différenciation spatiale	Environnement facteur d'équilibre		
6 - Gouvernance	L'anarchie	Le conflit larvé	La synergie		
Macroscénarios	Le Centre centrifuge	Le Centre des convergences	No man's Centre	Poly-centre	Citoyens au Centre

L'objet d'un tel travail exploratoire, à bien des égards exemplaire, est de révéler les choix stratégiques qui s'offrent aux acteurs régionaux. Il rend bien compte de la nécessité de ne pas différer les prises de décision qui s'imposent dès aujourd'hui si l'on ne veut pas simplement subir les évolutions à venir. Acceptera-t-on passivement un « Centre centrifuge », caractérisé par une perte d'autonomie et d'attraction, et par un éclatement du territoire au gré des forces extérieures ? Voudra-t-on plutôt l'émergence d'un « Poly-centre », dont l'identité se résumerait à l'excellence de quelques pôles d'activités productives ? Tout ceci est affaire de choix publics — le rapport s'est d'ailleurs efforcé d'être le moins normatif possible.

C'est pourquoi cet exercice prospectif régional ne serait d'aucune utilité s'il n'était largement diffusé et soumis au plus vite à l'examen des citoyens de la région. S'il n'épuise ni les futurs possibles de la région ni les problématiques régionales et infrarégionales, il n'en constitue pas moins un précieux catalyseur du débat public.

Futuribles

arbitrages et les équilibres susceptibles de se mettre en place entre [...] différentes demandes ⁴¹ ».

Parce que la société francilienne est traversée par des mouvements contradictoires et des aspirations paradoxales, il est nécessaire de mettre chacun devant ses responsabilités. Dans cette perspective, la dialectique espace/temps constitue vraisemblablement l'une des entrées les plus riches pour comprendre l'esprit dans lequel ont été élaborés les différents rapports de la section.

La dialectique espace/temps

Réagissant à la place importante accordée à la question du temps dans les rapports de la section en général et dans celui de Louis Guieysse en particulier, Jean-Paul Bailly insistait sur cette question centrale : « En effet, alors que nos références classiques sont plutôt spatiales, la prise en compte des mutations temporelles qui concernent la vie même de nos concitoyens, nous oblige à plusieurs prises de conscience : concilier logiques d'aménagement et de gestion, associer aux infrastructures une conception des services et de leurs usages, renouveler l'articulation de l'individuel et du collectif, élargir le champ des acteurs impliqués dans la concertation ⁴². »

Les contraintes liées à l'utilisation de l'espace au sein de la métropole — activité, résidence, loisirs, etc. —, l'allongement de la durée de la vie, la réduction de la durée du travail, le rôle croissant des technologies de l'information et de

la communication, rendent plus nécessaire encore une véritable maîtrise du temps de la part du Francilien. En effet, son espérance de vie aura augmenté d'environ cinq ans à l'horizon 2025 alors que le temps libre représentera 30 % de la durée totale de son existence.

Pour la section, le temps n'est pas qu'une variable d'ajustement, il représente une richesse et de son utilisation dépend pour une bonne part l'avenir de la région capitale. « C'est une chance historique, lit-on dans le rapport Cancellieri, qui permettra peut-être à chacun de vivre des vies multiples, source d'enrichissement social et culturel, et potentiel économique pour la société ».

Le rapport Guieysse montre par ailleurs que le travail ne synchronise plus la société autant qu'il a pu le faire autrefois. L'Île-de-France doit par conséquent s'adapter en s'ouvrant à la diversité des activités sur une durée quotidienne plus longue, tout en veillant à respecter les rythmes familiaux. Dans une logique de bonne gouvernance, la section a considéré par exemple qu'il serait hautement souhaitable qu'une concertation s'établisse entre les décideurs publics et privés et les associations pour fixer les horaires d'ouverture des différents services, commerces et administrations.

Au-delà de ces aspects purement pratiques, la question du temps pose en même temps celle des fragmentations sociales. Comme le soulignait Emmanuel Devaud ⁴³, « les disparités des temps et de leur emploi dépendent en partie du degré de cohésion sociale et, réciproque-

41. PRÉTECEILLE Edmond. Réunion du 18 mars 1997.

42. Lettre adressée au président du CESR en date du 14 décembre 1999. Lors de son intervention devant le CESR le 24 juin 1999 à l'occasion de la présentation du rapport Guieysse, Jean-Michel Charpin mettait lui aussi l'accent sur l'originalité de cette approche.

43. Ancien directeur des études à la chambre de commerce et d'industrie de Paris. Réunion du 13 janvier 1999.

ment, sont de nature à mettre celle-ci en cause. Dans une société d'information de plus en plus marchande, le bon usage du temps sera lié aux ressources financières et aux capacités d'accès aux nouvelles techniques de communication. »

La nécessité de repenser l'Île-de-France dans un cadre élargi constitue une autre approche qui traverse l'ensemble des travaux de la section. Le rapport Cancellieri indiquait que la maîtrise du phénomène métropolitain n'était possible que si le développement de l'Île-de-France était inséparable de celui des autres régions constituant le Bassin parisien.

À condition de ne pas considérer cet espace comme un simple *hinterland* mais comme une zone intégrée et solidaire, cette piste de réflexion et d'action permet de résoudre une partie de la contradiction entre le rayonnement de la région capitale et les contraintes de l'aménagement du territoire. Un développement nourri est consacré à cet enjeu dans le rapport Robert sur la gouvernance, sous la forme d'un vibrant plaidoyer en faveur d'une remise à l'honneur de la coopération interrégionale qui s'était, entre 1994 et 1999, traduite par la mise en œuvre d'un contrat de plan signé par l'État et les huit régions du Bassin parisien ⁴⁴.

Cette double dilatation du temps et de l'espace pose également la question de la mobilité ⁴⁵ et celle du travail à distance « qui offre plus d'autonomie et de

flexibilité dans l'organisation du temps et l'occupation de l'espace ⁴⁶ ». « À côté des mobilités unidirectionnelles alternantes, est-il indiqué dans le rapport Cancellieri, se développe une mobilité multidirectionnelle, diversifiée dans ses motifs, dans sa temporalité, dans sa dimension spatiale. Elle traduit une tendance au nomadisme (avec les perspectives du travail à distance), mais surtout la redistribution des emplois, des équipements, des fonctions urbaines selon une logique différente et sur un territoire en accroissement. »

Toutes ces logiques posent de redoutables problèmes d'arbitrage qui ont été bien mis en évidence dans le rapport Robert sur le développement durable : comment en effet concilier l'aspiration croissante des citoyens à vivre dans un espace sauvegardé et la nécessité de réduire le poids des migrations alternantes tout en freinant la consommation de terrains ? Il en est bien d'autres mais la prospective consiste aussi à ne pas envisager l'homme comme un être parfaitement rationnel...

**

Le bilan que l'on peut tirer de l'action de la section de la prospective et de la planification du conseil économique et social d'Île-de-France, après sept ans d'existence et la publication de quatre rapports, est incontestablement positif :

44. Les huit présidents des CESR ont signé le 27 juin 2001 une déclaration commune qui a pour objectif de promouvoir leur identité collective et de favoriser le développement d'une solidarité à l'échelle interrégionale. Ils ont demandé qu'un nouveau contrat de plan interrégional voie le jour. Ils feront, ensemble, des propositions en ce sens à l'horizon 2003.

45. Le fait que plusieurs membres de la section résident dans une région voisine de l'Île-de-France n'est pas simplement anecdotique. Il illustre aussi une symbiose entre le dire et le faire qui traduit une certaine éthique.

46. Anne de Beer (sociologue et membre du comité de rédaction de *Futuribles*, membre de la section jusqu'en 1995) a présenté le 24 février 1995 une étude approfondie sur cette question dans le cadre de la préparation du rapport Cancellieri.

— en premier lieu, grâce à elle, les experts ont été réintroduits dans un jeu dont ils avaient été quelque peu exclus en Île-de-France, sans qu'ils empiètent en aucune manière sur le terrain politique ;
 — en deuxième lieu, la société civile a été amenée, à travers ses représentants au CESR et, au-delà, ses diverses composantes (professionnelles, consulaires, syndicales, associatives, etc.), à s'interroger sur le devenir de l'Île-de-France et donc à s'engager dans une démarche audacieuse de démocratie participative, gage de meilleure gouvernance ;
 — en troisième et dernier lieu, les travaux de la section ont permis de mettre le doigt sur des enjeux que le pouvoir politique ne pourra pas occulter : la réduction de la fracture sociale et l'émergence d'une véritable identité francilienne sans lesquelles il serait vain de chercher à imaginer l'avenir ; l'articulation entre le temps et l'espace qui constituent les deux dimensions à partir desquelles il est possible de construire un projet métropolitain en concertation avec les régions voisines ; le rayonnement et la compétitivité de l'Île-de-France par rapport aux autres métropoles européennes et mondiales qui découlent des enjeux précités.

Mais adopter une démarche prospective consiste aussi pour notre section à se placer dans une logique humaniste sans laquelle toute ambition serait vaine. Le rapport Guieysse souligne que parmi les défis auxquels l'Île-de-France va se trouver confrontée, il en est un qui mérite une attention toute particulière : celui de la fondation d'un système de valeurs communes aux Franciliens dont les lignes de force nous sont encore

inconnues mais dont quelques aspirations aujourd'hui émergentes peuvent donner quelque idée : solidarité et ouverture, tolérance généralement souhaitée mais difficile à mettre en pratique, qualité de vie et attachement au développement durable, aspiration à l'éducation et à la culture, transparence de la vie politique et proximité des institutions assurant la sécurité des personnes et des biens.

De cette « utopie pragmatique », retenons enfin, au moment de conclure, une valeur qui dans une métropole mondiale revêt une importance toute stratégique : celle d'un retour en grâce de l'esthétisme. « Il est en effet difficile, lit-on dans le rapport Robert sur le développement durable, de préconiser vis-à-vis de l'environnement une attitude purement rationnelle de précaution, sans que vienne s'y joindre la dimension affective, qui peut passer par l'enracinement géographique, mais aussi par l'émotion esthétique. Si tant de gens dans le monde sont prêts à aider Venise ou Versailles, sans être Vénitiens ou Français, c'est qu'une émotion esthétique leur a donné le sentiment d'un impératif de préservation de ces joyaux du patrimoine. Comment peut-on espérer que nos enfants respecteront des paysages dont ils ne savent même pas qu'ils sont beaux ? »

Ce désir de transmettre en héritage aux générations futures « le riche patrimoine de la région d'Île-de-France, témoignage concret d'un passé culturel alliant des apports spécifiquement nationaux au patrimoine européen ⁴⁷ », s'inscrit indubitablement dans une démarche de prospective régionale.

47 MAILLARD Pierre (ambassadeur de France). Réunion du 14 octobre 1998.

LES TRAVAUX DE LA SECTION DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PLANIFICATION DU CESR D'ÎLE-DE-FRANCE

Le Devenir de l'Île-de-France à l'horizon 2025 : société ; rayonnement ; compétitivité. Présenté au nom de la section le 21 septembre 1995 par Anne Cancellieri et avis n° 95-10 présenté au nom du Bureau par Gérard Le Gall.

La Contribution de la région Île-de-France à une stratégie nationale de développement durable. Présenté au nom de la section le 31 octobre 1996 par Jean Robert et avis n° 96-10 présenté au nom du Bureau par Monique Lorenceau.

Vivre en Île-de-France en 2025. Présenté au nom de la section le 24 juin 1999 par Louis Guieysse et avis n° 99-08 présenté au nom du Bureau par Christine Chauvet¹.

Contribuer à une meilleure gouvernance en Île-de-France - De l'efficacité en démocratie. Présenté au nom de la section le 31 mai 2001 par Jean Robert et avis n° 2001-09 présenté au nom du Bureau par Daniel Rabardel.

J.-C.B.

1. Ce rapport a fait l'objet d'une publication dans la collection « Travaux et recherches de prospective », n° 10, mars 2000, publiée par Futuribles International, en coopération avec le Laboratoire d'investigation prospective et stratégique du Conservatoire national des arts et métiers, la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et le Commissariat général du Plan.

publicité

FUTURIBLES INTERNATIONAL

TABLES RONDES

➤ **Mercredi 14 novembre 2001** — « Le principe d'humanité » avec **Jean-Claude Guillebaud**, écrivain, journaliste et éditeur, auteur de *Le Principe d'humanité*. Paris : Seuil, septembre 2001.

➤ **Lundi 17 décembre 2001** — « Les difficultés de recrutement : rétrospective et prospective » avec **Claude Seibel**, inspecteur général de l'Insee, ancien directeur de la Dares (Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques), président du groupe Prospective des métiers et des qualifications au Commissariat général du Plan, et **Christine Afriat**, chargée de mission au service des affaires sociales du Commissariat général du Plan, rapporteur général du groupe Prospective des métiers et des qualifications.

N.B. : Les membres de Futuribles International ayant acquitté leur cotisation sont invités aux tables rondes. Des frais de participation de 300 francs (45,73 €) sont demandés aux personnes non membres. Si vous souhaitez recevoir gratuitement les invitations aux tables rondes par e-mail, merci de nous indiquer votre nom et votre adresse électronique le plus lisiblement possible (en majuscules).

NOM :

E-MAIL :

Inscriptions et renseignements : Laurence Faupin - Futuribles International - 55, rue de Varenne
75341 Paris Cedex 07 - Tél. 33 (0)1 53 63 37 73 - Fax 33 (0)1 42 22 65 54 - E-mail : forum@futuribles.com
Site Internet <http://www.futuribles.com>

Michel Godet ¹

Prospective et dynamique des territoires ²

Cessons de chercher des boucs émissaires extérieurs au maldéveloppement de nos territoires. Leurs performances, estime Michel Godet, dépendent essentiellement de la capacité des acteurs à se mobiliser autour de visions partagées. Et la prospective territoriale a pour vocation essentielle, à ses yeux, d'être ainsi le catalyseur d'initiatives locales, un processus ayant en somme pour objet principal de susciter la mobilisation des acteurs autour d'objectifs collectifs formés à partir d'une démarche de bas en haut (bottom-up).

Dans ce texte élaboré pour le forum européen de prospective régionale et locale qui doit avoir lieu à Lille les 18 et 19 décembre 2001, Michel Godet s'appuie à la fois sur son expérience en matière de prospective territoriale et sur les travaux menés par le comité national de pilotage des initiatives locales de développement.

Il entend montrer pourquoi l'anticipation est utile à l'action et comment le rêve féconde la réalité, combien en définitive l'avenir de nos territoires, comme celui de toute communauté humaine, dépend avant tout des initiatives qui, partant de la base, secrètent une dynamique collective. Au passage, il souligne tout en le relativisant le rôle des méthodes prospectives auxquelles, comme chacun le sait, il a en France attaché son nom.

H.J.

Le développement d'un territoire est d'abord le fruit de son dynamisme propre. C'est la multiplicité des initiatives

locales et leur fécondation mutuelle qui stimulent l'activité et l'emploi. Les contraintes extérieures, la mondialisa-

1. Professeur au Conservatoire national des arts et métiers et auteur de *Manuel de prospective stratégique*. Paris : Dunod, 2001 (2^e édition) ; et de *Creating Futures: Scenario Planning as a Strategic Management Tool*. Londres : Economica Ltd-Brookings, 2001 [préface de Joseph F. Coates].

2. Contribution au forum européen de prospective régionale et locale, tenu à Lille les 18 et 19 décembre 2001.

tion, les changements techniques sont moins des obstacles à surmonter que des opportunités. La prospective participative utilisant des méthodes rigoureuses est aussi un puissant levier de dynamique territoriale.

La mondialisation ou plutôt la globalisation est d'abord une intégration au sein des grandes régions du monde. Si les entreprises françaises exportent 25 % de leur production, cela ne doit pas faire oublier que 75 % sont consommés sur place. En outre, 70 % de nos exportations sont dirigées vers les pays de l'Europe de l'Ouest au sens large, où les conditions sociales sont comparables aux nôtres. Au total, 93 % de la production européenne sont consommés en Europe. L'impact de la globalisation sur nos économies doit être fortement relativisé. Les causes des difficultés sont d'abord internes.

Tous les pays européens sont soumis aux mêmes contraintes extérieures et pourtant les taux de chômage diffèrent du simple au triple entre l'Espagne (15 %) et le Portugal (moins de 5 %). Le même constat se vérifie pour les régions et les territoires au sein d'un même pays : le taux de chômage de certains territoires comme le pays de Vitré est ainsi trois fois plus faible que celui du Valenciennois. Cessons donc de chercher des boucs émissaires et des solutions dans la paille de la mondialisation, de la technologie ou de la taille critique et interrogeons-nous plutôt sur la poutre de nos responsabilités et sur notre capacité d'initiatives.

Un territoire crée le développement par la dynamique économique de ses actifs. Plus ces derniers sont nombreux et entreprenants, plus le territoire est en bonne santé. Hélas, la France des

champs se ride et la France des villes explose ! À défaut de changer de cap, on aura bientôt, à côté de la région parisienne et de quelques métropoles régionales, un grand cimetière français dans nos provinces. Une autre politique d'aménagement du territoire est possible : les nouvelles technologies de communication et de transport rapide permettent justement de retrouver une meilleure cohésion sociale à moindre coût.

Une vision globale pour 1001 solutions locales

L'ouverture à la mondialisation se fait d'autant mieux qu'elle prend appui sur de profondes racines car elle renforce le besoin de différenciation des cultures et d'identification locale. Les deux se nourrissent mutuellement. S'insérer dans la mondialisation, ce n'est donc pas perdre sa différence mais la cultiver ; il faut une vision globale pour 1001 solutions locales

Ce ne sont pas les infrastructures et encore moins les aides qui font le développement local, au mieux elles l'accompagnent : Sainte-Sigolène, en Haute-Loire, est devenue l'une des capitales françaises de la plasturgie, en étant loin de tout et alors qu'il n'y a jamais eu de desserte ferroviaire ! Ce sont bien les hommes et les organisations qui font la différence. Tout dépend de leur capacité à se battre ensemble autour de projets communs plutôt que les uns contre les autres : l'union fait la force, et la faiblesse provient des divisions. On ne change pas la société par décret ; les portes du changement s'ouvrent de l'intérieur et d'en bas comme l'a si bien dit Jacques Chaize³.

3. CHAIZE Jacques. *La Porte du changement s'ouvre de l'intérieur*. Paris : Calmann-Lévy, 1992.

Le message est important pour les politiques : plutôt que penser d'en haut pour imaginer des solutions qui restent sans effet, pourquoi ne pas s'inspirer de ce qui réussit sur le terrain où la réalité dépasse souvent la fiction des idées ?

On se souvient de l'affaire du CIP (contrat d'insertion professionnelle). L'idée de proposer aux jeunes diplômés une rémunération pour acquérir une première expérience professionnelle était pourtant excellente. Mais elle a été perçue comme l'instauration d'un sous-SMIC⁴ pour jeunes diplômés et de ce fait rejetée. Il aurait plutôt fallu présenter ce projet comme une bourse d'insertion professionnelle et non comme un sous-salaire. Une bonne nouvelle cependant : ce qui n'a pu se faire d'en haut s'est fait en bas dans les régions. En Poitou-Charentes, la région a instauré un système équivalent au CIP mais baptisé « passerelles pour l'emploi » et en région Bretagne, ils ont mis en place « un chèque insertion » pour jeunes diplômés. Conclusion, ce ne sont pas les idées qui font défaut mais les méthodes pour les faire passer en actes.

Ainsi, avant de se lancer dans une initiative, il est sain de commencer par repérer et interroger ceux qui ont réussi ou échoué sur des projets similaires. D'où l'intérêt de la mise en réseau des initiatives locales de développement (ILD) afin de mieux capitaliser les expériences.

Recenser et rapprocher les expériences

Partout des hommes se rassemblent pour agir, certains réussissent mieux

que d'autres, pourquoi ? Quels verrous faudrait-il faire sauter ? D'où l'idée de demander à des hommes d'action, porteurs de projets et d'expérimentations, de rapprocher leurs expériences. C'est ce que nous avons fait en 1996 lorsque le ministre du Travail, Jacques Barrot, nous a confié une mission informelle sur l'activité et l'emploi⁵. Nous avons ainsi fait remonter au gouvernement les cinq constats suivants⁶ :

- 1) Ce sont les hommes et les organisations qui font la différence.
- 2) C'est l'activité qui crée l'emploi.
- 3) C'est l'insertion qui crée l'employabilité et valorise les compétences.
- 4) C'est l'initiative et l'innovation qui créent l'activité.
- 5) C'est l'accompagnement qui augmente les chances d'aboutissement.

À l'issue de cette mission a été constitué un comité national de pilotage des ILD afin de réunir autour d'une même table les dizaines d'acteurs, têtes de réseau, qui se rencontrent sur le terrain et agissent selon des logiques spécifiques (économiques, sociales, culturelles, privées ou publiques), souvent complémentaires mais pas toujours. Le comité de pilotage des ILD agissant comme un réseau des réseaux a collecté plus de 1000 initiatives locales et les a passées au crible d'une grille d'évaluation pour finalement confectionner un bouquet de 70 initiatives remarquables qui méritent d'être diffusées en raison de leur exemplarité (paru en décembre 1999 dans *Initiatives contact*). L'objectif étant bien de faciliter la diffusion par contagion de ces initiatives et leur démultiplication par marcottage.

4. SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance (NDLR).

5. GODET Michel et PACINI Vincent. « De l'activité à l'emploi par l'insertion ». *Cahiers du Lips [Laboratoire d'investigation prospective et stratégique]*, n° 6, novembre 1996 [rapport au ministre du Travail].

6. *Ibidem*.

Le rôle moteur de la création

C'est l'activité qui crée l'emploi. C'est donc l'innovation et l'esprit d'entreprise qu'il faut encourager aussi bien au sein des entreprises existantes que par la création d'entreprises pour le développement d'activités nouvelles. En France, selon les analyses de l'APCE (Agence pour la création d'entreprises), les demandeurs d'emploi représentent près de 40 % des créations d'entreprise. Les chômeurs de longue durée ne sont pas moins créateurs que les chômeurs plus récents : leur proportion parmi les chômeurs créateurs est la même que parmi l'ensemble des chômeurs (autour de 40 %). Les chances de survie sont quasi identiques pour les chômeurs créateurs et pour l'ensemble des entrepreneurs.

On notera que le chômage incite à entreprendre et n'handicape pas l'entrepreneur qui, porté par la dynamique de son projet, cesse du même coup de se vivre comme un exclu et de se comporter comme un blessé de la route sociale. C'est bien le constat que nous avons pu faire à l'Ismer de Vendôme ⁷ avec un taux de réussite de 80 %. La plupart des stagiaires, généralement issus du chômage de longue durée, ont retrouvé un emploi : 40 % ont créé leur activité et donc leur emploi, et 40 % ont renoncé à leur projet de création mais sont devenus réemployables, en raison de la dynamique de leur projet, et ont trouvé un emploi à la sortie de l'Ismer. C'est bien

l'insertion qui valorise les compétences et favorise l'employabilité.

Développer les activités nouvelles

Il faut encourager l'effort et l'initiative pour le développement d'activités nouvelles. La Maison des professions du Nord-Pas-de-Calais a montré avec ses « projets dormants ⁸ » qu'il fallait d'abord chercher à le faire dans les entreprises dynamiques. En Lorraine, l'Association régionale pour le développement d'activités nouvelles (ARDAN) a développé une procédure d'appui aux projets qui fait école dans les autres régions et a même été certifiée ISO 9001 ⁹. L'expérience d'ARDAN, riche de quelque 3500 projets en 10 ans, confirme aussi l'intérêt des entreprises pépinières pour accompagner la pousse des créateurs en herbe.

Le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) a vocation, depuis sa fondation par l'abbé Grégoire, à enseigner les sciences neuves et utiles. L'idée de créer une formation-développement d'entrepreneurs et de porteurs de projet, dans le cadre de son réseau de centres régionaux associés, s'inscrit bien dans cette tradition innovante.

Orchestrer la contagion des territoires

Il ne s'agit pas de refaire ce qui existe déjà mais de capitaliser et mettre en

7. Institut supérieur de management et d'entrepreneuriat régional (institut de formation d'entrepreneurs).

8. L'idée est simple. Il s'agit d'activer le développement des entreprises qui marchent en mettant à leur disposition un cadre ou un technicien au chômage. Ceux-ci créent leur emploi à partir d'un projet qui dormait dans les cartons.

9. Norme émise par l'International Standard Organization (NDLR).

synergie les 1001 initiatives locales de cette nature en France et en Europe. Cette mission de mise en réseau des réseaux d'ILD privées et publiques a été confiée à Jean-Claude Bouly, directeur général d'ARDAN, en tant que professeur associé au Cnam. L'animateur du comité national de pilotage des ILD a notamment pour charge, dans le cadre du Centre national de l'entrepreneuriat, d'orchestrer la contagion des territoires par les initiatives locales de développement.

Il faut préparer l'avenir par l'innovation et le changement par l'expérimentation en s'appuyant sur ses racines. Le fleuve du changement global ne naîtra que des 1001 initiatives locales. Et retenons ce message porteur d'espoir : le meilleur remède au chômage même de longue durée, c'est la dynamique de projet. Elle implique la responsabilité plutôt que l'assistance. Il ne faut plus faire *pour*, mais faire *avec*.

Une prospective participative avec des outils simples et appropriables

Les hommes ont soif d'avenir, c'est-à-dire d'espoir, et ce besoin collectif s'exprime mieux s'il est canalisé par des méthodes. On rejoint ici le constat clinique du psychiatre Jean Sutter : « En regardant vivre les hommes, il m'est apparu que leur principale et presque seule préoccupation était de vivre par avance leur avenir ¹⁰. »

L'action sans but n'a pas de sens et l'anticipation suscite l'action. La complexité des problèmes et la nécessité de les poser collectivement imposent le

recours à des méthodes aussi rigoureuses et participatives que possible pour les reconnaître et faire accepter leurs solutions.

Si la prospective a besoin de rigueur pour aborder la complexité, il lui faut également des outils suffisamment simples pour rester appropriables. Depuis le milieu des années 1980, la démarche des ateliers de prospective stratégique s'est imposée pour répondre à ces préoccupations.

Avant de se lancer dans un exercice plus ou moins lourd de prospective stratégique, il est sage de prendre le temps du temps de la réflexion sur la nature du problème posé, sur la manière dont on entend s'y prendre pour chercher des réponses et les mettre en œuvre. En effet, il est inutile de perdre du temps sur des faux problèmes et un problème bien posé est à moitié résolu. Lors du lancement d'une réflexion de prospective stratégique, devant impliquer souvent plusieurs dizaines de personnes sur de longs mois, il est aussi utile de simuler l'ensemble de la démarche qui va être suivie, en faisant le compte à rebours des objectifs et des échéances intermédiaires, le choix des méthodes étant non seulement subordonné à la nature du problème identifié, mais aussi aux contraintes de temps et de moyens du groupe chargé de la réflexion.

Quelle que soit la démarche adoptée, il est utile de marquer le lancement d'une réflexion collective par un séminaire de deux jours de formation-action à la prospective stratégique. Ce séminaire permet aux participants de découvrir et de s'initier aux principaux concepts et outils de prospective stratégique collec-

10. SUTTER Jean. *L'Anticipation*. Paris : PUF (coll. Psychiatrie ouverte), 1983.

tive. L'ambition de ces journées, qui peuvent impliquer plusieurs dizaines de personnes, est d'opérer une immersion complète des esprits dans la pensée prospective au service de l'action stratégique. Les ateliers de prospective s'attachent à bien poser le problème, à chasser les idées reçues qui l'encombrent. Ils permettent ainsi d'identifier et de hiérarchiser en commun les principaux enjeux du futur pour l'entreprise face à son environnement, national et international. À l'issue de ces deux jours, les participants sont en mesure de préciser les priorités, les objectifs, le calendrier et la méthode à suivre pour organiser leur réflexion de prospective stratégique¹¹.

Le choix d'une méthode n'est pas imposé *a priori*, mais est indispensable pour l'efficacité des réunions ; sans méthode, pas de langage commun, d'échange, de cohérence, ni de structuration des idées. Cependant, la méthode n'est pas une fin en soi et il ne faut pas être prisonnier de ses résultats : il s'agit seulement d'une aide à la pertinence de la réflexion. Une méthode rigoureuse est aussi un facteur précieux pour la cohésion du groupe et sa motivation à laquelle contribuent les résultats intermédiaires qui doivent être diffusés.

Enfin, le choix de la méthode doit se faire en fonction des problèmes, des

contraintes de délai, et dans un souci de communication des résultats. Les outils doivent être suffisamment simples pour rester appropriables par les utilisateurs et les destinataires.

Quelques leçons de « Pays basque 2010 »

Le cas de prospective territoriale du Pays basque 2010 est exemplaire à bien des égards¹². Il a commencé en 1992, avec l'appui de la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) et la participation des forces vives du territoire, par des ateliers de prospective rassemblant à Saint-Palais plus de 100 personnes (élus, responsables économiques, universitaires...) pendant deux jours. Ces travaux ont donné lieu à publication de pages entières dans le quotidien régional *Sud-Ouest* et se sont poursuivis pendant près de deux ans. Une analyse structurelle a été menée et des scénarios ont été élaborés. Ce processus d'implication collective a conduit au schéma de développement du territoire et fait figure aujourd'hui de référence.

Nous avons ainsi pu vérifier sur le terrain du Pays basque l'idée centrale développée par Philippe Gabilliet au fil de son ouvrage *Savoir anticiper*¹³ : « ce sont les mêmes outils, les mêmes démarches intellectuelles et mentales qui

11. Un exemple complet d'ateliers de prospective a été publié dans LEROY-THERVILLE Stéphane. « L'avenir de la réglementation des télécommunications. États des lieux et ateliers de prospective ». *Cahiers du Lips*, n° 12, mars 2000.

12. Bien que souvent cité, il a fait l'objet de peu d'articles en raison notamment de la pudeur rédactionnelle de son animateur principal, François Bourse, qui m'a succédé dans l'accompagnement après le lancement initial. Cet exercice est relaté dans l'ouvrage collectif : LARRASQUET Jean-Michel (sous la dir. de). *Projectique*. Paris : Economica, 1996.

13. GABILLIET Philippe. *Savoir anticiper*. Paris : ESF, 1999. Voir GODET Michel. « Prospective : une approche cognitive. À propos de l'ouvrage de Philippe Gabilliet *Savoir anticiper*. Les outils pour maîtriser son futur ». *Futuribles*, n° 253, mai 2000, pp. 37-44.

PAYS BASQUE 2010 : UNE CHARTE POUR METTRE L'ANTICIPATION AU SERVICE DE L'ACTION (EXTRAITS)

Une nécessité, une volonté

Face à un monde en mutation, que voulons-nous pour le Pays basque ? Qu'il change avec nous, sans nous ou contre nous ? Pour libérer le Pays basque de la tyrannie du hasard et du joug des déterminismes, et restaurer l'avenir comme fruit de la volonté, il faut anticiper [...]

La prospective n'est plus le domaine réservé de quelques spécialistes, ou l'apanage des seules grandes entreprises. Le Pays basque, comme les autres territoires, entend désormais ne plus subir son destin mais bien le maîtriser [...]

La réflexion prospective sur l'avenir d'un territoire, d'une ville, d'un bassin de vie, est une occasion unique pour dépasser les contraintes et contradictions du court terme et enclencher dans les esprits, à tous les niveaux, l'indispensable prise de conscience de la nécessité de changer les habitudes et les comportements pour faire face aux mutations. Pour cela, il faut s'appuyer sur les capacités d'expertise locale et profiter de l'exercice de prospective pour cristalliser des compétences souvent dispersées dans le territoire.

Un état d'esprit

L'exercice « Pays basque 2010 », c'est aussi un état d'esprit inspiré de principes simples :

— *Ouverture et anticipation : mieux comprendre ce qui se passe autour de nous, savoir distinguer dans notre environnement les contraintes et les opportunités, de façon à les influencer ou à s'adapter pour y faire face.*

— *Pluralisme et concertation : reconnaître et accepter nos différences, tenir compte des avis contradictoires, savoir écouter, telles sont les bases de la concertation. Savoir, dans la concertation, n'abandonner ni ses options ni ses responsabilités, telle est la base des relations dans la vie sociale.*

— *Méthode et imagination : bien poser les problèmes avant de chercher à les résoudre, favoriser l'expression de chacun, stimuler l'imagination et la créativité, mettre en évidence tous les choix possibles, leurs avantages et leurs inconvénients, associer tous les acteurs concernés à tous les niveaux de la réflexion et de la décision. Tels sont les principes qui garantissent qu'une réponse correspond bien aux problèmes et aux besoins de ceux qui sont concernés.*

— *Autonomie et responsabilité : mieux tenir compte des aspirations des personnes dans l'organisation pratique de la vie quotidienne. Fonder l'autorité sur la capacité à animer les hommes, à rassembler leurs compétences. Bien définir, à tous les échelons de la vie locale et de manière concertée, des objectifs clairs et mesurables. Tels sont les principes qui garantissent à chacun une zone d'autonomie à la mesure des responsabilités qui lui sont confiées.*

M.G.

permettent à une collectivité, un groupe, voire un individu isolé de se projeter dans son futur ». Ce sont les mêmes méthodes de réflexion collectives et participatives qui s'appliquent avec des règles du jeu quasi identiques, comme

en témoigne en 1992 la charte de l'exercice « Pays basque 2010 », purement et simplement transposée de celle élaborée par nos soins en 1984 à l'occasion de l'opération Mides chez Renault.

Recommandations pour une prospective territoriale

Ayant eu la chance de participer directement ou de bien connaître plusieurs exercices de prospective territoriale (Pays basque 2010, Île de La Réunion, Lorraine 2010, Ardennes, Ille-et-Vilaine, Pyrénées Atlantiques, etc.), nous voudrions ici tirer quelques leçons des succès et des échecs.

La crédibilité, l'utilité et la qualité d'un exercice de prospective territoriale passent par le respect strict de certaines conditions : en particulier, il ne faut absolument pas sous-traiter complètement à l'extérieur la réflexion sur son avenir.

Dans une étude, quelle que soit sa qualité, le rapport final compte moins que le processus qui y conduit. D'où l'importance qu'il y a à s'appuyer sur les capacités d'expertise locale et à profiter de l'exercice de prospective pour enclencher une dynamique de changement, au moins dans les esprits. C'est moins une étude de prospective qu'il s'agit de réaliser qu'un processus de réflexion participative qu'il convient d'initier. En effet, c'est en suscitant une réflexion globale au niveau local que l'on fera naître le désir d'un rapprochement des idées et d'une mise en cohérence autour d'un, ou plutôt de plusieurs projets pour le territoire.

Les outils de la prospective d'entreprise sont aussi utiles en prospective territoriale dans la mesure où les méthodes correspondantes sont d'abord au service de la structuration et de l'organisation d'une réflexion collective. Ils facilitent la communication, stimulent l'imagination et améliorent la cohérence des raisonnements.

Cependant, la prospective territoriale est plus difficile à mener qu'une prospective d'entreprise pour les consultants impliqués dans l'animation. L'origine et les finalités de la demande sont rarement claires ; les interlocuteurs ont des attentes multiples et souvent contradictoires ; les moyens financiers ne sont pas toujours à la hauteur des objectifs poursuivis. Bref, le consultant est un fusible idéal lorsque les incohérences deviennent trop fortes. Le moins risqué pour l'image, le plus facile pour la communication et pour les consultants, consiste à se contenter d'un rapport d'étude classique. Malheureusement, cette solution est peu opérationnelle et sans effet durable, car elle oublie que l'appropriation est indispensable pour passer de l'anticipation à l'action.

Prospective participative et gouvernance territoriale

Si certains travaux de prospective doivent rester confidentiels (notamment les analyses de stratégies d'acteurs), il reste que l'organisation de la démarche prospective doit être conçue comme une démarche d'appropriation collective dans laquelle chacun est un acteur à tous les niveaux de la collectivité territoriale. Cette démarche doit permettre de préparer les esprits aux changements souhaitables de l'environnement.

Dans la foulée des exercices de prospective territoriale et avec l'engouement pour le concept de gouvernance publique se sont développées des conceptions « molles » de la gouvernance et de la prospective, réduites à des processus de participation des citoyens. Cette dérive a été dénoncée dans les colonnes du journal *Libération* comme une manipu-

LES TROIS COULEURS DU TRIANGLE GREC ET LES TROIS TEMPS DE LA PROSPECTIVE TERRITORIALE

Les trois couleurs du triangle grec (le bleu de l'anticipation, le jaune de l'appropriation et le vert de l'action) permettent d'organiser la prospective territoriale en trois temps bien distincts caractérisés par trois types de documents :

— *Un livre bleu.* Ce document a pour objet de fournir une vision globale de l'environnement passé, présent et futur du territoire. S'appuyant sur une synthèse de chiffres clés, il comporte des éléments de diagnostic ; il relève les points controversés et dégage les tendances probables, les incertitudes majeures et les risques de rupture possibles. Ce document, à vocation monographique, peut en grande partie être sous-traité auprès d'un consultant extérieur.

— *Des livres jaunes* où chaque centre opérationnel formule ses propositions d'actions locales pour se préparer aux changements globaux pressentis dans le livre bleu (préactivité), mais aussi pour aller dans le sens des objectifs stratégiques et des projets locaux (proactivité). De tels livres jaunes peuvent émaner de services d'entreprises ou de collectivités territoriales, ils traduisent l'appropriation collective de la prospective territoriale.

— *Un livre vert* qui propose un plan stratégique global du territoire de la région et de la ville : chaque objectif est associé à des actions et vice versa. Ce livre réalise une synthèse du livre bleu et des livres jaunes. Ce livre vert, à vocation stratégique, engage les dirigeants et les élus. Il est donc produit sous leur seule responsabilité.

M.G.

lation des « gogos de la gouvernance » par un concept qui « détourne le sens des mots simples tels que citoyen, intérêt général, autorité ¹⁴ ». Le procès est peut-être excessif, mais il est surtout hors sujet car la gouvernance dans son sens « dur », c'est-à-dire « le gouvernement du gouvernement », est une vraie question qui ne doit pas être esquivée en raison des dérives de son acception molle ¹⁵. La participation des citoyens à la réflexion préalable aux choix collectifs, pour souhaitable qu'elle soit, n'en relève pas moins de l'intendance. C'est un moyen bien modeste, et en tout cas

insuffisant, pour assurer la gouvernance publique. Bref, dans la logique simple et robuste du triangle grec (voir encadré), le jaune de la prospective participative ne conduira pas au vert de l'action stratégique s'il lui manque le bleu de la réflexion prospective sur les vraies questions, y compris celles qui dérangent. La prospective stratégique participative ne passe pas par les *rev[êves]-parties*. Il y a cependant dans les processus de construction de scénarios des aspects de thérapie individuelle et collective qui n'ont pas échappé à Philippe Gabilliet (*op. cit.*) : « Le scénario du rêve éveillé dirigé fonctionne

14. Voir article PADIOLEAU Jean-G. « Les gogos de la "gouvernance" ». *Libération* (Rebonds), 1^{er} juin 2000.

15. Voir CANNAC Yves, GODET Michel. « La "bonne gouvernance". L'expérience des entreprises, son utilité pour la sphère publique ». *Futuribles*, juin 2001, pp. 41-50.

comme un langage, dont le but est de faire s'exprimer des vécus inconscients de rupture ; dans chaque scénario, le thérapeute cherche en priorité à déceler la rupture cachée (familiale, existentielle, conjugale, professionnelle, etc.) [...] L'histoire que raconte le patient apparaît comme un puzzle de l'ensemble de ce qui fait problème pour lui au niveau inconscient. Un scénario n'a pas de valeur en soi. Il ne prend son sens que dans la relation qui se crée entre le patient qui le bâtit dans sa tête puis l'exprime, et le thérapeute qui l'écoute puis l'interprète. Ce qui fait l'intérêt du scénario, c'est l'intention — à travers lui — de faire passer au thérapeute certains messages difficiles à exprimer par d'autres moyens. »

On retiendra que la réflexion prospective sur l'avenir d'une entreprise ou d'un territoire est une occasion unique

pour dépasser les contraintes et contradictions du court terme et enclencher dans les esprits, à tous les niveaux, l'indispensable prise de conscience de la nécessité de changer les habitudes et les comportements pour faire face aux mutations.

Pour cela, il faut s'appuyer sur les capacités d'expertise interne et profiter de l'exercice de prospective pour cristalliser des compétences souvent dispersées dans l'organisation. Le rôle de l'animateur extérieur doit rester aussi limité que possible. S'il s'avère être spécialiste du domaine, il risque fort d'être rejeté par le groupe (comme frein à l'appropriation). L'animateur doit apporter la méthode de travail, l'ouverture sur l'extérieur et l'impertinence de l'œil neuf, et ne jamais oublier que les meilleures idées ne sont pas celles que l'on a ni même celles que l'on donne, mais celles que l'on suscite.

P principale revue de prospective réellement interdisciplinaire, *Futuribles* analyse chaque mois ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (les politiques et les stratégies) pour les grands défis du futur



www.futuribles.com

Offre "découverte", 3 mois, 3 n° pour 172 F/26,22 €*

Pour souscrire un abonnement "découverte", envoyez vos coordonnées et votre règlement à : Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél : 33 (0)1 53 63 37 71 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54 - revue@futuribles.com

*Prix France métropolitaine - Autres pays/DOM TOM 185 F/28,20 € - valable jusqu'au 31/01/2002

Essai de prospective mondiale après le 11 septembre

JACQUES LESOURNE ¹

L'article de Jacques Lesourne est composé de trois parties. Dans la première, il souligne que les attentats de septembre 2001 et leurs conséquences ne font, hélas, que confirmer les réflexions prospectives des années précédentes. « Le 11 septembre n'a pas été l'impensable », écrit-il, avant de rappeler que le terrorisme existe depuis des siècles, n'est pas le fait exclusif de l'intégrisme islamiste et qu'il est sans doute vain de prétendre l'éradiquer...

Il rappelle aussi que les États-Unis étant devenus la seule grande puissance mondiale, ils constituent le bouc émissaire naturel. Et que, comme il l'a souvent souligné, la région arabo-turco-persane est celle de tous les dangers, des dangers que ne perçoivent pas suffisamment des démocraties qui ont privilégié la liberté au détriment de leur sécurité.

Dans la deuxième partie, l'auteur s'interroge sur les tendances qui pourraient se développer à l'issue de l'agression du 11 septembre. Sans doute, affirme-t-il, les pays occidentaux devront-ils revoir leur politique de sécurité et procéder à une réévaluation de leur système de défense. Mais il envisage également une recomposition des alliances, notamment entre les six grandes unités que constituent les États-Unis, l'Union européenne, la Russie, le Japon, la Chine et l'Inde. Enfin, il souligne que cet événement risque d'accentuer la récession de l'économie mondiale qui était déjà engagée et d'inciter les gouvernements à adopter des politiques coordonnées de régulation.

Quoique l'exercice soit périlleux, Jacques Lesourne esquisse enfin trois scénarios d'évolution qu'il construit en soulignant les variables qu'il estime

1. Président de l'association Futuribles International, ancien professeur au Conservatoire national des arts et métiers, ancien directeur du journal *Le Monde*. La rédaction de cet article a été achevée le 9 octobre 2001.

essentielles, à savoir : la nature de la riposte américaine et son issue, l'évolution des opinions publiques dans les pays occidentaux, le degré d'acceptation par les États-Unis d'un multilatéralisme accru et le degré d'avancement de la construction européenne.

Entre les 32 scénarios théoriques possibles, il en décrit trois comportant évidemment différentes variantes : celui dit de « l'événement mineur », celui de « l'amélioration de la gouvernance mondiale » et celui, au contraire, du « désordre généralisé ».

H.J.

Nul ne semble douter que les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis n'aient une forte probabilité de constituer un **événement**, c'est-à-dire de modifier les avenir que l'on considérerait comme vraisemblables avant leur occurrence. Mais la prospective ne peut se contenter de cette opinion commune. Il lui faut poser trois questions :

— Dans quelle mesure tout d'abord les attentats de septembre et leurs conséquences confirmer-ils les analyses prospectives qui pouvaient être faites dans les années récentes ?

— Quelles sont les tendances qui devraient se développer à l'avenir à la suite des attentats de septembre ?

— Peut-on esquisser, de manière provisoire, des scénarios mondiaux qui nous aideraient à penser un avenir qui reste multiple ?

Toutefois, avant d'aborder ces trois questions, une constatation préalable s'impose : le choc de septembre s'est produit au moment où la conjoncture économique mondiale était en plein ralentissement. Un retournement normal après une longue période de croissance forte mais qui rappelle à ceux qui le niaient que la « nouvelle économie » n'échappe pas aux fonctionnements habituels de l'économie, même si elle traduit le lent glissement d'une société industrielle vers une société d'information. Mais ce retournement s'effectue pour la première fois avec des marchés financiers mondialisés, des marchés qui connaissent des « bulles » de surestimation ou de sous-estimation cumulatives de la valeur des actifs. Leur fonctionnement accentue donc les risques de fléchissement de la production. Or, c'est dans de telles périodes que la conjoncture économique peut être la plus sensible à un choc extérieur incitant à la prudence entreprises et ménages. D'où la nécessité de prendre en compte les effets possibles de la conjugaison de deux phénomènes initialement indépendants : les attentats de New York et de Washington, et la dynamique à court terme de l'économie mondiale.

Des analyses confirmées

Le 11 septembre n'a pas été l'impensable. Depuis des siècles, et tout particulièrement depuis les nihilistes russes du XIX^e, des bouffées de terrorisme ont traversé l'histoire humaine. C'est en 1090 que fut fondée en Iran la secte des Assassins (*haschischins*) dont le grand maître envoyait de sa forteresse d'Alamout des émissaires drogués éliminer ses ennemis. Chaque fois, il s'agit de groupes restreints possédés par une idéologie fanatique, laïque ou religieuse.

Les deux grandes tendances que sont la mondialisation et l'évolution technologique ne peuvent que modifier les formes de ce terrorisme.

Il n'a plus de raison de se cantonner à l'intérieur d'une société et traverse tout naturellement les frontières culturelles puisque, par essence, il est une négation de l'Autre.

Il dispose d'une gamme immense de possibilités technologiques. Il n'est pas exact en effet de dire que le progrès dans ce domaine creuse en lui-même l'écart entre les possibilités des groupes humains. En effet, utiliser une technologie est infiniment plus facile que la créer. Nulle commune mesure entre construire un avion gros-porteur et le piloter. Et la technologie dont ont le plus grand besoin les terroristes est celle de l'organisation des relations entre des individus.

À l'avenir, on peut s'attendre à ce que les terroristes aient recours à toute la panoplie des « petits » systèmes d'armes nucléaires, chimiques, bactériologiques ou humains (les *kamikazes*).

De la bande à Baader aux séides d'Oussama ben Laden, le terrorisme est le fait de jeunes révoltés, souvent plus éduqués que la moyenne et qui ne tolèrent pas l'état d'une société qui viole leurs valeurs. Une humanité qui croît de six à neuf milliards, où les médias font connaître les inégalités de conditions de vie, où les cultures historiques véhiculent une grande diversité d'attitudes à l'égard de la transcendance, où de multiples ethnies veulent faire reconnaître leur spécificité, constitue un terreau pour de multiples formes de terrorisme. C'est dire l'absurdité des propos de ceux qui réduisent le terrorisme à des actions des intégristes islamistes et parfois confondent ces derniers avec l'ensemble des Arabes et des musulmans.

Aussi, l'expression « éradiquer le terrorisme » paraît-elle vide de sens pour de longues décennies. On ne peut qu'espérer contenir cette maladie sociale et limiter la manifestation de ses symptômes extrêmes.

La disparition de l'Union soviétique comme superpuissance a marqué le début du siècle de l'Amérique, les États-Unis devenant la seule puissance mondiale en dépit de la prospérité européenne et du développement de la Chine et de l'Inde. D'où un double mouvement : les acteurs américains, d'une part, (gouvernement et organisations économiques et sociales) ont tendance à ne pas écouter les messages qu'ils reçoivent du reste du monde et à nier ou transformer en instruments les agents extérieurs ; les populations en difficulté tout autour de la planète, d'autre part, s'imaginent, à tort et parfois avec raison, que les États-Unis sont à l'origine de leurs maux et les perçoivent comme un bouc émissaire. Cette simplification de l'image américaine est renforcée par des expressions malheureuses comme la « sagesse des marchés » ou la « croisade du bien contre le mal ».

Conclusion : le terrorisme international de demain devrait continuer à avoir pour cible dans le monde les intérêts américains et dans une moindre mesure européens.

Dans les exercices de prospective mondiale, il est nécessaire de découper le globe en une douzaine de régions pour pouvoir raisonner. À ce titre, j'ai souvent présenté une région arabo-turco-persane allant de Marrakech au Pakistan, à Kaboul et aux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale car, en dépit de leur diversité, les pays de cette zone partagent de nombreux problèmes : croissance démographique élevée, conflits autour de l'*aggiornamento* de l'islam, effets de la

présence de ressources pétrolières, difficultés du décollage industriel, répercussions affectives du conflit israélo-palestinien. Certains ont contesté ce regroupement, mais les événements récents le justifient. Les individus identifiés comme relevant des réseaux ben Laden appartiennent à presque tous les pays de la région. Dans cette partie du monde, les États-Unis ont certes beaucoup de gouvernements amis, mais cette amitié ne traduit qu'une conjonction d'intérêts de surface sans aucun soutien des opinions publiques locales. Que l'on pense à l'Égypte, à la Syrie, au Pakistan. Avec l'Irak, l'Iran, la Libye, les relations sont détestables. Et quant à l'Arabie Saoudite, elle est un monde de duplicité. Rappelons enfin le conflit israélo-palestinien dans lequel Israël, par une succession de leviers, manipule Washington par l'intermédiaire de la communauté juive américaine. Ce conflit a des conséquences dévastatrices, car il engendre un double langage de Washington : l'amitié proclamée pour le monde arabe ne passe qu'après les intérêts de Tel-Aviv. En retour, un double langage des gouvernements arabes dont les déclarations de bonne volonté cachent, au fond de leur cœur, une affectivité hostile.

D'où la question centrale que soulève l'analyse prospective des événements de septembre : déclencheront-ils ou non, à la suite d'une intervention américaine en Afghanistan, une cascade d'explosions en chaîne dans cette zone critique de la situation géopolitique mondiale ?

Une dernière constatation confirme une vieille conjecture : les démocraties sont généralement myopes à l'égard des dangers qui les menacent. Elles privilégient la liberté et la qualité de vie des citoyens. Mais si l'ensemble de la population prend conscience d'une menace, un basculement peut se produire et une sorte d'union nationale se réaliser. Elles deviennent alors des adversaires difficiles et tenaces qui perçoivent d'ailleurs leur action comme une croisade du bien contre le mal. On comprend mieux, de ce fait, les propos de George W. Bush qui choquent les Européens.

A contrario, si les répercussions de septembre devaient se prolonger et les États-Unis se retrouver embourbés dans un conflit, sans nouveaux attentats sur leur territoire, l'opinion publique américaine pourrait se cliver et pousser le gouvernement à solder l'opération.

Il est donc probable que le système constitué par les médias et les citoyens engagés de la démocratie américaine pèsera lourd sur la manière dont, après la phase initiale, sera conduite la lutte contre le terrorisme.

Des tendances infléchies

Commençons par une évidence : dans les dernières décennies, des deux côtés de l'Atlantique, le compromis liberté-sécurité s'est déplacé du côté de la liberté. N'oublions pas que si la CIA (Central Intelligence Agency) a privilégié les observations par satellite et négligé les renseignements sur le terrain, c'est que des commissions du Congrès, du temps du président Ford, l'avaient obligée à rendre publics une multitude de documents dans des conditions pouvant mettre en danger la vie des agents américains de par le monde. On peut donc raisonnablement supposer qu'à l'avenir, les États-Unis prendront des mesures pour mieux contrôler l'entrée et l'activité sur leur territoire des citoyens étrangers. De même, le Royaume-Uni pourrait infléchir sa politique très laxiste à cet égard. L'Europe de Schengen suivra, avec l'adoption probable d'un mandat d'arrêt européen pour les cas de terrorisme.

Une réévaluation des systèmes de défense devrait se produire dans la prochaine décennie. Avec la fin de la guerre froide, les opinions publiques des pays démocratiques ont considéré que les menaces avaient disparu et les gouvernements ont réduit les budgets de défense. D'où une situation incohérente : un dispositif nucléaire toujours dirigé contre l'Union soviétique, des armées qui se réorientent vers des opérations de maintien de l'ordre, des États-Unis qui cherchent à constituer un bouclier antimissile contre les États extrémistes disposant de systèmes nucléaires rudimentaires... Il est évident que les États-Unis d'une part, les Européens de l'autre, et les deux rives de l'Atlantique entre elles, vont devoir repenser leurs systèmes de défense en fonction de l'existence de réseaux terroristes, des possibilités d'apparition d'États *kamikazes*, de la diffusion des technologies nucléaires, balistiques, chimiques et bactériologiques et, enfin, de la permanence de crises locales dégenérant en drames humains. Ainsi, à la logique de défense du territoire, va se superposer une logique de lutte contre des réseaux internationaux, impliquant une coopération entre armée, police et justice, et exigeant une modification des attitudes individuelles.

Sur le plan international, des réalignements d'alliances pourraient s'amorcer. La Russie de Vladimir Poutine, qui semble remettre de l'ordre dans son État, pourrait devenir progressivement un partenaire fiable des États-Unis et de l'Union européenne ; la Chine, qui s'apprête à entrer dans l'Organisation mondiale du commerce, s'intégrer davantage dans le système mondial. Autrement dit, le monde pourrait se décrire à partir de la collaboration et des antagonismes entre six grandes entités : les États-Unis, l'Union européenne, la Russie, le Japon, la Chine et l'Inde. Dans cette constellation dominée par les États-Unis, Japon et Russie constitueraient des appoints, le rôle de la Chine et de l'Inde grandissant. Mais des incertitudes subsistent sur la capacité américaine à accepter un véritable dialogue avec les autres partenaires, sur l'aptitude européenne à renforcer la coopération diplomatique et militaire entre les États la constituant.

En matière économique, force est de considérer plusieurs horizons. À court terme, les événements de septembre devraient avoir une influence négative sur la conjoncture mondiale. Certains secteurs comme l'aéronautique et le tourisme seront directement touchés. Les entreprises réduiront leur budget d'investissements et les ménages vont gérer avec prudence leurs dépenses de consommation. Un ralentissement de la croissance ou une récession est donc probable en 2002 aux États-Unis, en Europe, au Japon, en Amérique latine et dans le Sud-Est asiatique. Le cours des actions en Bourse devrait continuer à s'effriter. Cette évolution économique conjoncturelle pourrait engendrer à son tour deux conséquences :

- 1) Des politiques macroéconomiques des États plus ou moins bien coordonnées. Si l'on peut être relativement confiant quant aux politiques monétaires puisqu'elles dépendent de deux banques centrales qui ont déjà montré leur volonté de coopérer, il faut être plus prudent pour les politiques budgétaires qui dépendent des gouvernements.
- 2) Après une accalmie, la récession va déclencher en Europe un renforcement de la contestation de la mondialisation « libérale » et des demandes de contrôle du marché des capitaux.

3) Cette demande des « antimondialistes » rencontrera de la part des « promondialistes » une volonté d'améliorer la gouvernance du système mondial pour mieux réguler l'économie de marché.

Il est donc probable que les États vont s'interroger sur l'intensité et la forme de leur coopération économique.

Des scénarios possibles

Esquisser des scénarios à chaud est toujours une tâche périlleuse pour un prospectiviste. L'exercice pourtant mérite d'être tenté, car il éclaire les avenir possibles tels qu'on peut les imaginer aujourd'hui. Sur quelles dimensions construire ces scénarios ?

— La première concerne à l'évidence l'issue de la riposte américaine en cours. Dans l'éventail de ces issues, nous en retiendrons deux : a) l'opération américaine réussit rapidement ; Oussama ben Laden est arrêté et ramené aux États-Unis, un gouvernement modéré s'installe à Kaboul, un calme précaire règne en Afghanistan, le Pakistan n'est pas déstabilisé ; b) l'opération américaine renverse le régime de Kaboul mais ne retrouve pas Oussama ben Laden, une guerre civile continue en Afghanistan et un coup d'État militaire amène au Pakistan un gouvernement pro-islamiste. Cette simplification est évidemment une caricature. La riposte américaine ne se limitera pas à des actions militaires. Elle concernera aussi la réglementation des marchés financiers, la distribution de l'aide alimentaire, le changement éventuel d'attitude à l'égard d'Ariel Sharon...

— Une deuxième dimension doit porter sur l'intensité du soutien apporté à l'opération par les opinions publiques des pays démocratiques. Si un soutien sans faille est une possibilité, une autre est l'effritement, un effritement qui pourrait être rapide en Europe, un peu plus lent aux États-Unis.

— Bien que la récession qui s'annonce soit une évolution de court terme, sa profondeur pourrait avoir des conséquences à long terme. Dans un cas, elle se révèle, notamment à cause des politiques économiques des États, courte et de faible ampleur. Dans le cas opposé, elle perturbe lourdement l'économie mondiale et remet en cause l'attitude des États à l'égard du fonctionnement de celle-ci.

— Deux dimensions sont encore nécessaires. La première porte sur le degré d'acceptation ou non par les États-Unis d'un multilatéralisme accru : en langage plus clair, ou bien ils se contentent de poursuivre leurs propres intérêts sans tenir compte de ceux des autres, ou ils acceptent des compromis avec leurs principaux partenaires. La seconde est relative au degré d'avancement de la construction européenne, les pays s'arc-boutant sur leur souveraineté nationale ou accroissant leur coopération en matière de défense, de justice, de police et de budget.

Des 32 scénarios théoriques que les choix précédents contiennent en puissance, seuls quelques-uns méritent un examen dans le cadre de cet article.

1) **L'événement mineur.** L'opération américaine réussit rapidement sans répercussion géographique. La récession économique est bien maîtrisée. Les attitudes américaines en politique étrangère se modifient peu et le resserrement des liens entre Européens est limité. Les tendances qui ont été mentionnées s'infléchissent

néanmoins. Demain ressemble à hier, mais avec des nuances significatives de coloration. Le terrorisme naturellement continue à couvrir sous la cendre.

2) **L'amélioration de la gouvernance mondiale.** L'opération américaine réussit comme précédemment. La récession économique, plus profonde, ébranle un temps l'économie mondiale. Une peur durable s'instaure dans les milieux dirigeants américains et européens. Ils prennent conscience d'une responsabilité dans la paix et la prospérité économique du globe. Une coopération s'instaure entre les six grands de la planète (États-Unis, Union européenne, Russie, Japon, Chine, Inde). L'Union européenne, sous la pression des menaces perçues, approfondit son intégration.

Dans ce scénario, quelques-uns des changements suivants sont envisageables :

- une aide massive à l'Afghanistan pour sa reconstruction économique et politique ;

- une assistance au Pakistan pour affermir sa stabilité et faciliter l'émergence d'un compromis avec l'Inde sur le Cachemire ;

- l'imposition à Israël de la création d'un État palestinien et d'un accord entre les deux États ;

- l'aménagement de la politique américaine à l'égard de l'Iran et de l'Irak ;

- une coordination étroite des politiques monétaires entre la Federal Reserve américaine et la Banque centrale européenne ;

- une coordination des politiques budgétaires par le G8 ;

- une collaboration États-Unis/Union européenne/Russie sur l'évolution des systèmes de défense en fonction des nouvelles menaces internationales ;

- un soutien des opinions publiques à une relance de la construction européenne.

3) **Le désordre mondial.** Les Américains s'embourbent en Afghanistan. Un gouvernement islamiste prend le pouvoir au Pakistan et ce pays sombre dans la guerre civile. Le choc se répercute dans le Golfe, en Égypte, au Soudan, en Libye. L'Inde intervient au Cachemire, les relations sino-indiennes se détériorent, certains pays producteurs limitent leur offre de pétrole et engendrent une hausse du prix du brut. Une récession inflationniste frappe l'économie planétaire. Les opinions publiques européennes prennent peur, l'Union européenne s'éloigne des États-Unis. La Russie fait de même. Le peuple américain ne soutient plus la guerre. Les démocraties reculent et se bornent à lutter contre le terrorisme sur leur sol. Un nouvel équilibre précaire s'établit. Il est plus défavorable aux démocraties avancées. La mondialisation est freinée et les grandes zones mondiales ont tendance à se fermer sur elles-mêmes, sans que le phénomène ait naturellement l'ampleur des années 1930.

Ce scénario qui est le plus en rupture avec les tendances passées admet naturellement de nombreuses variantes selon les zones qui deviennent les plus critiques :

- la politique américaine vis-à-vis de l'Inde peut basculer et un front russo-indo-américain se constituer avec, pour corollaire, un refroidissement sino-américain ;

- les pays arabes pétroliers peuvent réduire leur production et basculer dans une attitude anti-occidentale engendrant une crise énergétique comme en 1973, à un moment où l'économie mondiale est extrêmement fragile ;

- la crise peut éloigner l'Europe des États-Unis ou au contraire rapprocher les deux zones ;

- la récession économique peut être maîtrisée ou, en s'accroissant, raviver les tendances à une intervention accrue des États au sein de l'Europe.

Autour de chaque scénario, diverses possibilités sont concevables. L'incertitude provient de la coexistence de détonateurs et de barils de poudre dont la dynamique est aussi complexe en sociologie qu'en chimie. Il n'est pas exclu que les événements du 11 septembre aient des conséquences favorables sur la gouvernance mondiale, mais ne tombons pas dans l'illusion. Les réseaux terroristes et mafieux ne disparaîtront pas. La misère, l'oppression, l'appât du gain, la soif de pouvoir, le besoin de transcendance continueront à engendrer des formes extrêmes de révoltes qui s'insinueront dans toutes les sociétés du monde et utiliseront les immenses possibilités de la technique. Demain comme hier, vivre imposera l'acceptation de risques. Il faut lutter pour les réduire sans tomber dans la naïveté béate ou dans le catastrophisme morose.

L'APRÈS-11 SEPTEMBRE : QUELQUES IMPLICATIONS POSSIBLES SUR L'ÉCONOMIE

Penser l'évolution de la situation actuelle est évidemment impossible, tant les interdépendances et les complexités en jeu sont fortes, les tensions élevées, les ruptures de rythme sans égal.

Il n'en demeure pas moins que l'on peut mesurer d'abord les effets mécaniques de l'attaque terroriste, et les synthétiser dans une montée différenciée du risque au sein du système économique mondial. Il est ainsi devenu plus risqué de consommer, notamment des biens durables, que de garder des liquidités, donc plus risqué encore d'investir et, a fortiori, d'investir à l'étranger. La montée du risque réduit ainsi la croissance mondiale, d'un quart à un demi-point pour le moins.

En même temps, cette montée du risque ne peut rester homogène pour tous les pays du monde. Vient toujours un moment où les écarts se creusent entre endroits plus ou moins sûrs, plus ou moins affectés, plus ou moins réactifs, plus ou moins aidés. C'est bien ce qui se passe, avec les Bourses des pays du centre qui adoptent déjà une autre allure que celle des pays de la périphérie, ou avec la crise qui va s'étendre dans les pays émergents à forte sensibilité islamique ou arabe.

Pour autant, on voit aussi que cette diminution du risque, à partir du centre, n'est pas spontanée. Elle dépend cruciallement

des baisses de taux d'intérêt et des mesures de soutien à l'activité par les déficits publics. Les actions monétaires ont ainsi permis aux banques de bénéficier d'amples liquidités à coût plus faible, et donc de pouvoir endosser des risques devenus beaucoup plus importants (notamment dans certains secteurs), de faire des crédits aux sociétés, par exemple pour racheter leurs titres, tandis que les conditions de marché, elles-mêmes, se détendaient. En même temps, le creusement, partout, des déficits budgétaires doit soutenir une demande que les inquiétudes des consommateurs et des investisseurs tendent par ailleurs à affaiblir.

Mais les événements du 11 septembre ne sont pas seulement un choc de demande ou une phase de montée différenciée du risque. Ils vont évidemment se poursuivre par une période guerrière, dont on ne peut mesurer la durée ou l'intensité. La tentation des auteurs des attaques du 11 septembre sera évidemment d'étendre le conflit, d'y intégrer plus de populations et de pays afin d'affaiblir, peut-être de fissurer, l'alliance aujourd'hui forte des pays, au fond, modernes. Pendant cette période de guerre, que « tout le monde » (et les marchés financiers) souhaite évidemment brève et efficace, les taux d'intérêt vont encore monter, à la mesure du creusement des déficits

liés aux efforts de guerre. La guerre qui s'ouvre, avec les frappes et l'inquiétude bioterroriste d'un côté, est aussi très financière de l'autre, avec les coûts qu'implique le retour au calme. Le terroriste, avec le marché financier, a peut-être trouvé sa victime potentielle, sa proie, le point faible de l'ennemi.

En troisième lieu, ce retour au calme ne sera pas celui qui était antérieur aux événements. Des altérations profondes peuvent en effet changer les rapports économiques entre pays, et au sein des pays. Si la crainte s'installe vis-à-vis d'une religion en expansion et perçue comme potentiellement dangereuse, si une économie de la vigilance se met en place, c'est sur une autre trajectoire d'expansion qu'entre l'économie mondiale, une trajectoire plus basse. Plus de vérifications et de contrôles, des primes d'assurance partout supérieures, une vitesse de l'économie partout ralentie, donc plus de capital en circulation, avec moins de capacités aussi pour utiliser les écarts de situation afin de créer des richesses (qui combleront ensuite les retards initiaux), c'est toujours moins de croissance pour tous. Pour contrer cette tendance à l'inquiétude intériorisée, la bonne solution serait de créer un univers écono-

mique plus décentralisé, polarisant moins une richesse qui s'expose comme à New York, permettant à des régions de se créer, à des structures intermédiaires de vivre. L'Europe, dans un tel contexte, devrait être la première entité à renforcer, autour d'un vrai projet politique régional — et non plus fondamentalement interne comme aujourd'hui, monétaire et financier d'abord, politique ensuite. D'autres régions pourraient alors connaître des évolutions favorables, avec plus de croissance structurée entre pays. L'Amérique latine dans un rapport moins tributaire des États-Unis, l'Asie avec des structures à créer, seraient autant de lieux de débat, d'échanges, de concurrence, permettant d'« intermédiaire » les rapports économiques. C'est dans le contexte d'une économie plus décentralisée, plus régionalisée, qu'une nouvelle dynamique de croissance pourrait être trouvée, plus stable peut-être que celle qui vient de s'achever où les États-Unis collectaient à leur seul bénéfice deux tiers de l'épargne du monde.

L'histoire n'est pas écrite, au moment où son cours vient de changer, avec tant de futurs qui s'ouvrent. Sachons bien choisir.

Jean-Paul Betbèze¹

1. Directeur des études économiques et financières du Crédit Lyonnais.

La prospective territoriale et le développement local

PARIS, 4-5 DÉCEMBRE 2001

Séminaire de formation organisé par Futuribles International,
en coopération avec le GERPA et Proactivité Conseil

Objectifs

Confrontés au même contexte extérieur (mondialisation de l'économie, essor des nouvelles technologies...), des territoires s'affirment comme des pôles majeurs de développement tandis que d'autres s'enlisent. L'analyse comparée de leurs performances et attractivité révèle qu'ils sont bien plus maîtres de leur destin qu'ils ne l'imaginent : les facteurs endogènes jouent un rôle stratégique essentiel, à commencer par l'aptitude à mobiliser les acteurs locaux autour de projets partagés.

La prospective territoriale s'avère être un puissant catalyseur vis-à-vis du processus qui doit permettre d'établir un diagnostic des territoires et d'explorer les futurs possibles à moyen et à long terme ; d'identifier en fonction des atouts et des handicaps, les projets les plus mobilisateurs et fédérateurs d'énergie, destinés à être de véritables leviers du développement des territoires ; d'apporter des réponses pertinentes et cohérentes pour la mise en place d'une politique de développement durable.

L'objet du séminaire est donc de former les participants à la démarche prospective comme instrument d'évaluation et d'anticipation des futurs possibles et comme instrument d'élaboration de projets et de stratégies de développement local et régional. Il s'adresse en premier lieu aux responsables du développement au sein des administrations locales et régionales, et des services déconcentrés de l'État, ainsi qu'aux responsables d'entreprises privées ou publiques qui souhaitent prendre en compte la dynamique des territoires dans l'élaboration de leur stratégie.

Au programme

- *Introduction à la démarche prospective et aux exercices de prospective territoriale* : concepts de base et principales étapes de la démarche prospective (dont la méthode des scénarios) ; exposé général et exemples concrets d'application aux territoires ; la prospective territoriale : panorama général des pratiques à différents niveaux géographiques.
- *Enjeux et questions clefs des démarches de prospective territoriale* : exercice collectif, à l'aide de la technique de l'Abaque de Régnier permettant et d'exposer la méthode et d'en faire aussitôt une application concrète.
- *Le diagnostic territorial* : les quatre étapes d'une démarche de prospective territoriale ; le diagnostic du territoire : pourquoi faire ? Comment faire ?
- *Le diagnostic territorial* : exemples concrets à différentes échelles : un pays, le cas de la Haute-Gironde ; une région, le Limousin.
- *Explorer les futurs possibles des territoires* : concepts et méthodes de la prospective exploratoire ; modalités d'organisation et de réalisation suivant les différentes configurations.
- *Explorer les futurs possibles des territoires* : de la théorie à la pratique, une ville (Saint-Nazaire) et un département (la Haute-Loire) ; deux exemples régionaux : la Catalogne et la région Centre.
- *Passer de la prospective exploratoire à la stratégie* : les problèmes et les méthodes ; les leçons de l'expérience concrète (le Pays basque à l'horizon 2010 ; Lyon, Millénaire 3).

Intervenants : Hugues de Jouvenel, directeur général du groupe Futuribles ; Philippe Mirenowicz, directeur du Gerpa, conseiller scientifique à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) ; Vincent Pacini, directeur à Proactivité Conseil ; Benoît Lajudie, rapporteur général de *Limousin 2017* ; Jacques de Courson, consultant à Algoé, enseignant à l'Institut d'urbanisme de Paris ; François Bourse, directeur à Proactivité Conseil ; Patrick Lusson, chef de la mission Prospective et stratégie de la communauté urbaine de Lyon.

Retour au Moyen Âge ?

JEAN-JACQUES SALOMON ¹

Non, Monsieur Fukuyama, la fin du communisme ne marquait pas « la fin de l'histoire », la victoire définitive de l'idéologie libérale incarnée par les États-Unis, affirme Jean-Jacques Salomon qui nous rappelle que Pierre Hassner, tout au contraire, craignait que l'après-guerre froide ne conduise à un nouveau Moyen Âge.

Les événements du 11 septembre marquent un tournant majeur sur la scène géopolitique et exigent de la part des États-Unis un changement profond d'attitude et de politique, affirme l'auteur. Pour en préciser la teneur, il nous livre une brève réflexion sur l'« avant » — un président nouvellement élu, chantre de l'ultralibéralisme, convaincu de l'hégémonie américaine et de la vocation universelle de son modèle de développement — et sur l'« après » qui serait marqué notamment par le retour d'un État fédéral résolument interventionniste et enfin décidé à lutter contre les aspects pervers d'un libéralisme débridé.

Que peut-on attendre de l'« après-demain » s'interroge, enfin, Jean-Jacques Salomon ? Peut-être que cette mobilisation antiterroriste stimulera l'intégration européenne ou bien amènera les pays développés à être moins arrogants, à rechercher les voies et moyens d'une paix durable et d'une coopération Nord-Sud qui passera par des renversements d'alliances et d'allégeances...

L'auteur, pour autant, n'exclut pas « l'embrasement du monde musulman » et souligne en définitive que « la guerre contre le terrorisme — à moins de s'attaquer résolument à ses sources et à ses racines profondes qui vont de la misère à l'humiliation et donc au ressentiment contre les sociétés riches — n'est précisément pas une guerre comme les autres : elle peut être sans fin ».

H.J.

1. Titulaire de la chaire Technologie et société au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) ; professeur honoraire au Cnam ; conseiller scientifique du groupe Futuribles. La rédaction de cet article a été achevée le 11 octobre 2001.

Avec la chute du mur de Berlin et l'implosion du communisme, on n'était pas encore sorti du XX^e siècle. Seuls désormais à prétendre mener le monde et sans adversaire nettement identifié, les États-Unis étaient-ils voués à être invulnérables et leur territoire inattaquable ? Le K.-O. du communisme, suivi des démonstrations au Koweït et au Kosovo de la guerre électronique, allait-il refouler toute dimension tragique de l'histoire dans les manuels traitant des passés héroïques ? Francis Fukuyama et les espoirs de l'idéologie libérale pouvaient bien professer que l'histoire s'arrêtait là, condamnée à ne plus connaître que l'ennui du confort bourgeois², les « vieux Européens » que nous sommes demeuraient plutôt sceptiques à l'égard de cette prospective millénariste.

Dès la fin de la bipolarité américano-soviétique, Pierre Hassner se demandait si l'après-guerre froide ne conduisait pas plutôt à un nouveau Moyen Âge : « La multiplicité contradictoire des types d'acteurs, d'allégeances et de conflits nous fait, à certains égards, remonter au XVI^e siècle, avec le pouvoir des villes marchandes ou les guerres de religion, voire au Moyen Âge, avec son mélange de désordre et d'ordre hiérarchique. Mais c'est un Moyen Âge sans pape et sans empereur, même si l'ONU [Organisation des Nations unies] et les États-Unis s'efforcent de manière ambivalente et contradictoire de jouer ces deux rôles³. »

Après les abominables attentats du 11 septembre 2001, nous voici bien entrés dans le nouveau siècle, face au retour du tragique et à un paysage mondialisé qui n'a plus rien à voir avec celui qu'imaginait, avec quelque légèreté néo-hégélienne, le prophète de la fin de l'histoire. Par bien des aspects, effectivement, cette post-modernité semble nous renvoyer au Moyen Âge. S'il est vrai, comme l'a dit le président Bush Jr., que les États-Unis livrent « la première grande guerre du XXI^e siècle », il est clair que cette guerre n'est pas comme les autres : c'est la première, depuis plusieurs siècles, qui ne se livre pas directement entre États. Et de fait, elle entraîne des configurations et des postures stratégiques inattendues. Pour souligner combien les attentats du 11 septembre renvoient à un *après* absolument inédit, il suffit de rappeler l'*avant* dont témoignaient précisément les États-Unis dans les premiers pas de la présidence Bush.

Avant

Le président nouvellement élu — et mal élu — s'empresse d'afficher ses convictions ultralibérales en s'alignant sur le *lobby* pétrolier américain contre le protocole de Kyoto sur le réchauffement du climat qu'il dénonce et récuse. Il va de soi que le fatalisme du marché doit s'appliquer au monde entier et à tous les secteurs de l'activité humaine (sauf la défense). Sur le plan stratégique, George Bush Jr. s'apprête à tourner le dos à tous les accords de désarmement nucléaire que les États-Unis ont signés pour se lancer dans le programme de bouclier antimissile. La nouvelle équipe de la Maison Blanche, loin d'être gênée de s'isoler de ses alliés, entend au contraire marquer que l'unilatéralisme n'est pas l'isolationnisme : c'est la présence tous azimuts d'une puissance économique-militaire dont les intérêts sont indifférents à ceux de leurs alliés, sinon opposés. Les moyens que la science

2. FUKUYAMA Francis. *La Fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris : Flammarion, 1992.

3. HASSNER Pierre. « Par-delà le national et l'international. La dérision et l'espoir ». In *La Violence et la paix : de la bombe atomique au nettoyage ethnique*. Paris : éd. Esprit, 1995, pp. 338-339.

et la technologie offrent à l'aspiration hégémonique doivent isoler le territoire de toute menace et simultanément rallier le monde entier au rêve américain. Les cotisations à l'ONU, enceinte de récriminations pour pays en développement, sont gelées par le Congrès. Quant aux heurts sanglants du Proche-Orient, la Maison Blanche entend demeurer les bras croisés comme pour signifier non seulement que le rôle de pacificateur, tel que le précédent président avait tenté de le jouer, n'était pas de son ressort, mais surtout que la répression de la nouvelle *intifada* avait un style texan qui ne lui déplaisait pas.

Après

Le Pentagone, la CIA (Central Intelligence Agency), le FBI (Federal Bureau of Investigation) découvrent avec stupeur que des réseaux terroristes dormants ont pu préparer pendant plus d'une année les attentats du 11 septembre au cœur de leur sanctuaire. Adieu l'invulnérabilité des frontières et le fanatisme du libre-échange : du jour au lendemain, pour sauver l'industrie aéronautique et l'économie déjà en récession, le président républicain n'hésite pas à y injecter des dizaines de milliards de dollars US. L'unilatéralisme comme le libéralisme ont leurs limites dans la défense des intérêts les plus immédiats, ce qui légitime le renversement du dogme comme celui des alliances. Ce que les États-Unis n'ont pas fait contre la drogue, la messagerie pornographique et le blanchiment de l'argent, ils sont désormais prêts à le faire dans une « croisade de la démocratie » (formule aussitôt rectifiée puisqu'il faut apprendre à dissocier les terroristes de tout le monde islamique) qui se réclame de la raison d'État pour convertir la doctrine républicaine du moins d'État en pouvoir fédéral aussi interventionniste que sous le *New Deal*. Et comme ils ont besoin d'alliés hors Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord), la Russie devient un partenaire privilégié, qui accueille les bombardiers américains sur les aéroports des pays musulmans sous sa tutelle ; le Congrès s'empresse d'éponger sa dette à l'égard de l'ONU ; les sanctions contre l'Inde et le Pakistan pour mauvais exemple nucléaire sont levées ; et le général Moucharraf, président du Pakistan, se voit promettre l'aide sans réserve du FMI (Fonds monétaire international).

Forte des critiques qu'avait entraînées dans l'opinion occidentale la victoire sur Saddam Hussein, la guerre médiatique des bombardiers et des fusées s'accompagne d'une « stratégie humanitaire », les colis de ravitaillement étant déversés en même temps que les bombes et les missiles : la guerre prétendument sans « dommages collatéraux » se double d'une opération de charité qui donne bonne conscience, mais qui a peu de chances de convaincre les victimes civiles, pas plus que les foules arabes mobilisées par l'anti-américanisme le plus primaire. Si la plupart des pays arabes n'étaient pas de la coalition, fût-ce de mauvais gré, la tentation de frapper d'autres sources de terrorisme que le réseau ben Laden serait irrésistible, par exemple avec des opérations en boules de billard visant l'Irak ou le Yémen comme en passant. Et puisqu'il faut des catastrophes pour que les grands de ce monde jugent soudain les inégalités aussi intolérables que la criminalité internationale, le président de la Banque mondiale publie un article dans *Le Monde* pour nous expliquer que l'exclusion engendre des conflits violents et qu'il est urgent de rassembler une « coalition mondiale contre la pauvreté ⁴ ». Il est bien temps, en effet.

4. WOLFENSOHN James D. « Une coalition mondiale contre la pauvreté ⁴ ». *Le Monde*, 8 octobre 2001.

Après-demain

Le résultat bénéfique le plus évident de cette mobilisation antiterroriste sera d'avoir rendu plus urgent l'engagement vers l'intégration européenne. L'Europe de la défense, en tant que telle, aura été absente du théâtre d'opérations afghan ; celle de l'espace judiciaire et sécuritaire comportant mandat d'arrêt commun et rapprochement des douanes et des polices a toutes chances de se faire. En somme, le FBI européen ira de pair avec l'euro parce que l'unité de l'Europe suppose un ennemi commun. Faut-il aussi parier que les États-Unis vont se montrer plus accommodants sur le protocole de Kyoto et que la sainte Russie, ayant écrasé les Tchétchènes ou négocié avec eux une paix des braves, entrera en grande pompe dans l'Otan comme pays membre à part entière ?

Quelle que soit l'issue des démonstrations guerrières sur le terrain, on peut imaginer — sans trop d'illusions — que les rapports entre pays riches et pays en développement seront désormais abordés avec un regard moins inattentif aux inégalités et moins d'arrogance à l'égard des « autres » cultures qui ne se réclament pas des mêmes références épistémico-industrielles. On peut même espérer que l'équilibre à restaurer au Proche-Orient sera la priorité de tout l'Occident : assurer la sécurité d'Israël et reconnaître simultanément tous leurs droits aux Palestiniens sera l'affaire de cette tierce partie, à la fois américaine et européenne, qu'Israël a jusque-là toujours exclue. Il y aura donc inévitablement un État palestinien, maintenant que même George Bush Jr. en a « admis la vision », et les territoires occupés par les colons, comme autant de trous de gryuère dans un État virtuel, ne pourront qu'être restitués. Avec ou sans Yasser Arafat, avec ou sans Ariel Sharon, les intégrismes des deux côtés devront être mis au pas.

Guerre de culture et de religion ? « Les hommes ne font jamais le mal si complètement et joyeusement, disait Pascal, que lorsqu'ils le font par conviction religieuse. » S'il faut relire Samuel Huntington, ce n'est pas pour lui rendre hommage d'avoir anticipé le « choc des civilisations », mais au contraire pour noter qu'il n'a pas vu que, quelles que soient les différences culturelles, les accords et les alliances entre sociétés de religions différentes sont toujours possibles sur le dos des minorités qui menacent leurs intérêts⁵. La solidarité de l'Islam ne va jamais jusqu'au point de compromettre la rente pétrolière des pays qui en bénéficient. Tandis que le Pakistan, plus proche allié des talibans, les abandonne pour trouver le soutien des Américains au sein du FMI, l'Arabie Saoudite, qui inondait de ses largesses les talibans révoltés contre l'ex-Union soviétique, se retrouve l'alliée objective des Russes, pendant que ceux-ci massacrent à loisir les Tchétchènes. Ces renversements d'alliances et d'allégeances sont dignes, en effet, des rapports tumultueux et changeants que les pays européens ont entretenus au Moyen Âge avec ceux du Croissant. Il est certes possible que demain, le président du Pakistan, pas plus que la famille saoudienne au pouvoir en Arabie, ne résiste ni ne survive à la révolte des masses intégristes. Le scénario de l'embrasement du monde musulman n'est pas à exclure, mais plus vraisemblablement, dans le moyen terme, le pétrole et l'aide des banques internationales continueront à déterminer les nouvelles alliances et leurs constants rebondissements, bien plus que les affinités culturelles.

5. HUNTINGTON Samuel P. *Le Choc des civilisations*. Paris : Odile Jacob, 1997.

Il faut relire Bernard Lewis, comme je l'ai souligné dans mon dernier livre, pour percevoir combien la postmodernité des missiles, d'Internet et des armes biologiques renvoie néanmoins à un autre millénaire ⁶. Bernard Lewis, l'un des plus grands orientalistes contemporains, a raconté comment, dès le XII^e siècle, la secte des *haschischins* (d'où est venu le mot « assassin ») ⁷ préfigurait le réseau d'Oussama ben Laden. La nouveauté n'est pas tant l'intégrisme dont celui-ci se réclame que le savoir technique dont il sait user et qu'il sait faire partager à ses affiliés. Les Assassins (l'origine du mot est le haschisch dont ils s'enivraient) sont les premiers terroristes dans l'histoire du monde, écrit Bernard Lewis, au sens où ils s'appuyaient à la fois sur une organisation et sur une idéologie. Pendant plusieurs siècles, des contrées inaccessibles de Perse et de Syrie d'où leurs chefs successifs, les « Vieux de la montagne », leur fixaient des cibles en leur promettant le paradis aux mille vierges, ils se sont attaqués, à travers le Proche-Orient et l'Europe, aux souverains, aux vizirs, aux gouverneurs, aux officiers musulmans et chrétiens, et même aux théologiens, dont ils dénonçaient les accommodements avec la foi, la corruption, les privilèges et les prétentions de souveraineté sur les territoires qu'ils entendaient vouer exclusivement à leur propre religion : Frédéric Barberousse, Richard Cœur de Lion et Saladin ont failli à plusieurs reprises être victimes de leurs attentats.

Les terroristes du XXI^e siècle disposent d'armes autrement plus « sophistiquées » que les poignards des Assassins du Moyen Âge ; ils tuent certes au *cutter*, mais ils apprennent à piloter des avions et à exploiter toutes les ressources de la technologie la plus contemporaine — au point que la menace d'un recours aux armes chimiques et biologiques sort de la science-fiction. Le réseau promet d'être demain à la mesure de la mondialisation, prenant de court états-majors et gouvernements, au même titre que la secte des Assassins a surpris les cours européennes au Moyen Âge. Et il est vraisemblable que, même quand la bande d'Oussama ben Laden sera liquidée et son richissime gourou supprimé, soit par bombardement soit par assassinat, ou livré à la justice américaine à la suite d'une trahison, on n'en aura pas fini avec elle. La guerre contre le terrorisme — à moins de s'attaquer résolument à ses sources et à ses racines profondes, qui vont de la misère à l'humiliation et donc au ressentiment contre les sociétés riches — n'est précisément pas une guerre comme les autres : elle peut être sans fin.

6. SALOMON Jean-Jacques. *Le Scientifique et le guerrier*. Paris : Belin, 2001. LEWIS Bernard. *Les Assassins. Terrorisme et politique dans l'islam médiéval*. Paris : Berger-Levrault, 1982 (Bruxelles : Complexe, 1984, rééd.) [préface de Maxime Rodinson].

7. La secte des Assassins a été fondée en 1090 et a perduré jusqu'en 1272, mais son « apogée » est située au XII^e siècle. On peut aussi écrire *hachichiyin* (NDLR).

IMPRÉVOYANCE OU REFUS DE VOIR

L'attaque terroriste du 11 septembre 2001 a surpris les médias et la majorité d'entre nous, alors que de nombreux prospectivistes, des agences de contre-espionnage et d'excellents ouvrages prospectifs (voir bibliographie ci-dessous) nous avaient mis en garde contre une action terroriste majeure, même si nous n'en connaissions ni le lieu ni la date...

Pourquoi nos sociétés sont-elles à ce point hermétiques aux avertissements lancés avant qu'une catastrophe d'une telle ampleur ne survienne ? Pourquoi les prospectivistes et les auteurs de ces livres n'ont-ils pas été entendus ? Pourquoi une telle indigence de la responsabilité politique ?

Vivons-nous la tragédie de la surinformation et sommes-nous incapables d'être à l'écoute des scénarios et des avertissements qui s'offrent à nous ?

Vivons-nous le complexe de Cassandre ou bien donnons-nous toujours raison à

Machiavel : aimons-nous surtout être « divertis » et n'être jamais inquiétés ? « Être positifs à tout prix » — éviter les mots qui fâchent — assure toutes les élections lorsque l'économie flambe et que tout le monde joue à la Bourse.

Ne pouvons-nous faire abstraction de l'avidité du gain et de la croissance, qui est le telos de la société dans laquelle nous vivons, cette même société qui a tant bénéficié, à court terme, d'un chaos qu'elle appelait « marché ouvert », de la corruption qu'elle appelait « sens des affaires » et de la vente d'armes illicites à tous les Oussama ben Laden du monde qu'elle appelait « respect du consommateur ».

Au-delà de la lutte rendue nécessaire contre le terrorisme, il s'agit maintenant de remettre en ordre le grand désordre des croissances irresponsables. Nous n'avons plus le choix.

Parmi les ouvrages prospectifs auxquels il est fait référence ci-dessus, nous mentionnons :

HUBAND Mark. *Warriors of the Prophet: The Struggle for Islam. Boulder (Colorado) : Westview Press, 1998.*

JURGENSMEYER Mark. *Terror in the Mind of God: The Global Rise of Religious Violence. Berkeley : University of California Press, 2000.*

KAPLAN Robert. *The Ends of the Earth: from Togo to Turkmenistan, from Iran to Cambodia: a Journey to the Frontiers of Anarchy. New York : Vintage Books, 1997.*

KAPLAN Robert D. *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War. New York : Random House, 2000.*

LAQUEUR Walter. *The New Terrorism: Fanatism and the Arms of Mass Destruction. New York : Oxford University Press, 1999.*

RASHID Ahmed. *Taliban: Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia. New Haven : Yale University Press, 2001.*

REEVE Simon. *The New Jackals: Ramzi Youssef, Ossama Bin Laden and the Future of Terrorism. Boston : Northeastern University Press, 1999.*

REICH Walter (sous la dir. de). *Origins of Terrorism: Psychologies, Ideologies, Theologies, States of Mind. Washington : Woodrow Wilson Center, 1988.*

STERN Jessica. *The Ultimate Terrorism. Cambridge (Massachusetts) : Harvard University Press, 2000.*

À charge également de relire :

POPPER Karl. *La Société ouverte et ses ennemis. Paris : Seuil, 1979 (1^{re} édition : 1945).*

SPENGLER Oswald. *Le Déclin de l'Occident. Paris : Gallimard : 1959 (1^{re} édition : 1917).*

Nicole Morgan

L'ingénierie guerrière

GENEVIÈVE SCHMÉDER¹

Nous assistons à une profonde transformation des objectifs, des méthodes et de l'organisation de la violence qui n'opposent plus seulement des États mais voit s'estomper les oppositions classiques entre militaires et civils, entre privé et public, entre national et international, et finalement même entre guerre et paix...

Voici en substance le nouveau paysage que nous décrit Geneviève Schméder qui montre combien, sous l'impulsion des États-Unis, nous assistons à un phénomène de dérégulation générale qui n'est pas strictement limité à la sphère économique et qui engendre misère et injustice, sources à leur tour de violence.

Elle montre ainsi les effets négatifs de la politique économique et militaire des États-Unis qui ont cherché à tout prix à imposer leur hégémonie sur le monde, ce qui explique leur impopularité et la violence des attaques dont ils sont l'objet.

La catastrophe qu'ils viennent de subir les amènera-t-elle à revoir leur politique, une condition sine qua non à de nouveaux agencements institutionnels internationaux ? Telle est la question sur laquelle se conclut son article.

H.J.

Les nouveaux types de conflits qui se développent dans le désordre actuel des relations internationales témoignent d'une profonde transformation des objectifs, des méthodes et de l'organisation de la violence. Mettant de moins en moins aux prises des États-nations, des troupes régulières et des armements *high-tech*, les nouvelles formes de violence organisée que l'on observe aujourd'hui brouillent définitivement les oppositions, qu'avait déjà largement estompées la guerre froide, entre militaire et civil, combattants et non-combattants, public et privé, national et international, et finalement entre guerre et paix. Elles brouillent également les

1. Professeur des universités au Cnam (Conservatoire national des arts et métiers), Économie de la science, de la technologie et de l'armement.

distinctions traditionnelles entre la guerre, qui relève de la violence entre États ; le terrorisme, dirigé contre des individus pour atteindre des États ; le crime organisé, qui est le fait de groupes privés agissant pour des motifs financiers ; et les violations des droits de l'homme, qui sont exercées par des États ou des groupes politiquement organisés contre des individus. À l'ère des réseaux et de la globalisation, ces bouleversements correspondent, dans le champ de la sécurité, au processus de libéralisation/déréglementation dans le champ de l'économie. Les deux évolutions se renforcent, l'affaiblissement des États, la mobilité des acteurs et l'effacement du territoire comme lieu de contrôle et de mobilisation se conjuguant à l'aggravation des inégalités résultant de la remise en cause des principes traditionnels d'organisation économique et de cohésion sociale, pour provoquer une recrudescence de la violence individuelle et organisée.

Réponse contingente à la crise ayant affecté, à partir des années 1970, les systèmes d'organisation économique mis en place après la Seconde Guerre mondiale, le processus de libéralisation, déréglementation, financiarisation de l'économie mondiale ne résulte pas de la main invisible du marché, mais d'une volonté politique délibérée des États-Unis qui en sont à la fois les promoteurs et les bénéficiaires. Quels qu'aient été les motivations et enchaînements qui poussèrent ce pays après la Seconde Guerre mondiale à assumer la direction du camp occidental (Malraux prétendait qu'à la différence des autres hégémonies dans l'histoire, celle des États-Unis s'était imposée sans qu'ils le veuillent vraiment, par l'engrenage de leur implication dans les deux guerres mondiales), les arrangements institutionnels mis en œuvre sous leur égide et auxquels adhèrent massivement les acteurs subordonnés, traumatisés par la succession des guerres, invasions, occupations et destructions, assurent leur succès et leur légitimité sur leur capacité à donner un nouveau souffle au capitalisme.

Après avoir utilisé leurs atouts de puissance dominante pour promouvoir un ordre fondé sur des règles à vocation universelle, cependant, les États-Unis s'en servirent pour la promotion exclusive de leurs intérêts économiques particuliers. La fin de la guerre froide a accéléré cette évolution dont témoignent le retour en force du libéralisme économique et le règne incontesté des marchés financiers. Même si les démocrates, pour « exporter le *leadership* américain dans le monde » (Bill Clinton), comptent plus sur leur puissance économique et diplomatique que sur leur poids militaire — contrairement aux républicains qui ne voient aucune contradiction entre l'affirmation de leur rôle hégémonique et le désir d'abolir les contraintes que celui-ci implique —, ils ont tout autant oublié les leçons du passé. Alors que la poursuite de l'idéal du libre marché avait abouti, dans les années 1920, au *krach* financier de 1929 et à la Seconde Guerre mondiale, au terme de laquelle les gouvernants n'eurent de cesse d'introduire de profonds changements politiques destinés à permettre une intervention gouvernementale accrue dans les affaires économiques et sociales, l'économie de marché tend désormais à être présentée comme le modèle définitif et indépassable de la rationalité économique. Le besoin est pourtant criant, depuis la fin de la guerre froide, d'une « grande transformation » élargie à l'ensemble du monde. La misère et l'injustice n'engendrent en effet pas seulement la léthargie et la prostration, mais aussi l'hystérie nerveuse et la rage du désespoir.

De la même façon, contrairement à ce qui s'était passé à l'issue des grands conflits précédents (à Vienne en 1815, à Versailles en 1919, à San Francisco en 1945),

aucune redéfinition collective de la sécurité n'a été entreprise après la guerre froide. Aucune instance internationale ne s'est penchée sur le nécessaire élargissement du concept de sécurité dans quatre nouvelles directions :

- horizontale, avec une approche économique, sociale et environnementale plus large se substituant à l'approche purement militaire ;
- verticale, avec la surimposition à l'État-nation d'autres niveaux et instances de responsabilité (institutions internationales, organisations supra et infragouvernementales, etc.) ;
- vers le bas, avec l'inclusion de la sécurité individuelle dans la notion de sécurité nationale ;
- vers le haut, avec la prise en compte la protection de la biosphère et de l'environnement physique supranational.

La course aux armements ²

Faute de cette nécessaire réflexion, la politique militaire américaine a délégué le pouvoir à la technologie, comme la politique économique a délégué le pouvoir aux marchés financiers. La *Revolution in Military Affairs* (RMA/RAM : révolution dans les affaires militaires), concept clé de la stratégie américaine depuis la guerre du Golfe, prend moins acte de la fin de la guerre froide que de la révolution technologique survenue dans l'information et la communication : il est intéressant que sa référence en matière historique soit l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, ayant assuré sa supériorité militaire par sa capacité à reconnaître l'importance de l'avion et du char, et à mettre en œuvre les concepts opérationnels correspondants. L'objectif que la RMA fixe aux États-Unis est « la domination totale du champ de bataille » grâce au maintien « d'une supériorité absolue en matière d'information et de technologie des armements ». Aucun des programmes que la RMA est supposée rendre obsolètes n'est pourtant supprimé par la *Quadriennial Defense Review* de 1997, qui donne les grandes orientations de la politique d'armement.

Deux principaux arguments sont mis en avant pour justifier la poursuite d'une double course quantitative et qualitative aux armements. Le premier est le risque de « stratégies asymétriques » (armes de destruction de masse, guerre électronique, missiles de croisière ou balistiques, atteintes à la navigation commerciale, aux communications, à l'imagerie par satellite, etc.). Comme l'expliquait en mars 2000, devant la Chambre des représentants, Jacques Gansler, sous-secrétaire d'État américain à la Défense : « Notre stratégie de défense est fondée sur la réalité que, si nous ne sommes plus confrontés à la menace d'un concurrent de niveau équivalent, nous vivons encore dans un monde très dangereux, incertain et imprévisible, dans lequel des terroristes, des acteurs transnationaux et des États menaçants pour la paix et la sécurité peuvent de plus en plus déployer une puissance de feu aussi terrifiante à beaucoup d'égards que celle d'une grande puissance. Nous ne sommes pas confrontés à quelques zélotes politiques désorganisés et armés de pistolets et de grenades. Nous devons nous défendre contre des forces bien organisées, équipées d'armes létales sophistiquées et ayant accès à des informations et des technologies avancées. »

2. Les intertitres sont de la rédaction (NDLR).

Le second argument, plus convaincant bien que beaucoup moins explicite, est que les États-Unis mènent désormais la course aux armements contre eux-mêmes. Comme l'expliquait encore J. Gansler : « À certains égards, nous sommes devenus les victimes de notre propre avance technologique. Nos succès dans l'utilisation à notre profit de ces nouvelles technologies dans des opérations comme celles de *Desert Storm* [Tempête du désert, en Irak] ou de Bosnie ont fait de ces technologies un objet d'acquisition pour tous [...] Nous n'avons donc pas le choix. Nous devons développer des systèmes défensifs intégrés. » L'armée de l'air n'hésite ainsi pas à comptabiliser comme « ennemis » les avions de combat vendus par les États-Unis aux autres pays de l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). Cette démarche ne semble incohérente que si on oublie la volonté des États-Unis d'endiguer à tout prix et dans tous les domaines l'émergence de nouveaux centres de puissance, y compris chez leurs alliés, volonté allant de pair avec les prérogatives qu'ils s'arrogent de ne pas respecter les règles par eux-mêmes édictées.

Vers de nouveaux agencements institutionnels ?

Peut-on éviter d'utiliser les termes d'autisme et d'arrogance pour qualifier cette attitude, dont témoignent entre autres les sanctions commerciales unilatérales, le programme de défense antimissile, la politique moyen-orientale, le refus d'acquiescer la contribution des États-Unis à l'Organisation des Nations unies, de lutter contre l'argent sale et les paradis fiscaux, d'entériner la cour pénale internationale, le protocole de Kyoto et les traités contre les armes biologiques et les mines antipersonnel ? Elle explique à la fois l'impopularité des États-Unis dans le monde et le traumatisme qu'ils ont ressenti lorsque le désordre actuel des relations internationales s'est brusquement révélé directement leur affaire. Ce traumatisme sera-t-il suffisant pour que soit remise à l'ordre du jour, dans les relations internationales, la notion éminemment politique de « compromis » ? C'est cette notion transcendant des intérêts étroitement nationaux qui a été à la base de la construction de l'Europe, que l'on avait pu croire condamnée à la guerre.

Depuis la fin de la guerre froide, la multiplication des conflits a montré non seulement l'urgence de mettre en place de nouveaux arrangements institutionnels, mais aussi la difficulté d'en négocier les principes aussi longtemps qu'aucune catastrophe majeure ne contraint les acteurs à s'entendre. Force est de reconnaître que les ennemis que les États-Unis se découvrent avec horreur aujourd'hui, et qui sont dans une certaine mesure dans une relation en miroir avec eux (dans l'enrôlement de Dieu dans leur camp, leur croyance en la résolution des problèmes par l'ingénierie guerrière, leur rapport binaire au monde : le bien contre le mal, ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous, etc.), ont au moins eu le mérite d'obliger le gouvernement américain à cesser de faire comme si le reste du monde n'existait pas. Il reste à espérer que sa réponse ne consistera pas uniquement dans l'usage gesticulatoire d'armements *high-tech* dont le coût constitue à lui seul une provocation, mais qu'elle prendra en compte d'autres visions que celles des États-Unis d'Amérique.

Les faiblesses du renseignement américain

PIERRE BONNAURE ¹

Après les attentats perpétrés aux États-Unis le 11 septembre 2001, Pierre Bonnaure s'interroge ici sur « la carence surprenante des services secrets américains qui, dit-on, n'auraient rien vu venir ».

Il fait d'abord observer que les choses ne sont peut-être pas aussi simples et que, entre l'anticipation et l'action, se posent bien des problèmes, notamment :

- *celui de savoir si l'avertissement est pris au sérieux ;*
- *celui de savoir quelle décision prendre, en temps voulu, dans un contexte de grande incertitude et à hauts risques.*

Il souligne toutefois qu'en effet, les services secrets semblent avoir été pris au dépourvu par une attaque non conforme aux schémas en vigueur, celui d'un terrorisme diffus par opposition à l'agression d'un « État voyou ». Il dénonce ainsi la myopie des responsables, soulignant qu'elle n'est pas nouvelle, et cherche donc à comprendre les causes de cette bêtise.

En quelques lignes, il nous rappelle une série de difficultés de ce que l'on appelle aujourd'hui l'intelligence stratégique, ainsi que celles inhérentes au dialogue entre la réflexion et l'action.

H.J.

La tragédie de Manhattan va changer bien des choses dans le paysage géostratégique, diplomatique et militaire, sans parler d'effets collatéraux parfois considérables sur l'économie, la finance, l'information et, de fil en aiguille, sur la démocratie et la société, au point que certains commentateurs ont parlé d'« événement fondateur ». L'une des premières interrogations concerne aujourd'hui la carence surprenante des services secrets américains, qui, dit-on, n'auraient rien vu venir. Gardons-nous, sur ce point, de conclusions hâtives : il est possible que

1. Membre du comité de rédaction de *Futuribles*. Cet article a été rédigé début octobre 2001.

la CIA, la NSA, le Pentagone et le FBI ² aient péché par négligence ou excès de confiance, mais les exemples abondent de crises, conflits et batailles où les services de renseignement avaient bien alerté le haut état-major et le niveau politique en temps utile, sans que ceux-ci ne prennent l'avertissement au sérieux. Ce fut le cas, rappelons-le, pour Pearl Harbor, pour le lieu exact du débarquement allié en Normandie, pour l'offensive des Ardennes... Seule l'histoire nous dira où était vraiment la faille dans le drame actuel.

N'oublions pas non plus que les États-Unis n'ont cessé, depuis l'implosion de l'Union soviétique et plus particulièrement depuis la guerre du Golfe, de chercher à convaincre leurs alliés et partenaires que la menace a changé de nature et de lieu, et qu'il faut se prémunir contre le risque d'agressions atypiques de la part d'« États voyous », disposant parfois d'armes de destruction massive nucléaires, biologiques ou chimiques (NBC) et de vecteurs à courte ou moyenne portée. C'est dans cette optique que s'inscrit le projet de bouclier antimissile (MD), objet de tant de polémiques ³, qui vise à protéger de cette nouvelle menace, non seulement le territoire américain, mais aussi celui des alliés qui voudraient bien s'associer aux États-Unis dans cette voie. Toutefois, ce dispositif s'oppose davantage à un terrorisme d'État qu'à la menace diffuse et multiforme venant de groupuscules mal connus et mobiles.

La défaillance des services américains de renseignement et de sécurité (NSA, CIA, FBI, etc.) n'en reste pas moins préoccupante. La CIA n'en est pas à son premier raté, puisqu'elle n'avait pas su anticiper des évolutions majeures en Iran, en Chine ou au Panama, qui mirent la diplomatie américaine en porte-à-faux. Dans le cas qui nous occupe, elle a d'abord péché par incrédulité, en négligeant des avertissements venus de Manille ou de Paris, au cours des semaines précédentes, qui évoquaient l'imminence d'attaques aériennes. Trop confiante dans la toute-puissance américaine et la sanctuarisation historique de son territoire, elle n'a pas suffisamment pris au sérieux les écrits d'Oussama ben Laden, de la même manière que l'Europe traita par le mépris, en son temps, le *Mein Kampf* d'Hitler ou les manuels de stratégie de Guderian. Trop polarisée sur les grandes menaces (nucléaires, biologiques et chimiques), sur les *hackers* informatiques et sur l'espionnage industriel, elle semble avoir négligé le terrorisme artisanal, celui des camionnettes piégées (le World Trade Center, déjà, en 1993) et des pirates armés de *cutters*. Elle découvre sa relative impuissance devant les bombes humaines.

Une autre faiblesse du renseignement américain est d'avoir trop misé sur la technologie (satellites, drones, système d'écoute Échelon, etc.) pour se dispenser d'aller sur le terrain, infiltrer les groupes hostiles et retourner des agents ennemis, selon les bonnes vieilles recettes de l'espionnage traditionnel. On savait que les satellites et ordinateurs ne pouvaient pas saisir les conciliabules entre conspirateurs ni le « téléphone arabe », ni traiter les milliards de mots interceptés quotidiennement par le réseau Échelon. On savait que toute la puissance informatique des États-Unis ne suffirait pas à décrypter le flot de messages codés, certains utilisant des procédés bien plus subtils ou puissants que ce qu'autorise la loi, la

2. CIA : Central Intelligence Agency ; NSA : National Security Agency ; FBI : Federal Bureau of Investigation.

3. Voir BONNAURE Pierre. « Le retour de la guerre des étoiles ». *Futuribles*, n° 258, novembre 2000, pp. 67-73 (NDLR).

manipulation d'images par exemple. On se doutait bien que les services américains ne disposaient pas d'un nombre suffisant de spécialistes entraînés et perspicaces pour couvrir 180 pays ou langues. Il n'y aurait eu, dit-on, pour traiter l'information, que deux agents maîtrisant les dialectes utilisés par les terroristes soupçonnés ! Faute de spécialistes, on voit aujourd'hui les agences de sécurité recruter à la hâte des interprètes, ce qui est mieux que rien.

Au lendemain de la tragédie, le président George W. Bush s'est adjoint un responsable de la coordination des douzaines d'agences qui interviennent dans la sécurité. Il a reçu du Congrès, en urgence, une importante rallonge budgétaire, dont une partie servira à remettre le renseignement américain à niveau. Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain. Il faut des années pour former des analystes, et plus de temps encore pour implanter des réseaux et infiltrer l'adversaire, la difficulté étant amplifiée par la fragmentation des groupuscules hostiles et le fossé culturel qui sépare l'Occident des mouvances terroristes présumées. Raison de plus pour conjuguer au plus vite les efforts des services secrets des pays qui entendent coopérer pour démanteler le terrorisme, notamment ceux qui sont les plus proches des noyaux actifs. Sans même rêver d'éradiquer complètement un phénomène, qui est le résultat de 30 ans de prosélytisme, d'endoctrinement, d'alliances contre nature et de haines accumulés.

ANTIMISSILES ET KAMIKAZES

Le spectacle, diffusé en boucle jusqu'à la nausée, d'avions de ligne plongeant à 500 km/h dans des tours bondées d'employés innocents remet à l'ordre du jour la question de la défense aérienne en temps de paix. Aucun système n'étant jamais totalement étanche, il faudra aussi s'interroger sur l'opportunité de continuer à construire des immeubles de grande hauteur qui, par la concentration excessive de ressources humaines, techniques et informationnelles, rendent les sociétés développées particulièrement vulnérables. Aux 6000 vies perdues dans le World Trade Center et aux 7000 blessés, il faut ajouter la perte de dizaines, voire de centaines de milliers d'années de formation et d'expérience, de 400 000 m² de bureaux, de centaines de millions de données informatiques (en partie sauvegardées en d'autres lieux, toutefois) et la mise en sommeil de centaines d'entreprises, dont certaines, décapitées, ne se relèveront pas. Et nous ne parlons ici que de ce qui a disparu avec les tours jumelles, non des effets de dominos considérables sur l'économie et la société qu'aura cette tragédie.

Les États-Unis ont longtemps redouté que les terroristes n'introduisent sur leur territoire une bombe atomique volée ou bricolée dans quelque laboratoire secret du Moyen-Orient. Après la guerre du Golfe, l'inquiétude s'est déplacée vers les missiles à courte et moyenne portée, genre Scud, équipés de têtes classiques, voire chimiques ou bactériologiques. Incapables d'atteindre l'Amérique à moins d'être tirées d'un improbable navire (Cuba étant hors-jeu), elles peuvent cependant frapper des intérêts américains délocalisés (bases militaires, stations d'écoute, ambassades, entreprises), ainsi que des pays amis. La parade envisagée, la National Missile Defence (NMD, bientôt rebaptisée MD en oubliant le caractère national fort mal perçu par les alliés), se distingue du projet de défense antimissile, contre les missiles balistiques à longue portée, lancé par Ronald Reagan sous le signe IDS (Initiative de défense spatiale) et popularisé sous le sobriquet de « guerre des étoiles ». L'IDS reposait sur la détection précoce de la mise à feu de missiles intercontinentaux (ICBM)

lancés à partir de bases en principe bien connues, et leur destruction en phase de décollage par des lasers de puissance, ou leur interception ultérieure par des missiles collisionneurs (Brilliant Pebbles, par exemple). Le système MD doit au contraire prendre en charge une menace caractérisée par la mobilité et la furtivité (les Scuds sont lancés à partir de camions), et par un faible temps de vol qui réduit d'autant le délai laissé à la défense pour la détection et l'analyse de la menace, la décision de tir, le lancement de l'intercepteur et son guidage vers la cible. Un tel système doit reposer sur un réseau très étendu de détecteurs et de lanceurs, dont le déploiement suppose la coopération avec de nombreux pays, à moins de se contenter de moyens embarqués sur des navires américains et donc d'une couverture réduite.

Si la mise en place d'un système de type IDS est bannie par le traité ABM (Antiballistic Missiles), les États-Unis voudraient convaincre alliés et adversaires que le système MD n'enfreint pas ce traité, analyse que ne partagent ni la Russie ni la Chine et qui laisse perplexes certains membres européens de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Les essais réalisés à ce jour ont connu un nombre important d'échecs, ce qui donne à penser que le développement d'un dispositif opérationnel et suffisamment étanche demandera de longs et très coûteux développements et une mise à jour permanente. Inévitablement se posent alors des questions épineuses : quels territoires, quelles nations bénéficieraient de cette protection ? Comment serait partagée la facture du développement, du déploiement et de l'entretien du système ? Comment serait partagée la tutelle et la responsabilité du dispositif ? Qui serait responsable de ses défaillances et des conséquences de celles-ci ?

Si le système MD avait été disponible, eût-il pu éviter la destruction du World Trade Center et, en partie, du Pentagone ? Probablement pas... Les armes MD ne sont pas destinées à intercepter des avions, il y a d'autres missiles pour cela. De toute façon,

l'efficacité globale d'un système de protection dépend moins de la nature des intercepteurs que des circonstances de l'agression. Pour défendre une ville contre une attaque menée par des avions-suicides ou des appareils sans pilotes, c'est le temps court et l'information qui mènent le jeu. Il faut une intégration totale en temps réel du contrôle civil du trafic aérien et des ordinateurs de la défense, pour décider, en quelques minutes, si la trajectoire anormale d'un aéronef traduit des difficultés à bord ou des intentions hostiles. Des avions de chasse sont envoyés à la rencontre de l'objet suspect, dans les deux minutes qui suivent l'alerte, aux fins de vérification, en attendant l'ordre éventuel d'intervenir. C'est peut-être déjà trop tard. L'ordre de détruire un avion de ligne avec ses occupants est d'une telle gravité que l'on tend à renvoyer la décision aux plus hauts niveaux de l'État, voire au président lui-même. Encore faut-il pouvoir le joindre en temps utile et lui donner en quelques secondes une vue suffisamment éloquent de la menace pour qu'il prenne une lourde décision en son âme et conscience, sans perdre une autre minute. La destruction de l'appareil doit se faire, autant que possible, dans une zone à faible densité de population et loin de toute installation stratégique, notamment des centrales nucléaires, ce qui suppose que les ordinateurs de commandement disposent aussi de toutes ces informations et des logiciels appropriés pour les intégrer dans les calculs d'optimisation de la frappe. Dans bien des cas de figure, le nombre de variables à prendre en compte pourrait être tel que le problème s'avèrerait tout simplement insoluble dans le temps disponible.

Remplacer des chasseurs supersoniques par des missiles d'interception peut faire gagner quelques minutes, mais ne change rien à la question dramatique et centrale, qui est de s'assurer du caractère hostile de la manœuvre et de l'opportunité de détruire un avion commercial et ses nombreux occupants pour épargner un nombre bien plus grand de vies au lieu d'impact supposé. Un rayon d'exclusion totale de survol d'une

grande agglomération ou d'une installation stratégique ne simplifierait le problème que si ce rayon était d'au moins 100 km, ce qui ne représente que 12 minutes de vol à 500 km/h. Or, une zone d'exclusion aussi étendue restreindrait considérablement l'espace aérien disponible, déjà saturé dans les zones sensibles, et serait entachée de multiples dérogations (hélicoptères de la police et des hôpitaux, etc.) réduisant son utilité. Elle impliquerait de déplacer presque tous les grands aéroports existants et pénaliserait le transport aérien par des temps de transit entre ville et aéroport considérablement accrus. Le train à grande vitesse deviendrait alors une alternative plus intéressante, mais il est lui aussi, très vulnérable. Équiper chaque aéronef d'une charge d'autodestruction télécommandée depuis le sol ne dispenserait pas de l'interception classique, au cas où le dispositif aurait été saboté par des complices infiltrés dans les équipes d'entretien. Cette solution laisserait intacte la question de la vérification du caractère hostile des manœuvres avant de sacrifier les passagers, et constituerait un facteur psychologique extrêmement négatif pour les candidats au voyage. Sanctuariser le cockpit et désengager à distance les commandes manuelles de vol pour permettre à un automate d'inverser la trajectoire et de conduire l'avion vers une base militaire, quoi qu'il se passe dans la cabine, serait l'une des idées envisageables si elle n'était obérée par les coûts et délais de modification et de recertification des avions, la mise en place des

contrôles au sol, l'inquiétude des candidats au voyage. Bien d'autres solutions sont envisageables, mais à un coût économique et social considérable.

Faute d'une solution miracle, une déconcentration progressive des activités et des populations semblerait indiquée sur la longue période, mais elle accroîtrait les problèmes de mobilité et donc la pollution atmosphérique et l'effet de serre. Installer les villes à la campagne, comme le proposait Alphonse Allais, accroîtrait la pression sur les terres agricoles qui commencent à se raréfier sous la pression du béton. Dans le secteur énergétique, la crainte du terrorisme pousse aussi bien vers la concentration des installations nucléaires sur un nombre réduit de sites gardés militairement, que vers leur déconcentration, pour diluer les cibles et rendre supportable la perte de l'un des nœuds du réseau électrique si un réacteur venait à être touché.

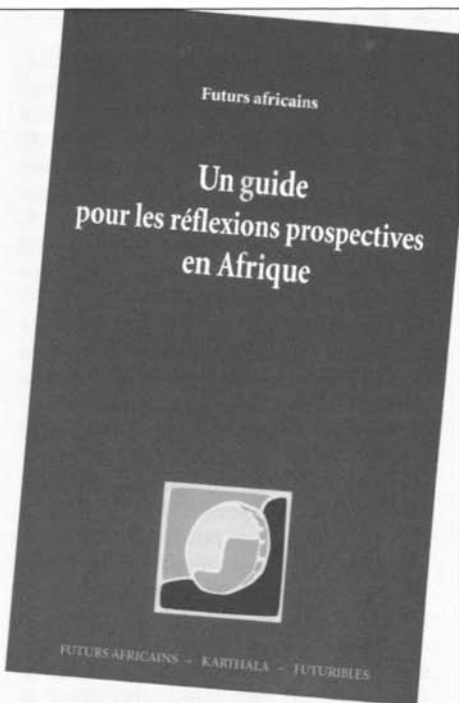
Une autre façon de réduire le risque consiste évidemment à abaisser le niveau de la menace. Les États-Unis s'y emploient et appellent à une large coopération internationale. Celle-ci aura un prix que l'on commence à peine à deviner, car chaque gouvernement a ses propres arrière-pensées et les concessions d'aujourd'hui peuvent avoir un coût élevé demain. Le spectre des thèmes à explorer apparaissant immense, stratèges et prospectivistes n'ont pas de souci à se faire : ils ont du pain sur la planche pour longtemps !

P.B.

S'appuyant sur l'expérience acquise dans les études déjà réalisées avec l'appui du projet *Futurs africains* du Programme des Nations unies pour le développement, ce guide s'adresse aux équipes qui auront à concevoir et mettre en œuvre des études nationales sur le long terme.

C'est pour ces acteurs économiques et politiques que ce guide a été conçu. En se penchant sur les méthodes d'exploration du long terme utilisées dans le monde, en essayant de sélectionner celles qui paraissent le mieux adaptées à l'Afrique actuelle, *Futurs africains* entend mettre à leur disposition le fruit de ses réflexions.

Bien que publié sous la signature de *Futurs africains* qui en assure ainsi l'entière responsabilité, l'ouvrage a été rédigé pour l'essentiel par Jacques Giri, un prospectiviste à qui l'on doit, entre autres travaux, une remarquable réflexion prospective sur les pays du Sahel.



Un guide pour les réflexions prospectives en Afrique *Futurs africains*

129 pages, 80 F / 12,20 €
éd. Futurs africains, Karthala, Futuribles

Bon de commande

À retourner à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France
Tél 33 (0)1 53 63 37 71 • Fax 33 (0)1 42 22 65 54 • revue@futuribles.com •

Je commande _____ exemplaire(s) de
Un guide pour les réflexions prospectives en Afrique au prix de 80 F / 12,20 € l'exemplaire (le port est compris dans le prix).

Je règle _____ par
 chèque à l'ordre de Futuribles.
 Carte Visa American Express
N° _____ exp. _____

Nom _____
Titre _____
Organisation _____
Adresse _____
Tél _____
Date _____ Signature _____

Le début d'une ère post-westphalienne ?

KIMON VALASKAKIS ¹

Le terrorisme, dont les protagonistes sont de diverses origines et mus par des motifs différents, a toujours existé et existera toujours. Mais l'instauration d'un monde sans frontières s'est accompagnée, jusqu'à présent, d'un phénomène de dumping à l'échelle planétaire, donc de l'apparition d'un monde sans règles, d'un laxisme général propice à l'essor de tous les facteurs de destruction.

Quelle parade peut-on opposer, s'interroge Kimon Valaskakis, aux graves dangers qui résultent ainsi du développement d'acteurs qui en profitent sans vergogne ? Le système westphalien qui est fondé sur le principe de la souveraineté des États sur un territoire limité est inefficace face à des défis qui sont désormais planétaires (le terrorisme, la finance internationale, le réchauffement climatique...) et aux agissements d'organisations transnationales qui ignorent les frontières.

Il faut donc, recommande l'auteur, non seulement « penser globalement », mais nous doter des moyens d'agir globalement, donc réfléchir de toute urgence aux instances et aux procédures nouvelles qui permettront d'assurer une gouvernance plus efficace de la planète, éviteront ainsi les dérapages liés à une mondialisation aujourd'hui sans règles ni lois.

H.J.

La mondialisation n'a pas créé le terrorisme qui a toujours existé sous une forme ou une autre. On ne peut non plus accuser uniquement les extrémistes islamistes dès lors que, depuis le 11 septembre, d'autres attentats ont été commis,

1. Ancien ambassadeur du Canada à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) de 1995 à 1999 ; actuellement président du club d'Athènes, une initiative internationale préconisant de nouvelles formes de gouvernance mondiale. La rédaction de cet article a été achevée le 12 octobre 2001.

impliquant des nationalistes irlandais, des séparatistes basques ou encore le cartel de la drogue de Colombie. Mais nous devons quand même reconnaître que la mondialisation sauvage et non maîtrisée a rendu ces activités beaucoup plus faciles. En créant le fameux « monde sans frontières » préconisé par les libre-échangistes, nous avons également engendré un monde sans règles.

Comme nous l'avons déjà noté dans un précédent article de *Futuribles*², la régulation planétaire est en train de s'effondrer. Depuis le 11 septembre 2001, le monde fait face, avant tout, à un défi de gouvernance. Sans sous-estimer les racines sociales, idéologiques, ni même les doléances souvent légitimes qui sous-tendent la violence, c'est l'environnement permissif à outrance de la mondialisation économique qui est à l'origine des excès terroristes que nous subissons aujourd'hui.

La mondialisation économique contemporaine est surtout marquée par la mobilité transnationale de ce que les économistes appellent les facteurs de production. Ces facteurs, qui comprennent les entreprises multinationales, le capital financier, la main-d'œuvre et la technologie, se promènent à travers le monde à la recherche du rendement maximal. Les presque 200 gouvernements nationaux de la planète, loin d'essayer de contrôler ces mouvements, se livrent au contraire une concurrence effrénée pour attirer les facteurs de production, par des paradis fiscaux, des garanties de secret bancaire, des allègements de charges sociales, etc. Il en résulte un nivellement par le bas, où c'est la régulation minimale qui attire les facteurs de production les plus performants. La permissivité et le laxisme deviennent donc les éléments d'harmonisation des politiques de l'État, qui s'efface devant le marché libre.

Un sous-produit de ce monde ultralibéral a été de promouvoir, sans le vouloir, l'essor de ce que nous pouvons appeler les facteurs de destruction. Les facteurs de production créent la richesse alors que les facteurs de destruction ont l'ambition contraire. On peut distinguer trois « cousins » dans ce triste club destructeur : le crime organisé, les guérillas politiques et les terroristes. Le premier est mu par les profits ; le deuxième par des ambitions révolutionnaires de changement de régime ; le troisième se concentre sur la destruction pure, ses acteurs appartenant, pour des raisons religieuses ou autres, à des mouvances nihilistes et suicidaires car, contrairement aux deux autres, ils n'ont typiquement aucune vision de ce que pourrait être l'après-révolution. Néanmoins, ces trois cousins entreprennent souvent des actions similaires (enlèvements, *hold-up*, blanchiment d'argent pour alimenter leurs caisses) et nagent dans la mondialisation sauvage comme des poissons dans l'eau, se dissimulant avec beaucoup de succès dans l'économie légitime.

Quelles parades opposer à ces graves dangers pour l'humanité ? Une approche qui consisterait seulement à s'attaquer aux causes des malaises et des doléances sous-tendant la violence est certes nécessaire, mais tout à fait insuffisante. Par exemple, même si la paix régnait au Moyen-Orient entre Israël et la Palestine, rien ne garantirait que les autres peuples qui se considèrent, à tort ou à raison, opprimés (Kurdes, Basques, Corses, etc.) n'utilisent pas l'arme terroriste pour attirer l'attention du monde sur leur situation. Le terrorisme est devenu aujourd'hui ce que la guerre était pour Clausewitz : une extension de la politique étrangère par

2. VALASKAKIS Kimon. « Westphalie II : Pour un nouvel ordre mondial », *Futuribles*, n° 265, juin 2001, pp. 5-27.

d'autres moyens. Par conséquent, tout en recherchant la justice mondiale, il faut que celle-ci s'accompagne de nouveaux modes de gouvernance qui neutralisent et empêchent l'utilisation de l'arme terroriste à des fins politiques.

L'effondrement du système westphalien ³

Pour ce faire, il faudra revoir en profondeur l'ordre mondial contemporain qui est sur le point de s'effondrer. Le club d'Athènes s'est donné pour mission d'explorer les alternatives au système actuel dit « westphalien ». Né du traité de Westphalie en 1648, il est basé sur la primauté de la souveraineté des États — c'est-à-dire leur pouvoir absolu de faire ce qu'ils veulent à l'intérieur de leurs frontières —, un pouvoir garanti par le principe de non-ingérence. Le système westphalien a donné un semblant d'ordre au monde pendant quelques siècles, bien qu'il n'ait pu empêcher la tenue de deux guerres mondiales au XX^e siècle. Deux faiblesses structurelles risquent aujourd'hui d'accélérer son effondrement.

Premièrement, les gouvernements des 200 États souverains du monde exercent leur pouvoir sur des parcelles de territoire géographique, alors que les grands défis sont aujourd'hui non territoriaux. Le système westphalien n'admet pas l'extraterritorialité, sauf dans le contexte d'une guerre déclarée. L'écart entre les systèmes d'autorité basés sur la notion de territoire et les problèmes qu'ils doivent gérer le condamne donc à l'échec. Face au terrorisme, à la finance internationale, au réchauffement planétaire, à la gestion de l'Internet, la marge de manœuvre unilatérale des gouvernements est fortement réduite. Qui plus est, la concurrence entre pays qui se font la surenchère pour créer des sanctuaires à la fois économiques et politiques sape l'autorité des gouvernements élus. Ainsi, dans la liste des États parrainant par leurs actions le terrorisme, il faut inclure non seulement l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, mais aussi la Suisse, le Luxembourg, l'Allemagne, l'Angleterre, le Canada et les États-Unis qui, par leur ultralibéralisme, créent un environnement idéal pour les facteurs de destruction.

Le second talon d'Achille du système des souverainetés nationales tient à l'émergence des acteurs non étatiques qui deviennent maintenant les vedettes de l'ordre mondial, au détriment des gouvernements qui passent à l'arrière-plan. Dans l'article de juin 2001 (*op. cit.*), nous avons relevé que parmi les 100 entités les plus puissantes du monde en termes de capacité de dépense, on compte 49 États et 51 entreprises, General Motors figurant à la 23^e place dans cette liste. Il en ressort aussi que la fusion des cinq plus grandes entreprises multinationales créerait un *holding* digne d'inclusion dans le G7 ! Cette liste n'inclut évidemment pas les sociétés secrètes et les mafias dont les avoirs sont inconnus. Les acteurs privés, compagnies, organisations non gouvernementales bénévoles ou criminelles, et terroristes exercent aujourd'hui beaucoup plus d'influence que la plupart des gouvernements légitimes.

La conjugaison de ces deux faiblesses — la banalisation de la souveraineté territoriale et l'essor des acteurs non étatiques — est en train de sonner le glas du système westphalien. Il ne suffit plus de penser globalement et agir localement. Nous devons aussi penser globalement et agir globalement. Par conséquent, il faut œuvrer non pas contre la mondialisation (tâche impossible), mais pour une

3. Intertitre de la rédaction (NDLR).

mondialisation plus civilisée et humanisée. Le club d'Athènes utilise la métaphore de « Westphalie II », un traité fondateur d'un monde nouveau qui conserverait le principe de souveraineté tout en repensant ses modalités et applications à l'heure de la mondialisation. Il fait appel aussi à l'idéal de la République de Platon et de l'Athènes du V^e siècle avant Jésus-Christ, pour signifier qu'il est temps de commencer à concevoir l'Athènes-monde ou l'organisation de la *polis* planétaire qui devra être démocratique et légitime.

Si les 200 gouvernements de la Terre ne s'attaquent pas aux questions de gouvernance mondiale dans un avenir proche, une série de crises graves sont à craindre dans plusieurs secteurs. Hier, c'était la révolte contre le libre-échange. Aujourd'hui, c'est le terrorisme. Demain, ce pourrait être les épidémies, le changement climatique, la pénurie d'eau ou la dérive de la biogénétique. Il est temps de recouvrer un certain contrôle de la planète Terre. La « fenêtre d'opportunité » qui s'offre à nous se mesure en années et non en décennies. Il faut donc engager le processus de réforme dès aujourd'hui.

CALENDRIER DE RENCONTRES PROSPECTIVES

7 novembre 2001, Paris (France)

"Management stratégique et prise de risques", 15^e colloque AFPLANE, en collaboration avec Ernst & Young. *Contact* : AFPLANE, 9-11 av. Franklin Roosevelt, 75008 Paris, France. Tél. : 33 (0)1 42 25 87 74. Fax : 33 (0)1 45 62 12 61.
E-mail : afplane@wanadoo.fr. Site Internet : www.afplane.org.

8-9 novembre 2001, Liège (Belgique)

"Production d'électricité et développement durable", congrès international sur la production d'énergie électrique, organisé par l'IEPF (Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie). *Contact* : IEPF, 56, rue Saint-Pierre, 3^e étage, Québec, Québec G1K 4A1, Canada. Site Internet : www.iepf.org.

19-20 novembre 2001, Londres (Royaume-Uni)

"Negotiating, Drafting and Understanding International Research and Development Agreements". *Contact* : Melanie Crocker, Hawksmere, 12-18 Grosvenor Gardens, London SW1W 0DH, Royaume-Uni. Tél. : 44 (0)20 7881 1886. Fax : 44 (0)20 7730 4672.
E-mail : melanie@hawksmere.com. Site Internet : www.hawksmere.com.

22-23 novembre 2001, Montpellier (France)

"Télécom, média, Internet : le temps des hauts débits ?", journées internationales de l'IDATE (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe).
Contact : Sophie Monjo, IDATE. Tél. : 33 (0)4 67 14 44 56. Fax : 33 (0)4 67 14 44 00.
E-mail : s.monjo@idate.fr.

22-23 janvier 2002, Paris (France)

"Vers un monde sensible. Les défis humains", colloque Futuract.
Contact : Zohra Moukhliiss. Tél. : 33 (0)1 53 24 33 35. E-mail : z.moukhliiss@icad.fr.
Site Internet : www.futuract.com.

Dix questions clés pour demain

La guerre, les coûts et les issues

MICHAEL MARIEN ¹

Les événements du 11 septembre 2001 constituent une rupture majeure ; ils marquent le début d'une ère nouvelle, peut-être celui d'une troisième guerre mondiale. Ainsi est introduit le texte de Michael Marien, l'homme peut-être le mieux informé des travaux de prospective menés aux États-Unis depuis 30 ans et qui, aussitôt après l'agression du 11 septembre, a invité une trentaine de prospectivistes à réagir aux événements et à décrire les conséquences qui pourraient selon eux en résulter.

En s'appuyant sur la douzaine de réponses reçues et, plus largement, sur une trentaine de textes — disponibles sur le site Internet de la World Future Society (www.wfs.org) —, l'auteur rappelle d'abord que de nombreux prospectivistes nous avaient déjà mis en garde contre une action terroriste majeure même si, bien entendu, celle-ci, et les formes particulières qu'elle a pu prendre, n'avait pas été précisément prévue.

Plutôt que nous décrire des scénarios, Michael Marien résume ici les réflexions que suscitent trois types de questions, celles afférentes à la guerre, aux coûts et aux issues qui peuvent en résulter.

Sur la guerre elle-même, l'auteur souligne d'abord le risque qu'il y ait de nouvelles attaques, éventuellement de plus grande ampleur, de nature nucléaire, biologique ou chimique. Rappelant ensuite que l'offensive déclai-

1. Michael Marien est fondateur et directeur de *Future Survey (FS)*, publication mensuelle de la World Future Society. Il a récemment rédigé un guide de la mondialisation : *Globalization Guide: A Short Review of Recent Literature on Perspectives, Problems and Policies Selected from Future Survey*. Washington : World Future Society (WFS), et Emeryville (Californie) : Global Business Network, 2001, 24 p. Ce guide réunit une cinquantaine d'abstracts de FS publiés ces trois dernières années, et vise à aider à comprendre l'attaque terroriste du 11 septembre et la nécessité de mettre en œuvre des réformes politiques globales à long terme. Michael Marien a également dirigé une trentaine d'essais de prospectivistes et autres experts mondiaux suite à l'attaque du 11 septembre, textes que l'on retrouve sur le site Internet du WFS. Plusieurs de ces textes seront publiés dans le numéro de FS d'octobre 2001. La rédaction de cet article a été achevée le 7 octobre 2001. Il a été traduit de l'anglais par Chantal Bartholin (Futuribles).

rée contre le terrorisme durera fort longtemps, il s'interroge sur la possibilité d'une issue positive et s'inquiète à cet égard de la solidité des alliances nouées par les Américains dans les pays occidentaux où le soutien populaire pourrait s'affaiblir, a fortiori dans les pays musulmans, notamment au Pakistan et en Arabie Saoudite.

Sur les coûts de l'opération, la première question est évidemment de savoir si, comme à l'issue de la guerre du Golfe, s'instaure une nouvelle ère de prospérité ou si, au contraire, le conflit aggrave la récession. Mais au-delà de cette question économique, Michael Marien souligne que le renforcement des mesures de sécurité se fera sans doute au détriment des libertés individuelles et s'interroge sur l'avenir à long terme de celles-ci. Il évoque les sacrifices auxquels pourraient être contraints les Américains, et surtout le monde musulman, en particulier les Afghans déjà fort éprouvés. Enfin, Michael Marien craint que ce conflit relègue au second plan bon nombre de questions majeures telles que le réchauffement planétaire et l'instauration de politiques de développement durable.

Quant aux issues, l'auteur met l'accent sur deux points essentiels : le défi considérable que constitue la lutte contre l'argent d'origine illégale et criminelle qui représenterait plusieurs milliers de milliards de dollars US, et la nécessité donc d'une sérieuse réorganisation du système bancaire international qui se trouverait, par là même, assaini. Ensuite, le fait que, sous réserve que l'on s'attaque réellement aux racines diverses du terrorisme, les événements pourraient marquer le début d'une nouvelle ère — les Américains faisant l'apprentissage du multilatéralisme — qui serait marquée par l'avènement d'un monde plus équitable et solidaire, par un respect plus universel des droits de l'homme et de la démocratie...

H.J.

Le 11 septembre 2001 est un tournant important pour l'avenir. C'est à la fois la fin de la brève période de l'après-guerre froide, le début d'un nouvel âge du terrorisme et, peut-être, le début d'une troisième guerre mondiale. En tout cas, nous sommes confrontés à une nouvelle forme de guerre, différente de ce que l'on a connu jusqu'alors. Les terribles attaques du World Trade Center et du Pentagone changeront de nombreuses vies, organisations, industries et nations, et ceci quelles qu'en soient les conséquences. Ce 11 septembre changera peut-être beaucoup de choses pour beaucoup d'entre nous, ou alors seulement certaines choses pour certains d'entre nous. Il est encore trop tôt pour le dire.

Le scénario central d'une action terroriste majeure contre laquelle de nombreux prospectivistes et analystes de la défense nous ont mis en garde s'est réalisé, mais pas comme prévu. Le choc du 11 septembre n'a peut-être pas été aussi

dramatique qu'une bombe nucléaire ou une épidémie de varicelle — deux scénarios de grandes catastrophes prévisibles et susceptibles de se produire —, mais il a été suffisamment important pour mobiliser l'attention de tous. Et il peut très bien continuer d'en être ainsi pendant encore un certain temps.

Les journaux et les magazines sont largement remplis d'articles analytiques et d'essais sur différents aspects de l'attaque terroriste. Mais, malgré les millions de mots imprimés sur la tragédie du 11 septembre, aucune tentative, semble-t-il, n'a été faite pour fournir un cadre simple regroupant les principales questions auxquelles nous sommes confrontés. C'est ce que je tente de faire ci-après.

Le plupart des questions ci-dessous, notamment les cinq premières, sont assez évidentes, mais il est utile de les prendre en considération dans leur ensemble et en même temps. Il est, en effet, important de se poser plusieurs questions avant de construire des scénarios qui, trop souvent, restreignent le champ de pensée vers un seul axe possible. Les questions clés changeront certainement au cours du temps, alors que de nouvelles interrogations s'ajouteront et que les plus anciennes n'auront que des réponses provisoires. Peut-être, les ensembles de questions changeront-ils aussi.

Trois grandes catégories sont utilisées ici, qui concernent la guerre, les coûts et les issues positives.

La guerre

1) *De prochaines attaques terroristes ?*

La question principale aujourd'hui est, sans doute, de savoir s'il y aura de nouvelles attaques terroristes de la même envergure que celles du 11 septembre, sur les États-Unis ou ailleurs dans le monde. Le cas échéant, seront-elles substantiellement pires que celles que nous venons de vivre ? Nous sommes préparés à l'éventualité d'attaques nucléaires, biologiques ou chimiques. Sont-elles probables ? Possibles ? Faut-il envisager un acte de cyberterrorisme qui détruirait Internet ? Il est difficile de prédire le taux de probabilité de tels événements. En tout cas, alors que les États-Unis et leurs alliés mettent en œuvre leur riposte militaire à la date du 7 octobre (date de rédaction de ce texte), la nation américaine est en état d'alerte face à d'autres attaques.

2) *Une guerre, pendant combien de temps ?*

Les *leaders* américains nous invitent à croire que la guerre contre le terrorisme durera des années ou des décennies. Actuellement, un conflit décisif et court comme celui de la guerre du Golfe de 1991 semble peu probable. Mais, une guerre durable contre quelque chose d'aussi diffus et complexe que le terrorisme sera-t-elle un jour décisive ? Cette guerre sera-t-elle comme la guerre du Viêt-nam, la lutte contre les drogues ou la lutte contre le cancer ? Le choix des métaphores, y compris celle de « guerre », peut être significatif.

3) *Quelle issue à la guerre ?*

Les Américains s'imaginent, eux et leurs alliés, triomphants, mais la victoire d'un « Goliath *high-tech* » ne s'est pas produite, ni au Viêt-nam, ni pour les Russes en Afghanistan. Il est tout à fait envisageable qu'Oussama ben Laden et ses lieutenants soient tués ou fait prisonniers, ce qui serait une victoire ; mais la guerre

a été déclarée au terrorisme en général. Or, une fois Oussama ben Laden tombé, l'enthousiasme collectif pour un conflit de longue durée ne risque-t-il pas de faiblir ? À l'image des guerres au Royaume-Uni contre l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et des conflits israéliens avec les Palestiniens et les autres voisins arabes, la guerre pourrait se poursuivre pendant plusieurs décennies sans dénouement clair.

4) *La coalition des alliés résistera-t-elle ?*

Les Américains ont patiemment et sagement réuni une coalition antiterroriste aussi large que possible, incluant de nombreux gouvernements arabes modérés. Mais, alors qu'une guerre meurtrière a commencé, avec très probablement des civils arabes parmi les morts, les extrémistes ne vont-ils pas rassembler davantage de soutiens et, si oui, où ? Cette question est tout particulièrement vive au Pakistan et en Arabie Saoudite, où il y a de nombreux serviteurs dévoués d'Oussama ben Laden. Si le gouvernement pakistanais attaque les extrémistes, les tensions nucléaires vont s'intensifier. Si le gouvernement saoudien tombe, l'approvisionnement mondial en pétrole pourrait être considérablement réduit. Si la guerre résulte d'un *clash* entre, d'une part, les États-Unis et leurs alliés occidentaux, et, d'autre part, le monde islamique, on pourrait très bien connaître une guerre mondiale catastrophique — ce que souhaite sans doute Oussama ben Laden.

Les coûts

5) *L'économie va-t-elle prospérer ou plonger ?*

L'économie mondiale, dans son ensemble, était déjà fragilisée quand les terroristes ont agi le 11 septembre. Dans une guerre classique, les dépenses publiques stimuleraient l'économie. Mais, dans le cas présent, il peut en être autrement si l'ensemble de la population est traumatisée par de nouvelles actions terroristes, notamment celles qui impliqueraient des armes de destruction massive. Tout un éventail de scénarios économiques est possible, d'une reprise du *boom* économique des années 1990 intervenant après plusieurs mois d'une guerre angoissante mais couronnée de succès, à une économie incertaine mêlant pertes et profits, qui prolongerait la récession et pourrait même aller jusqu'à une dépression mondiale catastrophique.

6) *Y aura-t-il des entraves aux libertés individuelles ?*

Apparemment, toutes les institutions importantes sont en train de renforcer leurs mesures de sécurité, et les Américains en réclament davantage et d'une plus grande efficacité (soit la mise en place d'une politique américaine du renseignement allant au-delà du budget annuel de plus 30 milliards de dollars US qui s'est révélé peu efficace). Clairement, des améliorations en matière de sécurité sont nécessaires, mais beaucoup se feront aux dépens des libertés individuelles. Une fois la peur du terrorisme atténuée, pourra-t-on desserrer les mesures de sécurité ? Ou bien vivra-t-on pour toujours dans une atmosphère d'emprisonnement, avec des serrures, des grilles, de la surveillance de toutes parts, des contrôles infaillobles d'identité et autres restrictions — autant de mesures prises au nom d'une « opération de liberté durable » ?

7) *Y aura-t-il des privations importantes et des sacrifices ?*

Actuellement, il semble que la majorité des Américains ne paieront pas un prix individuel exorbitant pour cette guerre — ils peuvent avoir à la fois « les armes et

le beurre ». Mais cette situation peut encore changer pour une génération qui n'a jamais été confrontée à de sérieux besoins. Par ailleurs, et dès à présent, de nombreux Afghans (sur une population de 27 millions d'habitants) vont être obligés de migrer ou risquent de mourir de faim, malgré les efforts des États-Unis pour acheminer de la nourriture et remédier à la situation actuelle (avant le 7 octobre, trois à quatre millions d'Afghans dépendaient de l'aide du Programme pour la faim dans le monde). Si la guerre s'étend à d'autres pays, notamment au Pakistan (145 millions d'habitants) et à l'Irak (24 millions d'habitants), ce seront des millions d'innocents de plus qui souffriront.

8) L'environnement mondial pâtira-t-il de la guerre ?

La guerre contre le terrorisme risque fort de se traduire, au moins dans un futur proche, par une diminution des efforts visant à réduire le réchauffement planétaire et à contribuer à un développement durable pour les sociétés. Depuis le 11 septembre, l'analyse de près de 100 articles sur l'attaque terroriste et ses conséquences, rédigés par des prospectivistes et non-prospectivistes, montre qu'un ou deux articles, au mieux, ont mentionné l'impact de la guerre sur l'environnement et la nature, et quand c'est le cas, ils le font d'une manière très superficielle. Si la guerre se durcit, devient beaucoup plus destructrice et se prolonge sur plusieurs décennies, il se peut qu'il faille faire face à davantage de changements climatiques induits par l'homme, qui pourraient alors se révéler beaucoup plus dévastateurs qu'une attaque du World Trade Center et du Pentagone. On pourrait, dans ce cas, esquisser un scénario plausible, « le pire des scénarios », qui serait le début de la fin pour beaucoup — si ce n'est pour toutes les espèces, y compris l'espèce humaine —, et ceci tout au long du XXI^e siècle.

Issues positives

9) Jusqu'où peuvent aller des mesures contre le blanchiment d'argent ?

Une des premières actions entreprises par l'administration Bush a été de geler les actifs des organisations terroristes suspectes et de soulever la question du financement du terrorisme au travers de pratiques largement répandues de blanchiment d'argent. Il s'agit là, déjà, d'une étape importante qui va dans le bon sens. Raymond W. Baker, de la Brookings Institution, évaluait en 1999 les revenus du crime international entre 500 milliards et 1000 milliards de dollars US, de même qu'il estimait à des centaines de milliards de dollars US les fuites illégales de capitaux déposés dans des banques privées chaque année : « L'argent du crime se chiffre probablement aujourd'hui à plusieurs milliers de milliards de dollars [US] en actifs convertis en devises fortes, et, pour les capitaux provenant de l'évasion fiscale, à un montant sans doute comparable ². » Toute guerre mondiale sérieuse contre le terrorisme croisera nécessairement le chemin du crime mondial organisé. Et toute action pour lutter contre le blanchiment d'argent, la fuite des capitaux et les comptes bancaires illégaux *off-shore* devrait rapporter plusieurs milliards de dollars US aux trésors publics, des sommes qui sont autrement perdues. En fait, il est tout à fait concevable que survienne une sérieuse réorganisation du système bancaire international, qui réduirait de moitié le blanchiment d'argent

2. *The Washington Quarterly*, vol. 22, n° 4, automne 1999, pp. 29-46.

QUELQUES REGARDS PROSPECTIFS SUR L'APRÈS-11 SEPTEMBRE

Aussitôt après les attentats, Michael Marien, rédacteur en chef de Future Survey, a invité plusieurs prospectivistes de renom à s'exprimer sur l'avènement de ce qu'il nomme la nouvelle ère du terrorisme, succédant à l'ère de l'après-guerre froide, et à donner leur analyse sous forme de scénarios. « Si les prospectivistes ont quelque chose à apporter, écrivait-il dans son appel à contribution, c'est justement dans des temps confus comme ceux que nous vivons qu'ils doivent le faire. »

Parmi les nombreuses interventions qui lui ont été envoyées et qui ont été diffusées sur le site de la World Future Society, beaucoup portent plus sur les causes de l'événement que sur ses développements futurs. Néanmoins, quelques prospectivistes se sont risqués à anticiper les développements possibles de la situation actuelle.

• **Sohail Inayatullah**, par exemple, rédacteur en chef du Journal of Future Studies de Taiwan, imagine trois scénarios à moyen et long termes :

— *La forteresse OCDE/États-Unis*¹, avec un repli de ces pays sur eux-mêmes et un arrêt de l'immigration, ce qui donnerait à court terme une impression de sécurité au détriment de la démocratie. La réponse du monde islamique serait symétrique, avec un risque de radicalisation. Toute personne serait sommée de choisir son camp.

— *La guerre cow-boy*, évoquée par le vocabulaire utilisé par George W. Bush quand il a annoncé qu'il voulait Oussama ben Laden « mort ou vif ». Ce scénario conduirait à une escalade sans fin dans une guerre que les États-Unis peuvent gagner ou dans laquelle, comme au Viêt-nam, ils peuvent s'enliser, sans que soit remis en cause fondamentalement le système international. Les pays de l'OCDE en sortiraient plus forts, mais les individus plus inquiets, ceci renforçant encore les mouvements antimondialisation. À la réflexion, précise Sohail Inayatullah, ce scénario semble être le pré-

féré d'Oussama ben Laden : George Bush attaque, déstabilisant le monde arabe, avec la possibilité d'un accident nucléaire et de pousser au pouvoir les extrémistes dans les pays islamiques.

— Si le premier scénario est un retour dans le passé, le deuxième le futur immédiat, le troisième scénario proposé par Sohail Inayatullah décrit l'alternative par lui souhaitée : *la bifurcation Gaïa*, dont le contexte serait marqué par une mondialisation multiculturelle équitable et par une gouvernance mondiale.

• **Warren Wagar**, auteur de *A Short History of the Future*², distingue trois « futuribles » :

— Le premier est celui d'une guerre générale au Proche-Orient dans laquelle les États-Unis, avec l'aide de la Grande-Bretagne et de certains pays arabes, prennent le contrôle de l'Afghanistan et de l'Irak, mettent à leur tête de nouveaux gouvernements, et jugent ou tuent Saddam Hussein et Oussama ben Laden ainsi que leurs associés. Leurs chances de succès sont évaluées par l'auteur à 50/50.

— Le deuxième est une variante du premier laissant de côté l'Irak.

— Dans le troisième, les États-Unis et leurs alliés limitent leur action à des frappes chirurgicales en Afghanistan contre le réseau ben Laden, et à des opérations non militaires pour démanteler ce réseau.

Ce qui paraît le plus probable, selon Warren Wagar, est une combinaison du deuxième et du troisième scénario, mais vouloir éradiquer le terrorisme sans s'attaquer à ses causes profondes lui semble utopique : « Un système qui récompense régulièrement la minorité des riches et puissants aux dépens de la majorité des pauvres et faibles, compte tenu du large choix d'armes à la disposition de ces derniers, est un système qui ne peut durer. Son autodestruction est programmée et

1. OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

2. Chicago : University of Chicago Press, 1999 (3^e édition).

sa faillite définitive, si mon intuition est juste, sera le principal événement du XXI^e siècle. »

• Pour **Igor Bestuzhev-Lada**, président de la *Russian Futures Studies Academy*, la quatrième guerre mondiale a commencé (la troisième étant la guerre froide, de 1946 à 1989). Cette guerre oppose le Sud au Nord. Le premier acte a été joué dans les années 1980 et 1990, en Yougoslavie, Israël, Tchétchénie..., et le deuxième acte vient de s'ouvrir avec la tragédie du 11 septembre. Dans le troisième acte, des armes de destruction massive seront utilisées (nucléaires, chimiques, biologiques ou informatiques). Le moyen d'empêcher cela serait selon lui de créer un réseau antiterroriste international aussi puissant que celui d'Oussama ben Laden.

• **Bob Olson**, de l'*Institute for Alternative Futures*, explique comment, au cours des exercices de prospective menés par cet institut avec le département américain de la Défense, les participants avaient, depuis 1996,

identifié la menace terroriste comme la plus grande menace nationale. Deux scénarios avaient alors été identifiés, qui s'appliquent parfaitement aux événements récents : le scénario pessimiste (Dark Side [côté sombre]), avec un cercle vicieux conduisant au chaos, et un scénario de prise de conscience (Global Mind Change), où les Américains se poseraient les questions fondamentales : pourquoi tant de gens nous haïssent-ils ? Avons-nous créé des institutions économiques internationales avec des règles du jeu justes ? Consacrions-nous assez d'efforts à la découverte et à la promotion d'énergies renouvelables et de technologies propres permettant d'apporter au reste du monde un niveau de vie confortable, sans causer dégâts environnementaux ni changement climatique ? L'auteur espère que les Américains vont puiser dans la tragédie du 11 septembre la sagesse qui les préserve des dangers du premier scénario et les fasse se mobiliser pour atteindre le second.

Futuribles

et la fuite illégale des capitaux, pourrait servir au financement de la guerre sur le terrorisme et, par là même, à la reconstruction du développement humain.

10) Jusqu'où pourraient aller d'autres réformes mondiales ?

De nombreux commentateurs ont déjà insisté sur le fait que toute guerre sérieuse contre le terrorisme doit s'attaquer à ses racines. Réduire les écarts croissants de revenus entre les riches et les pauvres, aussi bien au sein des sociétés qu'entre elles, signifie mettre en œuvre une action de grande ampleur visant à mettre fin à la pauvreté et au désespoir, à appliquer les droits de l'homme à tous, à faire prévaloir la sécurité de l'homme et de la société civile, à améliorer l'éducation et les systèmes de santé, à lutter contre le crime mondial et la corruption, à développer la démocratie aux niveaux national et mondial, à garantir un approvisionnement en eau potable fiable et suffisant, à assainir le système des marchés, à stabiliser les systèmes monétaires, à reconsidérer les subventions publiques préjudiciables, à poursuivre un développement durable, à encourager les technologies bénéfiques à l'environnement, etc.

Personne ne s'est opposé à la mise en œuvre de telles réformes ; simplement, les nombreux arguments avancés en sa faveur sont tout bonnement ignorés. Cependant, le nouveau point de mire sur le terrorisme a déjà rapidement et radicalement changé la politique étrangère américaine, la faisant évoluer de l'unilatéralisme vers le multilatéralisme. Cette première démarche peut faciliter, au moins, quelques-unes des nombreuses réformes mondiales nécessaires. Ainsi,

l'accélération de la mondialisation et une réforme généralisée de l'ensemble des problèmes mondiaux pourraient parfaitement être l'issue la plus positive de l'attaque terroriste du 11 septembre. Les bénéfices globaux, à long terme, de cette accélération pourraient très bien surpasser les nombreux coûts de l'attaque terroriste et de la contre-attaque, qui avoisineront vraisemblablement les centaines de milliards, si ce n'est les milliers de milliards, de dollars US. Le projet de vastes réformes vers « un monde en marche pour tous » constitue ainsi un « futurible » qui mérite sérieusement d'être pris en considération et met en lumière les efforts qu'il nous paraît essentiel de fournir.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. 140 (2001), no. 1

Egalité et renforcement du pouvoir d'action pour un travail décent

B. HEPPLÉ

La réforme des régime de retraite dans les pays d'Europe centrale et orientale: enjeux et nouvelles tendances

E. FULTZ et M. RUCK

Licenciement économique, flexibilité des entreprises et sécurité des travailleurs: les enseignements d'une comparaison européenne

M.-L. MORIN et C. VICENS

Aides à la création d'emplois et allègement des cotisations sociales à la charge des employeurs: bilan de divers travaux d'évaluation empirique

I. MARX

Perspectives

Du genre, des femmes et de tout le reste (partie II)

Publications du BIT, Bureau international du Travail, 1211 Genève 22, Suisse, Fax: (41-22) 799.69.38; Tél.: 799.78.28; E-mail: pubvente@ilo.org

Livres

[Http://www.ilo.org/revue](http://www.ilo.org/revue)

Islam, islamisme et violence

GÉRARD DONNADIEU ¹

Ne confondons pas l'islam et l'ensemble de la population musulmane, qui ne demande qu'à vivre en paix, avec l'islamisme, a fortiori le terrorisme islamique, remarque tout d'abord Gérard Donnadiou qui toutefois — et tout en soulignant qu'aucune religion ne se trouve à l'abri de telles dérives — se propose d'analyser ce qui, dans le corpus religieux de l'islam, peut prêter à de telles violences.

Les conceptions que l'on peut se faire de l'islam sont très diverses, explique ensuite l'auteur qui va nous éclairer ici sur les conceptions très particulières des penseurs fondamentalistes : l'Égyptien Hasan al-Banna, fondateur des Frères musulmans et, surtout, le Pakistanais Maulana Abul Maudoudi, fondateur de la Jamat-i-islami, mouvement islamiste radical dont l'ouvrage Comprendre l'islam est très éclairant.

Gérard Donnadiou expose brièvement trois thèmes développés par Maudoudi qui lui paraissent particulièrement révélateurs :

- l'absolue primauté de l'islam qui prône une obéissance sans faille aux prescriptions du Coran et de la charia ;*
- la suprématie totale du « bon musulman » promis, en raison de sa conduite irréprochable, au paradis d'Allah ;*
- la justification du recours à la violence : chaque musulman doit être prêt à défendre l'islam en se mettant, si nécessaire, au service du jihad (guerre sainte). Cet islam radical est de nature sacrificielle ; il justifie le recours à la violence et à la guerre.*

Gérard Donnadiou, dans la dernière partie de son texte, montre ainsi la force et les faiblesses de l'islamisme qui, confronté au monde moderne et au problème de la régulation de la violence, est empreint, selon lui, d'archaïsme, à un point tel que « nous ne sommes sans doute qu'aux débuts de ses manifestations violentes et spectaculaires ».

1. Sociologue, ancien professeur à l'Institut d'administration des entreprises de Paris (université Panthéon-Sorbonne). La rédaction de cet article a été achevée le 7 octobre 2001.

« On ne peut exclure, conclut l'auteur, l'apparition demain d'une version non sacrificielle, pluraliste et sécularisée de l'islam. » Mais cela demandera une réinterprétation des textes fondateurs, plus moderne. Cela constitue le grand défi auquel sera confronté d'abord le monde musulman.

H.J.

La tragédie qui s'est déroulée le 11 septembre 2001 à New York et à Washington a mis en pleine lumière une forme de terrorisme, liée au fanatisme religieux, sur laquelle beaucoup d'observateurs et d'intellectuels français avaient jusqu'à présent refusé de s'interroger. Ils réduisaient en effet cette violence aux classiques explications nationalistes ou (pire encore) économiques, n'y voyant qu'une lutte entre pays riches et pays pauvres, exploités et exploités, monde développé et tiers-monde. De telles explications ne sont pas entièrement fausses ; ce que je voudrais montrer ici est leur radicale insuffisance.

Refuser l'amalgame mais sans naïveté

Il importe d'abord de ne pas diaboliser l'islam et de bien distinguer entre :

— **l'islam** comme religion, dont les pratiquants sont les musulmans, lesquels dans leur immense majorité sont des gens pacifiques qui ne demandent qu'à vivre en paix.

— **l'islamisme** qui est la forme fondamentaliste ou intégriste de l'islam dont il conviendra de mettre en évidence à la fois la continuité et la rupture avec l'islam-religion.

— le **terrorisme islamiste** qui est la forme exacerbée que prend l'islamisme sur le plan politique, aussi bien à l'intérieur des pays musulmans (Algérie par exemple) que vis-à-vis de l'Occident.

Pour ces raisons, identifier terrorisme islamiste et islam est non seulement faux et injuste ; c'est aussi contre-productif pour tout esprit cultivé qui veut prendre l'exacte mesure du phénomène.

Ce point étant acquis, et il ne faudra jamais l'oublier tant est dangereux le risque d'amalgame, il n'est pas interdit de chercher à comprendre. C'est même un devoir pour l'intelligence que d'analyser lucidement et sans angélisme ce qui, dans le corpus religieux de l'islam, peut prêter à de telles dérives.

Une remarque préliminaire s'impose. Aucune religion ne se trouve à l'abri des dérives fondamentalistes. Ainsi doit-on constater que toutes les grandes traditions religieuses de l'humanité ont aujourd'hui leurs courants sectaires ou radicaux. L'Église catholique a ses intégristes : schismatiques héritiers de Mgr Lefebvre ou traditionalistes « silencieux » ; les protestants ont leurs fondamentalistes qui font de la Bible une lecture littérale et veulent interdire dans les écoles américaines l'enseignement de l'évolution ; le judaïsme est parcouru par des courants ultra-orthodoxes dont les partis religieux en Israël fournissent une terrifiante illustration ; le BJP (parti du peuple de Bharat) en Inde prêche un hindouisme de combat, ethnocentrique et persécuteur des autres religions. Il n'est pas jusqu'au bouddhisme, réputé tolérant, qui ne produise au Sri Lanka des moines guerriers et au

Japon une secte, la Sokagakkaï, particulièrement nationaliste et prosélyte. Mais c'est sans doute avec l'islam que ce raidissement identitaire est de loin le plus spectaculaire.

De même, aucune religion au cours de son histoire ne s'est trouvée à l'abri des tentations de violence. Pour ce qui est du christianisme, il suffit de rappeler les croisades, l'inquisition et les guerres de religion ². Et il est arrivé en Chine que les religieux bouddhistes ou taoïstes soient appelés à la rescousse par l'empereur pour bénir ses exactions. Mais ici également, il semble bien, pour qui connaît un peu l'histoire des sociétés islamiques, que le recours à la violence religieusement légitimée ait accompagné plus qu'ailleurs les péripéties de la vie collective.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que la référence à l'islam (sous sa version radicale il est vrai) est présente dans la presque totalité des conflits guerriers qui se déroulent aujourd'hui sur la planète. Il n'est guère de zones périphériques du *dar al-islam* (espace de l'islam où s'applique en théorie la loi islamique) qui ne soient en ébullition. Et pour en revenir au terrorisme, il n'est pas inutile de rappeler le précédent de la célèbre secte des *haschischins* (d'où est issu notre substantif « assassin ») fondée par l'émir Hasan Ibn al-Sabbah en 1090, lequel envoyait ses jeunes *kamikazes* assassiner les princes chrétiens de Palestine et leurs alliés arabes (on ne peut s'empêcher de songer au meurtre du commandant Massoud !).

Ce que nous donne à comprendre l'islam fondamentaliste

Comme il en va pour les fidèles de toute grande religion instituée, la conception que les musulmans peuvent se faire de l'islam est bien entendu très diverse. Il est clair que l'on n'aura pas exactement la même réponse selon que l'on s'adresse à un mystique soufi, à un musulman africain imprégné d'animisme, à un iranien chiite ou à un fondamentaliste sunnite.

L'intérêt de la réponse fondamentaliste est qu'elle nous propose une version extraordinairement ferme et cohérente de l'islam, version présentée comme seule valable car dans le droit fil de la tradition. De plus, cette version a été clairement formulée par les penseurs fondamentalistes eux-mêmes. Il suffit donc de les lire pour savoir de quoi il s'agit. Parmi eux, deux sont particulièrement importants :

— l'Égyptien Hasan al-Banna (1906-1949), fondateur des Frères musulmans dont on connaît l'activité missionnaire dans l'ensemble du monde islamique, en particulier en Algérie où ils formèrent les principaux militants du FIS (Front islamique du salut) et des GIA (groupes islamiques armés) ;

— le Pakistanais Maulana Abul Maudoudi (1903-1979), fondateur de la *Jamati-islami*, mouvement islamiste radical, à la fois religieux et politique, fortement implanté au Pakistan et plus tard pépinière pour les talibans d'Afghanistan.

2. *N.B.* : Les grandes exterminations du XX^e siècle, bien que commises par des Occidentaux, ne peuvent être imputées au christianisme car elles furent mises en œuvre au nom d'idéologies — le nazisme et le communisme — qui s'affichaient explicitement athées. Ces crimes contre l'humanité montrent avec évidence qu'il n'y a pas que la religion qui puisse être instrumentalisée au service de la violence !

PORTRAIT D'UN INTELLECTUEL ISLAMISTE

Né aux Indes britanniques en 1903 dans une famille de la bonne bourgeoisie musulmane, Maulana Maudoudi est un brillant journaliste formé par l'Université anglaise et en apparence tout à fait occidentalisé. Il n'a pas suivi le cursus classique des écoles coraniques mais n'en a pas moins acquis une solide culture islamique de facture traditionnelle. Dès sa jeunesse, il souffre de la passivité des musulmans face aux pressions exercées par les hindouistes sur les paysans convertis à l'islam en vue de les faire revenir à la foi de leurs ancêtres.

Aussi, dans les années 1930, il se donne le rôle messianique de restaurateur de la pensée islamique, afin de forger des réponses aux problèmes sociaux et politiques que connaissent les musulmans. Personnalité charismatique, il milite contre le colonialisme britannique et va rapidement devenir célèbre parmi les jeunes musulmans qui étudient dans les écoles et universités occidentales. Il écrit, en anglais et en ourdou, de très nombreux articles et ouvrages traduits depuis dans la plupart des grandes langues véhiculaires (arabe, français, espagnol, chinois, etc.).

Son combat le conduit à s'opposer à l'enseignement, qu'il juge conservateur, des ulémas de la célèbre faculté coranique de Deoband, lesquels prônent un islam ritualiste et quiétiste. À leur encontre, il estime que le jihad (conçu comme véritable guerre sainte et pas seulement comme effort spirituel) est essentiel à la défense de l'islam et à son expansion. Pour lui, seule une réaffirmation du combat sacré, allant jus-

qu'à la violence des armes, peut garantir une riposte appropriée. Il n'est jamais allé, cependant, jusqu'à couvrir les formes extrêmes de violence comme le terrorisme ou la prise d'otages.

En 1941, Maulana Maudoudi fonde la Jamat-i-islami, mouvement fondamentaliste qui place l'action politique et militaire au premier rang de ses objectifs. L'objectif est la création d'un État islamique soumettant l'ensemble de la société aux obligations de la charia. En 1947, au moment de la guerre civile et de la partition de l'Inde, Maudoudi pèse de toutes ses forces en faveur de la création d'une nation musulmane « religieusement pure » : le Pakistan. Dans ce Pakistan tant rêvé, où il va s'installer, qui pourtant l'emprisonnera plusieurs années pour activisme et où il va mourir en 1979, il ne verra pas la réalisation de ses espérances : l'avènement d'une société tout entière soumise à la loi de l'islam.

En revanche, son mouvement, la Jamat-i-islami, sera de tous les combats guerriers menés contre l'Inde (au Cachemire), l'Union soviétique (en Afghanistan), les pays arabes jugés corrompus et plus largement l'ensemble de l'Occident. Grâce à sa bonne implantation dans la communauté pakistanaise de Grande-Bretagne, la Jamat-i-islami semble avoir joué un rôle important dans le déclenchement de l'affaire Rushdie. Par ses écoles coraniques installées au Pakistan, elle a également contribué à la formation (pas uniquement religieuse) des talibans d'Afghanistan.

G.D.

C'est à ce dernier que je ferai référence en m'appuyant largement sur l'un de ses livres parmi les plus connus, *Comprendre l'islam*³, qu'il écrivit en ourdou en 1932 et qui se veut une introduction à l'islam destinée aux étudiants et au grand public. Maulana Maudoudi peut donc être considéré comme l'un des principaux

3. Ce livre relativement court (172 pages), imprimé en français à Glasgow (Écosse), est édité sous l'égide d'une fondation islamique internationale dont le siège est à Leicester (Grande-Bretagne). En France, on ne le trouve pas dans les librairies ordinaires ; on peut se le procurer dans les librairies islamiques, les centres culturels musulmans ou les mosquées de sensibilité fondamentaliste. Il circulerait parmi certains jeunes de banlieue issus de l'immigration.

architectes de la version radicale et fondamentaliste de l'islam, telle qu'elle s'exprime aujourd'hui dans l'islamisme et dans un certain nombre de pays musulmans ayant instauré la *charia* (loi islamique). Son portrait montre que l'on a affaire à un esprit cultivé, à un véritable intellectuel qui connaît bien non seulement la théologie musulmane, mais aussi le monde occidental. Ses commentaires du Coran et de la *Sunna* sont considérés par bien des ulémas (juristes et théologiens musulmans) comme parfaitement traditionnels, en continuité des interprétations des X^e et XI^e siècles et exempts de ce fait de toute contamination par la pensée moderne (c'est bien là le problème !).

Parmi les principaux thèmes développés par Maudoudi dans son livre, j'en retiendrai trois qui me paraissent particulièrement révélateurs.

1) *Une société tout entière régie par la loi religieuse*

Rappelons d'abord quelques données théologiques de base admises par la plupart des islamologues. Théocentrisme radical fondé sur l'unicité absolue de Dieu, marqué plus qu'aucune autre religion par la transcendance divine, l'islam attend de la créature une parfaite soumission (ce qui est étymologiquement le sens du mot « islam ») à la loi divine. Pour l'homme, la seule attitude raisonnable consiste alors à la remise de soi entre les mains de Dieu. Pour cela, il lui faut adhérer de toute sa volonté aux vérités que Dieu a révélées par le Coran, obéir à ses commandements et lui rendre un culte par la pratique méticuleuse des cinq piliers de l'islam (profession de foi, prière, aumône rituelle, jeûne ou ramadan, pèlerinage à La Mecque). Mais vis-à-vis de la société, l'islam a aussi multiplié les prescriptions, sous forme tantôt d'interdits, tantôt d'obligations, concernant l'organisation de la vie collective. L'obligation coranique initiale de « commander le bien et d'interdire le mal » (Coran 3, 106) a été précisée et enrichie par les *hadiths* (paroles attribuées au Prophète ou à ses compagnons) pour donner naissance à la loi islamique (*charia*) consignée dans la tradition (*Sunna*) puis traduite dans le droit musulman (*fiqh*). Ce constat amène l'islamologue Louis Gardet⁴ à dire que si l'islam est une religion, il est également « une communauté dont le lien religieux fixe, pour chaque membre et pour tous les membres ensemble, les conditions et les règles de vie [...] Bien immédiat de la cité terrestre, bien immédiat de chaque croyant dans la vie future, tout est donné en un tout que l'islam sans doute n'a pas créé jusqu'en ses moindres détails, mais que l'islam, et jusqu'aux moindres détails, pénètre et anime. » Et il va qualifier la cité musulmane de « théocratie égalitaire ».

Cette conception, déjà en soi potentiellement totalitaire, va se trouver renforcée et amplifiée par l'interprétation fondamentaliste. Un premier point frappe le lecteur non prévenu lorsqu'il prend connaissance de l'ouvrage de Maudoudi : la fréquence avec laquelle reviennent tout au long des pages, les mots obéissance et soumission. Plus de 120 fois, soit près d'une fois par page ! Certes, on objectera que ces mots ne sont rien d'autre que la traduction en français du mot arabe *islam*. Il n'empêche que leur emploi systématique dans de nombreuses phrases développant les thèmes les plus divers souligne une sorte d'absolu de l'obéissance aveugle par rapport à toute autre considération.

4. GARDET Louis. *L'Islam, religion et communauté*. Paris : Desclée de Brouwer, 1970.

Cette obéissance est d'abord due à Dieu : « C'est l'obéissance à Dieu qui constitue l'islam » ou encore « Il est juste que l'homme vive une vie d'obéissance à Dieu. » Mais par voie de conséquence, elle s'étend à l'ensemble des prescriptions du Coran et de la *charia* qui est un « code définitif destiné à l'humanité tout entière pour toutes les époques à venir ». De caractère divin, ces diverses prescriptions sont qualifiées avec emphase : volonté, loi, code, décrets, directives, injonctions, préceptes, commandements, règles, interdictions, devoirs... Les commandements nous disent ce qu'il convient de faire dans chaque situation de la vie. Le Coran et la *Sunna* ont tout prévu et il suffit « d'obéir scrupuleusement. Ceci est la voie du salut. » Et il n'existe qu'une seule et unique voie (*sirât-i-multaqim*) pour aller à Dieu. Bref, le dieu de l'islam selon Maudoudi semble faire peser sur l'homme une contrainte de tous les instants.

On comprend alors que pour lui, toute liberté même légère prise par rapport aux commandements de la *charia* soit considérée comme sacrilège. Ceci le conduit à porter un jugement sévère sur le courant mystique de l'islam (le soufisme) dont il dénonce les dangers. « Aucun soufi n'a le droit d'enfreindre les limites de la *charia* ou de traiter à la légère les obligations primordiales... Quiconque s'écarte de ces commandements divins profère un mensonge quand il proclame qu'il aime Allah et son prophète. » En écrivant cela, Maudoudi se montre d'ailleurs un musulman tout à fait orthodoxe si l'on se souvient du lourd passif qui existe depuis le X^e siècle entre l'islam traditionnel et la voie mystique.

2) Une société sous contrôle des musulmans

Le « soumis à Dieu » (c'est la signification même du mot musulman) attend de son obéissance inconditionnelle une récompense à la fois en ce monde et dans l'autre. L'homme en effet est jugé sur ses actes. « Vous serez appelés à rendre compte de toutes vos actions, bonnes et mauvaises, et vous ne pouvez rien cacher. » Ce que recherche le musulman par sa parfaite soumission à Dieu, c'est une récompense future dans le paradis d'Allah... mais aussi les récompenses immédiates que Dieu ne manquera pas de lui octroyer dès à présent dans sa vie terrestre s'il se montre fidèle : « Cet homme réussira dans ce monde comme dans le monde à venir » (Maudoudi ne fait d'ailleurs là que reprendre le célèbre *hadith* des deux vies).

Or, ces récompenses immédiates ne sont rien d'autre que la réalisation des désirs humains les plus classiques ! On peut en juger à partir de l'énoncé que fait Maudoudi de ce que sera nécessairement la réussite humaine du bon musulman : « Il sera une bénédiction pour l'humanité [...] Un tel homme sera un pouvoir avec lequel il faut compter [...] Il sera l'homme le plus honoré et le plus respecté et personne ne pourra le surpasser [...] Il sera l'homme le plus puissant et le plus efficace [...] Il sera l'homme le plus riche [...] Il sera l'homme le plus vénéré, le plus aimé, le plus populaire [...] Tout le monde l'honorera et lui fera confiance [...] Telle est la vie d'un véritable musulman. » C'est pourquoi par ses vertus et ses mérites propres, le musulman est destiné à dominer la Terre. Maudoudi n'hésite pas à écrire : « Si vous avez compris la véritable nature d'un musulman, vous serez convaincu qu'il ne peut vivre dans l'humiliation, l'asservissement ou la soumission. Il est destiné à devenir le maître, et aucune puissance terrestre ne peut le dominer ou le subjuguier. »

Malheur en revanche à l'homme qui n'aura pas cru, désigné sous le nom de *kafir*. Dans la ligne de son interprétation fondamentaliste du Coran, Maudoudi

développe à ce sujet une vision binaire : il y a ceux qui croient au Dieu unique et lui sont soumis... et puis les autres, athées, polythéistes, incroyants de tous poils qui doivent être sévèrement combattus et punis. Tout juste faut-il concéder une exception pour les « gens du livre » (juifs et chrétiens) à qui est proposé un statut de citoyen mineur (*dhimmi*) au sein de la société islamique.

3) *Le recours justifié à la violence pour imposer la société islamique*

Pour éviter de mécontenter Dieu et de susciter sa colère, il est impératif de suivre le « droit chemin » des commandements. Ceci vaut bien entendu des grandes prescriptions de l'islam et en particulier des cinq piliers. Mais à ces derniers, fidèle en cela à des interprétations qui ont prévalu aux premiers siècles de l'islam, Maudoudi ajoute une obligation supplémentaire : chaque musulman doit être prêt à défendre l'islam en se mettant, si nécessaire, au service du *jihad* (guerre sainte) : « Si nous proclamons notre foi en l'islam, nous devons jalousement garder et maintenir le prestige de l'islam. Notre seul guide dans notre conduite doit être le service de l'islam au regard duquel toutes nos considérations personnelles doivent s'incliner. Le *jihad* est une partie de cette défense de l'islam ! [...] Dans le langage de la *charia*, ce mot est utilisé plus particulièrement pour la guerre qui est déclarée uniquement au nom d'Allah contre les oppresseurs et les ennemis de l'islam. Ce suprême sacrifice de la vie incombe à tous les musulmans [...] Dans tous les cas, le *jihad* est un devoir primordial des musulmans concernés, au même titre que les prières quotidiennes ou le jeûne. »

Dans cette conception conquérante de la diffusion au monde entier des « enseignements universels de l'islam et de son prophète Muhammad [Mahomet] », le *kafir* est bien entendu l'adversaire par excellence, celui auquel il ne peut être fait aucune concession y compris dans les domaines les plus profanes et les plus anodins. Et dès que la société résiste à la diffusion du « saint message », que la réalité se montre rebelle aux musulmans, il devient naturel conformément au célèbre verset dit « du sabre » (Coran 9,5), de prendre le *kafir* comme bouc émissaire. La réponse est d'autant plus aisée que le prophète lui-même a servi d'exemple et Maudoudi ne se gêne pas de le rappeler. C'est en effet contre le *kafir* aux multiples visages (idolâtre, polythéiste, « associateur ») qui pullulait alors à La Mecque que Mahomet a engagé un combat sans merci. Combat spirituel d'abord, mais qui est devenu très vite politique et militaire après l'exil à Médine, puis la conquête de La Mecque et de toute l'Arabie. Combat sanglant aussi, car cette guerre a fait de nombreuses victimes et a donné lieu à maintes exterminations (tribus juives de Médine par exemple).

Ainsi, confronté au terrible problème du contrôle de la violence entre les hommes, l'islam a produit une réponse de facture classique car restant fondamentalement de nature sacrificielle (comme le montre l'anthropologie religieuse de René Girard⁵ dont on trouvera en encadré une brève présentation), réponse qui réitère une nouvelle fois le mécanisme immémorial de la désignation puis de l'expulsion d'une victime émissaire. Et Maulana Maudoudi nous donne la version caricaturale et extrême de cette réponse, mais une version néanmoins en filiation de l'original.

5. Auteur de nombreux ouvrages dont : *La Violence et le sacré*. Paris : Grasset, 1972 ; *Des choses cachées depuis la fondation du monde*. Paris : Grasset, 1978 ; *Le Bouc émissaire*. Paris : Grasset, 1982 ; *Je vois Satan tomber comme l'éclair*. Paris : Grasset, 1999.

L'ANTHROPOLOGIE RELIGIEUSE DE RENÉ GIRARD

Selon René Girard, la religion est le moyen inventé par les hommes pour s'extraire de la violence mimétique et réguler le désir humain.

Lorsque la « réciprocité mauvaise » se trouve installée au sein d'un groupe humain, il est dans sa logique d'aller jusqu'au bout de l'emballement violent, ce qui peut mettre l'existence du groupe en péril. Pour éviter cette issue fatale, le groupe va alors au paroxysme de la crise déverser sa violence sur un bouc émissaire, censé représenter la cause de tous ses malheurs. Cette communion dans le meurtre réconcilierait provisoirement le groupe avec lui-même. Et l'expérience du sacré ne serait rien d'autre que le sentiment soudain, mystérieux et extraordinaire, de réconciliation communautaire entraînée par le sacrifice de la victime émissaire.

On peut supposer que ce phénomène a dû se produire plusieurs fois dans les premières sociétés humaines avant que ne soit trouvé le moyen de le contrôler. Ce moyen est la religion, laquelle par le recours aux mythes et aux rites, notamment sacrificiels, cherche à entretenir le souvenir de la réconciliation due au meurtre fondateur afin d'en prolonger les effets bénéfiques. Naturellement, en agissant ainsi, les religions ne dévoilent pas la raison profonde de la crise, qui est à rechercher dans le mécanisme du désir mimétique, lequel, selon René Girard, nous pousse toujours à désirer ce que l'autre désire et possède. Elles masquent au contraire ce mécanisme et c'est en cela que réside leur « mensonge immémorial ». C'est pourquoi le remède n'est que provisoire et la société doit se mettre périodiquement en quête de nouveaux boucs émissaires.

Il existe toutefois dans l'histoire une religion, le christianisme, qui a dévoilé ce

mensonge immémorial en désignant la seule voie susceptible de déraciner la violence mimétique : l'amour sans exclusive du prochain mais avec une définition du prochain — et c'est là la grande originalité de l'Évangile et en même temps son apparente utopie — qui s'applique à l'ennemi ou au persécuteur. Pour Jésus, le royaume de Dieu, écrit René Girard, « c'est l'élimination complète et définitive de toute vengeance et de toutes représailles dans les rapports entre les hommes ». Ce pardon des offenses, Jésus devait lui-même le pratiquer jusqu'à la croix en pardonnant à ses propres bourreaux, « car ils ne savent pas ce qu'ils font ». Ce faisant, il reproduisait par sa mort l'image multi-millénaire de la victime émissaire, mais en même temps, il en dévoilait pour la suite des temps le mécanisme mensonger, enseignant du même coup aux hommes le chemin de la bonne réciprocité et leur donnant un soutien décisif pour s'engager dans cette voie.

Au cours des 2000 ans d'histoire du christianisme, cet enseignement a pu souvent être oublié, notamment durant les périodes sombres d'intolérance religieuse et de pouvoir clérical. Les Églises ont également essayé d'en donner une lecture sacrificielle, ce qui, pour René Girard, constitue la plus grande imposture théologique de toute l'histoire des religions. Mais pour autant, cet enseignement n'a jamais été perdu. À toutes les époques se sont levées des générations de « pauvres en esprit, de doux, d'artisans de paix, de pacifiques, de persécutés pour la justice... » (pour reprendre les termes même du discours des Béatitudes) qui sont allés jusqu'à l'extrême limite de leur vie pour rendre témoignage de l'absolu de l'amour.

G.D.

Forces et faiblesses de l'islamisme

Confrontés au problème central de la régulation de la violence, l'islam et *a fortiori* l'islamisme restent ainsi sur une réponse archaïque, caractéristique de l'état d'une société qui n'a pas encore eu le temps de faire en profondeur l'expérience des effets illusoire du mécanisme sacrificiel, ni de réfléchir sur les effets mortifères du désir mimétique. Cette réponse est beaucoup moins élaborée que celles produites par le christianisme (voir encadré) ou par le bouddhisme, le Bouddha ayant perçu dès le V^e siècle avant Jésus-Christ le rôle essentiel joué par le désir dans le malheur humain (c'est la deuxième noble vérité) et proposé une voie (le noble chemin octuple) pour se libérer de ce désir.

Sur le plan de l'histoire, il faut noter que bouddhisme et christianisme naissent tous deux en plein milieu de civilisations brillantes, dans des sociétés sédentarisées depuis longtemps, où l'agriculture est florissante, la densité de population élevée, avec de nombreuses villes dont certaines très grandes. La question de la régulation des rapports sociaux pour en extirper les ferments de violence s'y pose donc avec une extrême acuité. À l'inverse, dans l'Arabie du temps de Mahomet, l'espace est vide, des tribus nomades le parcourent sans véritable point d'attache autre que de petites villes où l'on fait commerce ; la violence des rapports sociaux (qui est grande) peut à la limite se régler par la fuite, l'éloignement et l'indifférence. Il n'y a pas obligation absolue, comme chez des sédentaires, de cohabiter sur le même lieu. La réponse imaginée par Mahomet a beau emprunter aux traditions juives et chrétiennes, elle reste fondamentalement d'inspiration sacrificielle et ne va guère au-delà de celle déjà imaginée par Moïse 12 siècles avant Jésus-Christ (avant les livres de Job, du Qohélet, le second Isaïe, les écrits de sagesse et bien entendu la prédication du Christ).

Il faut toutefois convenir que, pour archaïque qu'elle soit, la réponse sacrificielle a eu et a sans doute encore aujourd'hui de beaux jours devant elle. C'est cette réponse que l'on retrouve en effet à la racine de toutes les grandes utopies et idéologies modernes : nationalisme, nazisme, communisme, ethnocentrisme, mythe révolutionnaire, tiers-mondisme, etc. Et ce n'est sans doute pas un hasard si, au moment où ces idéologies sont moribondes, un certain nombre de leurs orphelins se tournent vers l'islamisme, promu candidat à la succession au plan mondial (de ce point de vue, la conversion du marxiste Roger Garaudy à l'islam et à l'islamisme n'a rien d'accidentel !). Cette forme conquérante et superficiellement modernisée de l'islam n'a sûrement pas fini de faire parler d'elle et nous n'en sommes sans doute qu'au début de ses manifestations violentes et spectaculaires. C'est là sa force et Maudoudi ne sera pas mort sans postérité.

Cependant, et c'est là l'autre face du problème, dans un monde que nous savons désormais fini — la petite planète Terre que d'aucuns comparent à une capsule spatiale perdue dans l'immensité stellaire —, l'homme va se trouver de plus en plus dans l'obligation vitale de maîtriser ses propres démons, c'est-à-dire cette violence fondatrice qui a été jusqu'à présent la principale instigatrice de l'histoire. Et il ne lui sera plus possible de régler à bon compte ce problème par des transferts de conquête, car les boucs émissaires extérieurs feront de plus en plus défaut. Sauf à accepter de mettre le feu à la planète entière, la réponse sacrificielle ne marchera plus et ce qui fait encore aujourd'hui sa force fera de plus en plus sa faiblesse. Il faudra bien alors constater que seuls pour le moment, parmi

les grandes traditions religieuses de l'humanité, le christianisme et le bouddhisme ont des réponses satisfaisantes (c'est-à-dire non sacrificielles) à ce défi.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas d'avenir pour l'islam ? Je me garderai bien d'affirmer pareille chose car on ne peut exclure l'apparition demain d'une version non sacrificielle, pluraliste et sécularisée de l'islam. Mais pour cela, il faudra que les musulmans acceptent la remise en cause radicale d'un discours théologique figé, hérité du IX^e siècle quand ce n'est pas de la période même des compagnons du Prophète. Comme le réclament quelques trop rares intellectuels musulmans vivant pour la plupart en Occident, cela suppose la réouverture de l'*ijtihad*, c'est-à-dire de l'interprétation des textes fondateurs de l'islam (Coran et *hadiths*). On sait que « les portes de l'*ijtihad* » furent déclarées officiellement fermées au XI^e siècle par le calife el-Hakam. Depuis, c'est une interprétation traditionaliste qui prévaut, largement diffusée par les imams (prédicateurs des mosquées), les ulémas (juristes et théologiens), les écoles coraniques et universités islamiques dont la grande université el-Azhar au Caire qui fait autorité dans l'ensemble du monde musulman. L'interprétation de l'islam faite par les fondamentalistes comme Maudoudi peut sembler sans doute exagérément durcie, elle n'est pas moins inscrite dans cette tradition dominante.

Ceci montre bien l'ampleur du défi, un défi qui va, dans les prochaines années, concerner intensément le milliard de musulmans de la planète et bien davantage encore les sociétés arabo-musulmanes. Pour le moment, la réouverture de l'*ijtihad* est très problématique, comme le note non sans tristesse le musulman Mohammed Arkoun⁶, professeur à la Sorbonne : « La démarche critique que je préconisais il y a plus de 10 ans pour [renouveler] la tradition islamique [...] est restée lettre morte. Le recours à la lecture historique critique ou à l'interrogation anthropologique [...] sont impensables. Ainsi, l'ouverture du vaste chantier de la formation historique et de l'authenticité des corpus officiels, [...] et *a fortiori* du Coran, demeure un tabou absolu. » Mais cette position d'immobilisme sera-t-elle longtemps tenable ? Une terrible lutte, dont on voit déjà les prémices dans des pays comme l'Algérie et l'Égypte, a donc toutes chances de s'engager entre les modernisateurs, partisans d'une lecture ouverte du Coran afin de pouvoir moderniser leur société, et les tenants du retour à la tradition dont l'islamisme est le fer de lance. Il ne faut pas s'illusionner : cette lutte sera longue, violente et particulièrement sanglante. Elle sera avant tout une affaire interne au monde musulman, ce qui périmera au passage toutes les interprétations « politiquement correctes » en termes de conflit Nord/Sud. Mais dans leur soif de trouver un bouc émissaire afin d'unifier la *Oumma* (ensemble des musulmans du monde), les islamistes vont multiplier les provocations vis-à-vis de l'Occident. Aussi, n'en sommes-nous sans doute qu'aux débuts en matière de terrorisme. L'erreur serait alors de leur répondre sur le même mode, autrement dit en acceptant le piège de l'escalade mimétique dans lequel les islamistes rêvent de nous voir tomber. Il est probable en effet que les terroristes, imaginant leurs ennemis à leur propre ressemblance, parient sur cette escalade mimétique. En ne leur donnant pas cette joie, on commence déjà à les mettre objectivement sur la voie de l'échec !

6. ARKOUN Mohammed. *L'islam actuel devant sa tradition*. Conférence au colloque organisé en 1995 à Athènes par l'Académie internationale des sciences religieuses.

Je tiens pour un signe très encourageant la grande retenue dont ont fait preuve jusqu'à présent les Américains (ils ne nous y avaient pas habitués !) et, au-delà, l'ensemble de l'Occident quant à la forme de riposte à donner aux terribles attentats du 11 septembre. Il convient en effet de ne pas laisser ce crime abominable impuni ; la justice doit passer et sans indulgence. Mais en même temps, rien ne serait plus dangereux que d'entrer dans le jeu sans fin des repréailles, de l'escalade mimétique de la violence, en permettant aux islamistes de faire jouer en leur faveur, au sein du monde musulman, le mécanisme de la réconciliation sacrificielle.

L'AMÉRIQUE ET LE MONDE ARABO-MUSULMAN

Cinquante ans avant les attentats du World Trade Center et du Pentagone, une délégation d'Américains d'origine syrienne et libanaise demanda audience au président Harry Truman. Leur porte-parole, Faris Malouf, expliqua au président que le groupe se préoccupait du pourrissement de l'amitié entre l'Amérique et le monde arabo-musulman ; il voulait inverser la vapeur.

C'était le 3 octobre 1951. La guerre froide avait quatre ans, la naissance de l'État israélien trois ans et la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord deux ans. C'est vrai, l'Amérique — face à la reconstruction européenne, l'occupation du Japon et une guerre contre le communisme en Corée — se concentrait sur tout autre chose que sur le monde islamique (puis, plus tard, sur une Afrique décolonisant).

Pendant le demi-siècle qui a suivi, et malgré la dépendance quasi totale sur le Moyen-Orient pour leur ravitaillement en pétrole, les États-Unis ont failli entamer un vrai dialogue avec le monde arabo-musulman. En fait, cette région qui s'étend du Maroc à l'Indonésie n'a bénéficié que d'une aide financière et technique américaine limitée, ainsi que d'échanges culturels peu appuyés. De plus, bon nombre de concitoyens américains manifestent toujours un mépris orgueilleux envers un monde qu'ils estiment arriéré, d'une religiosité démesurée, sans esprit créateur ou novateur.

Entre-temps, la guerre du Viêt-nam, où les États-Unis ont pris le relais de la France, montra qu'un ennemi mal équipé en matériel militaire haut de gamme était

capable de vaincre une force techniquement supérieure. Les Américains comptaient sur leurs moyens les plus avancés (fantassins capables de voir la nuit, agent Orange, blindés superperformants, reconnaissance aérienne sophistiquée) pour assurer la victoire. Tout... sauf essayer de comprendre l'état d'esprit et les aspirations d'un peuple pauvre et méconnu. D'ailleurs, un tel effort ne valait guère la peine : la machine était destinée à remplacer l'homme, surtout pour gagner une guerre.

Le raisonnement fut simple. La bombe atomique existait déjà. Lorsque Faris Malouf et ses compagnons abordaient le président Truman, l'industrie de l'informatique commençait à se transformer ; on passait de l'âge des machines à compter à l'ère de l'ordinateur hyperpuissant. Ce nouveau secteur bénéficia de crédits militaires qui lui permirent d'améliorer et le tir et le renseignement, sans parler du chiffre — un investissement majeur de fonds publics qui créa une industrie nouvelle menant, à son tour, à l'Internet et à la Toile. La machine était alors destinée à dominer l'être humain, même à prévoir les attaques dissimulées en vue de défenses militaires et civiles.

Fautes et rectification éventuelle

Erreur, parce qu'entre-temps piétinaient les relations humaines entre pays, cultures et civilisations. Le Congrès à Washington réduisait systématiquement les crédits nécessaires aux actions d'aide et d'échanges techniques et culturels dignes d'une grande

puissance envers ses congénères moins bien pourvus. Les politiques rognaient même le financement nécessaire au labeur du corps diplomatique. L'air du temps demeurerait la paix et non la guerre. Alors, pourquoi trop se déployer ? De ceci résulta un vide croissant entre le monde arabo-musulman et les Américains — une lacune opérationnelle qu'aucun État moderne, voire post-moderne et interactif, ne peut se permettre.

En dépit des revers graves subis par les militaires américains au Viêt-nam, le war planning ne cessa de formuler ses scénarios de combats futurs. On envisagea un troisième conflit mondial caractérisé à la fois par la guerre classique et par des combats irréguliers : des frappes organisées par des groupes clandestins, utilisant des armes microbiologiques, ou nucléaires, ou chimiques, en exploitant des préparations minutieuses, le secret, la surprise. Comme ce fut le cas du gaz sarin lâché en 1995 par des antisociaux sur des voyageurs innocents dans le métro de Tokyo. On entendit même les spécialistes de la guerre de demain spéculer que les cibles les plus rentables à atteindre dans les pays les plus riches seraient (outre les transports) les réseaux de banques, de Bourses, d'assurances, voire de l'audiovisuel afin de tout paralyser.

Puis se produisit le 11 septembre 2001. Ce sont alors des avions de la flotte civile du pays lui-même qui ont servi d'armes de destruction massive — scénario inattendu mais pur et réel —, un genre d'action que n'importe quel groupe de mécontents engagés, déterminés et possédant les moindres connaissances techniques pourrait reproduire demain ou après-demain, et presque n'importe où. Autrement dit, il semble que la stratégie de défense NMD (National Missile Defense) favorisée par le président Bush ne serve plus à rien. À la place de son coût, estimé à environ 100 milliards de dollars US, une tout autre stratégie NMD, le New Muslim Dialogue, serait plus rentable avec un coût ne dépassant pas 5 à 10 milliards de dollars US.

La riposte de la nouvelle coalition à Oussama ben Laden pourrait donc être d'une nouvelle espèce, épargnant autant que possible les innocents partout où ils se trouvent. Cependant, une partie significative de cette réaction devrait avoir un langage plus généreux et des actes plus fraternels qu'auparavant. Ceci, le président Bush et son équipe l'ont déjà compris.

Jacques Richardson

IDÉES & FAITS PORTEURS D'AVENIR

La mémoire du futur

Le tout-numérique a pour corollaire un développement considérable des capacités de transport (bande passante) et de stockage (mémoire), dans la mesure où la manipulation de fichiers multimédias est incomparablement plus exigeante en ressources que celle des fichiers de texte ou de tableaux de chiffres, qui constituaient jusqu'alors l'essentiel des échanges. L'incorporation croissante, dans le courrier électronique, d'images fixes et, depuis peu, de séquences vidéo (*streaming*), change la donne. La télésurveillance et la mode des *webcams*, dès aujourd'hui ; la téléconférence (dont on parle depuis des années, mais qui devient essentielle avec la délocalisation), le téléenseignement, le télécinéma et la télépromenade dans les grands magasins, demain ; la téléobservation des expériences entre laboratoires distants après-demain, laissent présager une énorme augmentation des besoins de transmission et, pour une partie de ce flux d'information, une croissance parallèle des capacités de stockage, au moins temporaire.

En matière de réseaux, diverses techniques sont disponibles, allant du fil de cuivre, au câble coaxial, aux courants porteurs sur lignes électriques, aux faisceaux hertziens terrestres ou

satellitaires, à la fibre optique et aux lasers. Le progrès des techniques de compression (JPEG, MPEG, etc.) contribue toutefois à modérer la demande de bande passante et l'on peut imaginer aller beaucoup plus loin, en comprimant non plus le signal, mais le message lui-même, en faisant appel à des procédés de description d'objets et de concepts, ce qui suppose que le récepteur soit doté d'intelligence artificielle et d'une puissance de calcul suffisante pour reconstituer le message en temps réel. À l'heure actuelle, le frein principal au progrès tient davantage à l'investissement dans les infrastructures qu'à la technologie. Plus tard, d'autres problèmes prendront de l'ampleur, tels que l'interopérabilité, l'encombrement électromagnétique, la sécurité ou l'éthique.

En matière de mémoire, l'attention se focalise au contraire sur la technologie, qui progresse à grands pas. La carte perforée des années 1950 et le tambour magnétique des années 1960 ont disparu des ordinateurs. La bande magnétique ne sert plus qu'au stockage de masse aux fins de sécurité, la disquette est abandonnée par Apple sur ses modèles récents. La compétition porte aujourd'hui sur le disque dur fixe ou amovible, les puces mémoire en tous genres (DRAM, SDRAM, CompactFlash, SmartMedia,

MultiMedia Card, Memory Stick, etc.), les disques optiques ou magnéto-optiques (CD et DVD notamment, dans leurs différentes déclinaisons). En 15 ans, la capacité du disque dur des ordinateurs individuels a été multipliée par 1 000, passant typiquement de 20 Mo (mégaoctets) à 20 Go (giga-octets), ce qui traduit le fait qu'il s'agissait, dans les années 1990, de stocker des milliers de pages de textes ou des millions de lignes de programme, alors qu'il s'agit aujourd'hui d'emmagasiner des pages graphiques, des photos et de la vidéo (une heure de vidéo numérique = 10 Go).

Très économiques, stables dans le temps, les CD-R et leur variante réinscriptible CD-RW voient leur capacité, hier encore respectable — de l'ordre de 650 Mo —, devenir tout à coup bien étriquée et les lecteurs-graveurs de DVD apparaissent en série sur les ordinateurs individuels. De nouveaux procédés, comme l'AFC (couplage anti-ferromagnétique) permettent de multiplier par quatre la densité d'enregistrement sur support magnétique et de loger plusieurs centaines de giga-octets de données sur un seul disque dur de PC. Les ordinateurs portables, aujourd'hui équipés de disques

allant jusqu'à 20 Go, pourraient avoir 200 Go dans deux ou trois ans.

Les boîtiers à disque dur pour téléviseurs numériques, du genre TiVo (commercialisé aux États-Unis, non encore disponible en Europe), pourront mémoriser en continu deux à trois jours de programmes télévisés et les restituer à la demande, ce qui révolutionnera la façon de regarder la télévision en brisant le lien temporel entre émission et observation. On peut imaginer que la radio elle-même, qui opère dans des tranches de prix 10 à 100 fois inférieures, pourra intégrer des numériseurs et disques durs économiques (de la taille d'une pièce de monnaie) pour offrir le même avantage de découplage temporel. Que deviendra alors la bataille pour les heures de grande écoute ou pour le poste mythique de présentateur du journal de 7 heures à la radio, de 20 heures à la télé ?

Mémoires encore, que ces puces de capacité croissante qui équipent chaque jour davantage d'équipements mobiles, de l'organiseur personnel au réfrigérateur et au four à micro-ondes, en passant par les appareils photo numériques, les téléphones cellulaires ou les navigateurs

GLOSSAIRE

CD = Compact Disc

CD-R = Compact Disc Recordable (CD enregistrable)

CD-RW = Compact Disc Re-Writable (CD réenregistrable)

DRAM = Dynamic Random-Access Memory (mémoire vive dynamique)

DVD = Digital Video Disc

GPS = Global Positioning System

JPEG = Joint Photo Expert Group

MPEG = Moving Pictures Expert Group

PC = Personal Computer

SDRAM = Synchronous Dynamic Random-Access Memory (mémoire vive dynamique synchrone)

Futuribles

GPS. Les organisateurs de poche, qui se contentaient de 8 à 64 ko (kilooctets) il y a quelques années, disposent aujourd'hui de 4 à 8 Mo (mégaoctets) ; autrement dit, l'échelle de mesure a changé d'un facteur 1000. La même progression s'observe avec les appareils photo numériques, qui se contentaient de 400 ko il y a peu, mais sont livrés désormais avec des cartes mémoire de 8 à 32 Mo, que les utilisateurs avertis remplacent aussitôt par des puces plus puissantes de 64, 80 ou 128 Mo, ou par un disque dur miniature d'une capacité de 700 Mo et bientôt de 2 ou 3 Go. Une unité de stockage de poche, fonctionnant sur batteries, le Digital Wallet, récupère les données des cartes mémoire sur son minidisque interne de 6 Go, pour les reverser sur le PC de retour au bureau ou à la maison. Entre 400 ko et 6 Go, il y a un facteur 15 000 !

Gadgets ? La photo numérique détrône déjà l'argentique, déstabilisant une énorme industrie mondiale et le marché de l'argent. Des professions en nombre croissant sont touchées par le progrès technique. Les reporters sportifs « téléphonent » leurs photos au journal pendant le match même, leurs agences célèbres tombent dans l'es-carcelle de ténors du numérique comme Microsoft. Les agents d'assurances documentent leurs constats avec des appareils numériques, la police laisse ses radars, devenus « intelligents », faire leurs constats tout seuls...

Les temps ne sont plus très éloignés où l'on disposera couramment de 100 Mo dans sa poche et de 100 Go dans sa serviette, l'équivalent d'une centaine d'encyclopédies illustrées, accompagnées de systèmes experts et de traducteurs automatiques pour naviguer dans cette masse d'informations. Les *e-books* permettront d'avoir instantanément sous la main n'im-

porte quel manuel de règles et procédures administratives ou fiscales. L'ignorance individuelle sera alors vraiment impardonnable... Questions : comment les industries du contenu pensent-elles relever le défi ? Le système éducatif et l'administration pourront-ils longtemps se contenter de la politique de l'autruche ?

Pierre Bonnaure

Le sida en Asie

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de publier un rapport sur la prévalence du sida en Asie¹, selon lequel l'évolution de l'épidémie dépendra en majeure partie de la façon dont sont prises en charge les personnes les plus socialement marginalisées. En effet, il ressort de cette étude que la maladie touche principalement les « professionnels du sexe » et les utilisateurs de drogues injectables. Or, d'une part, l'industrie du sexe² est en pleine expansion (en particulier dans des pays comme la Chine et le Viêt-nam) et, d'autre part, peu de pays s'attachent à lutter spécifiquement contre l'infection dans ces populations à risques.

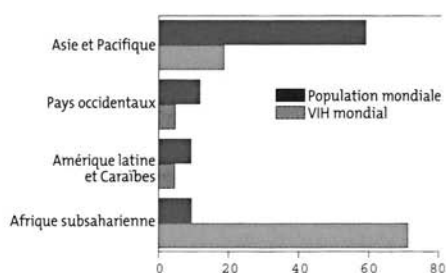
La Thaïlande et le Cambodge, qui connaissent avec le Myanmar et certains États indiens la prévalence la plus forte, auraient réussi à ralentir la très forte croissance de l'épidémie de sida, principalement grâce à la généralisation du préservatif, à l'information et à une ouverture d'esprit accrue. Ainsi, le programme « 100 % Condom Use³ » aurait permis de

1. OMS. *HIV/AIDS in Asia and the Pacific Region*. Genève : OMS, 2001, 92 p.

2. Le marché « intérieur », quoique moins visible, est de loin plus considérable que celui du tourisme sexuel.

3. Usage systématique du préservatif.

Graphique 1 — Estimation de la répartition de la population mondiale et des adultes séropositifs en 2000 (%)



Source : OMS. Op. cit.

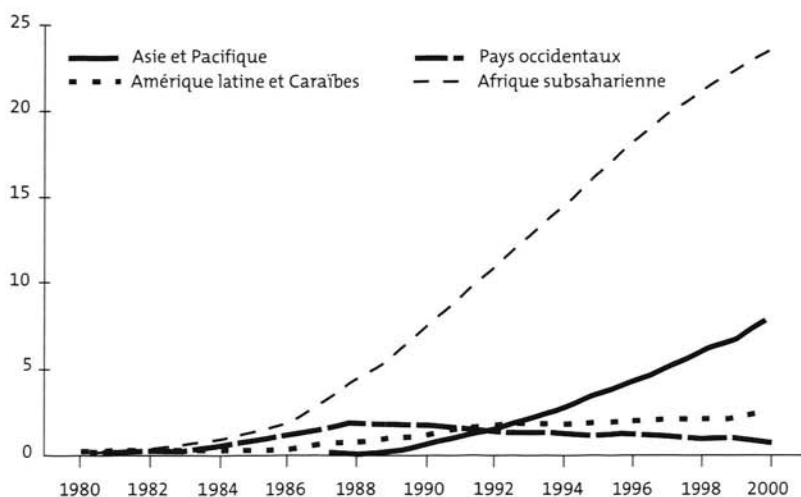
réduire très significativement le taux d'infection parmi les « professionnels du sexe » thaïlandais : de 33 % en 1994 à environ 20 % en 2000. Et il est à noter qu'en 2001, nombre de pays de l'Asie-Pacifique affichent encore

une prévalence faible du VIH 4. Cependant, étant donné la taille de la population régionale (60 % de la population mondiale) et la part considérable (3,5 milliards) d'individus d'âge étrangement qualifié de « sexuellement actif » (15-49 ans), le potentiel d'évolution de l'épidémie y demeure important (voir graphique 1 ci-contre).

La plupart des individus infectés en Asie sont des hommes (cinq fois plus que les femmes dans certains pays), en général de jeunes adultes soutiens de famille. Selon l'OMS, les retombées de la maladie promettent d'être rapidement manifestes : pour les pays les moins touchés, le taux de mortalité des adultes devrait augmenter de 5 % au cours de la prochaine décennie à cause du sida. Pour les plus affectés, ce sont 40 % d'adultes de plus qu'emportera la maladie.

4. Virus de l'immunodéficience humaine.

Graphique 2 — Tendances de la prévalence régionale estimée du VIH (en %)



Source : OMS. Op. cit.

L'OMS allègue qu'aucun des pays asiatiques, à l'exception du Japon, de la république de Corée du Sud et de Singapour, ne dispose des programmes ni des fonds suffisants pour assurer de manière satisfaisante la prévention et les soins. Mais, à en croire le rapport, il est encore temps d'enrayer la progression du virus dans la région avant qu'elle ne rejoigne celle qu'on observe en Afrique subsaharienne (graphique 2). À condition que soit systématiquement menée une politique de prévention ciblée à l'attention des populations à risques susmentionnées.

Benjamin Delannoy

La problématique des Restos du cœur

Les Restaurants du cœur, association emblématique des mobilisations de solidarité des années 1980 et 1990 en France, présentent plusieurs particularités au sein de la galaxie associative qui intervient dans le domaine social. La première de ces particularités est de ne pas dépendre majoritairement de fonds publics pour leur activité principale de distribution de repas et de denrées alimentaires. Mais au-delà de ces propriétés particulières, les Restos du cœur sont

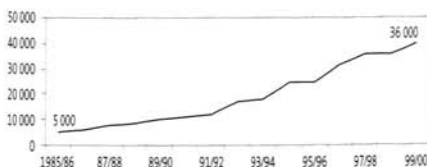
confrontés aux mêmes problématiques fondamentales que la plupart des organisations de solidarité, notamment au problème de la sélection des bénéficiaires.

À mesure de l'institutionnalisation de l'association (créée fin 1985), ses activités en direction des « nouveaux pauvres » puis des « exclus » se sont développées tandis que s'intensifiaient des débats autour de la cible légitime de ces interventions.

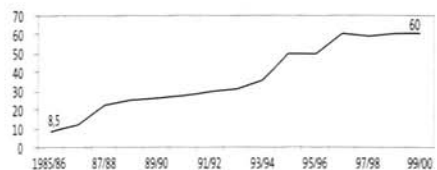
En une vingtaine d'années, les activités de l'association se sont considérablement étendues, diversifiées et transformées. L'extension se vérifie par les deux courbes du nombre de bénévoles impliqués et du nombre de repas fournis pendant les campagnes hivernales d'activité des « Restos ».

La diversification concerne les services proposés par l'association. De la soupe populaire « traditionnelle » (au centre de l'action et de la philosophie de l'association), à des activités d'insertion (« ateliers du cœur »), en passant par les « camions du cœur » (allant au devant des sans domicile fixe), les « toits du cœur » (visant la mise à disposition de logements transitoires ou permanents), la « péniche du cœur » (offrant des hébergements pour sans-abri sur une péniche à Paris), ou encore les « relais bébés », l'action s'est considérablement diversifiée, avec une intensification dans le

Nombre de bénévoles



Nombre de repas servis (en millions)



Source : Restaurants du cœur.

domaine spécifique de l'insertion, appuyée par une rhétorique très critique à l'égard de l'assistance.

La transformation essentielle des Restos du cœur a trait à la logique de ciblage et de sélectivité. À l'origine sans conditions d'éligibilité, les Restos du cœur ont été progressivement conduits à mettre en place un système de justification des ressources, calé sur des critères administratifs, visant explicitement à mieux cibler les bénéficiaires.

Pour des raisons de rationalisation dans l'affectation des ressources (conséquentes, mais toujours limitées), les bénévoles de l'association doivent examiner les ressources et les situations afin de tenter de répondre à un impératif : « priorité aux plus nécessiteux ». Les Restos du cœur sélectionnent de la sorte des bénéficiaires prioritaires. Ils ne déterminent pas des droits, mais des nombres de repas ou des quantités de denrées dont les défavorisés ainsi délimités pourront bénéficier. Des listes sont donc établies, avec des critères de sélection et de possible radiation. Les nouveaux pauvres puis les exclus ont été ainsi ciblés. Parmi eux, les plus défavorisés sont sélectionnés. Cette nécessaire sélectivité n'est pas sans générer de débats au sein de l'association des « Enfoirés », car les questions essentielles demeurent : qui doit-on aider en priorité ? Est-il légitime d'écarter ceux qui se trouvent juste au-dessus du seuil d'éligibilité ? Qui est donc « le » plus défavorisé ? Ces interrogations, soulevées dans le cas de l'association médiatique fondée par Coluche, sont loin de s'y limiter et concernent tous les domaines de la protection sociale.

Julien Damon

Vers une tarification différentielle des médicaments

Dans son récent *Rapport mondial sur le développement humain 2001*¹, consacré au rôle des nouvelles technologies dans l'éradication de la pauvreté, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) insiste sur la carence en matière d'activités de recherche-développement consacrées aux maladies et aux traitements dans les pays en développement (PVD). Quelques chiffres donnent la mesure du manque de technologies élaborées (et de financements alloués) au service des pays pauvres en la matière. Sur 1 223 nouveaux médicaments commercialisés dans le monde entre 1975 et 1998, 13 seulement étaient destinés au traitement des maladies tropicales. Une réaffectation de seulement 1 % des dépenses mondiales de recherche sur la santé fournirait 700 millions de dollars US supplémentaires aux recherches visant en priorité les maladies des populations déshéritées — par exemple, la recherche sur la malaria n'a reçu que 100 millions de dollars US en 1999, ce qui est peu quand on considère l'impact de la maladie, qui tue plus d'un million de personnes par an.

Qui plus est, en raison des termes de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle liée au commerce (ADPIC²) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'accès des pays pauvres aux médicaments existants est très problématique, voire impos-

1. PNUD. *Rapport mondial sur le développement humain 2001. Mettre les nouvelles technologies au service du développement humain*. Bruxelles : De Boeck Université, 2001, 264 p.

2. En anglais TRIPS : *Trade Related aspects of Intellectual Property rights*.

sible pour d'importantes populations non solvables, surtout s'agissant des maladies pandémiques comme le sida (une dérogation aux droits de propriété peut être accordée aux pays confrontés à une cause nationale de santé publique, mais celle-ci est d'interprétation plutôt malaisée). Le procès de Pretoria, qui a opposé 39 entreprises pharmaceutiques à l'Afrique du Sud, a focalisé l'attention publique sur ce problème géo-économique : le gouvernement sud-africain a été attaqué pour avoir envisagé l'importation de médicaments génériques contre le sida³, ce que lui interdisait l'ADPIC. Les firmes pharmaceutiques justifient leurs prix élevés par la rentabilité nécessaire à la mise au point de nouveaux médicaments. Mais des voix s'élèvent qui insistent sur les bénéfices déjà colossaux des industriels du Nord⁴, sur l'absence de transparence concernant les coûts réels de la recherche-développement, et sur le fait que la part de marché très faible que représente l'Afrique pour les laboratoires pharmaceutiques (seulement 1,3 % en 2002 selon IMS Health) est peu susceptible d'infléchir les investissements mondiaux. Certains promeuvent les libres production et importation des copies de molécules nécessaires à la survie des malades, en ouvrant une véritable concurrence permettant d'atteindre les prix les plus bas.

Quelle solution peut être envisagée pour sortir de ce conflit ? Les 39 firmes pharmaceutiques ont, en avril 2001,

abandonné leur plainte après trois ans de procès (sous la forte pression notamment d'organisations non gouvernementales [ONG], du Parlement européen et de nombreux gouvernements européens), ce qui a pu être interprété comme une victoire des PVD mais ne règle pas encore le problème. La majorité des gouvernements membres de l'OMC, réunis en juin 2001 à Genève, sans remettre en cause la protection des brevets, s'est accordée sur la nécessité d'une plus grande flexibilité des accords ADPIC dans le domaine de la santé, et l'idée d'une pratique de prix différenciés a obtenu un soutien important. La quatrième conférence ministérielle de l'OMC, à Doha, au Qatar, du 9 au 13 novembre 2001, devrait adopter une déclaration politique à ce propos.

Il est urgent de trouver une issue à cet effet pervers du marché. Georges-Yves Dansette brosse à cet égard deux scénarios de prospective géo-économique⁵ :

— Le premier est un scénario tendanciel qui peut mener à la catastrophe : à supposer que l'accès aux médicaments demeure fermé aux populations pauvres, à l'horizon 2050 — quand la planète, comme l'envisagent les démographes, sera peuplée de 9 milliards d'habitants —, seuls quelque 10 % d'entre eux constitueront encore le pré carré de l'industrie pharmaceutique. Et alors, « même avec des prix de médicaments très élevés, le relatif faible volume consommé par cette population et la pression des mesures de maîtrise des dépenses de santé » risquent de compromettre le retour sur investissement vital des laboratoires. Dans l'intervalle, en effet,

3. CIPA, une petite firme pharmaceutique indienne, propose aux pays en développement des médicaments anti-sida pour 350 dollars US par personne et par an (contre 1 000 à 1 500 dollars US en moyenne).

4. En 1999, selon le classement de *Fortune 500*, les laboratoires pharmaceutiques, bien devant les autres firmes, auraient dégagé une marge bénéficiaire moyenne de l'ordre de 18 %.

5. DANSETTE Georges-Yves. « Médicaments et géoéconomie ». *La Lettre du GYD Institut*, n° 11, 23 avril 2001.

leurs charges en termes de coûts de recherche-développement auront fortement augmenté.

— Un autre scénario peut être envisagé, qui favoriserait et la santé mondiale et les firmes pharmaceutiques : si ces dernières, à l'exemple d'autres industries, adaptaient leurs produits aux moyens des populations, elles bénéficieraient d'une clientèle élargie et compenseraient donc la baisse du prix par un volume accru. Elles pourraient en parallèle, avec l'aide des pays riches et des ONG, favoriser la mise en place, dans les pays qui en sont dépourvus, d'assurances maladies et de caisses de réassurance (pour les grands risques) gérées par les organismes internationaux, instaurant par là de nouveaux payeurs. Cette hypothèse (une sorte de plan Marshall en faveur de la mondialisation du médicament, selon l'auteur) permettrait de sortir d'une situation (de type néocolonial, comme le suggère Jean-Claude Guillebaud⁶) qui ne laisse pas d'être intolérable. Le PNUD propose pour sa part que soit créée une entité publique de développement des médicaments, qui prendrait en charge la recherche jusqu'à la phase finale et placerait les médicaments élaborés dans le domaine public, afin qu'ils soient produits de façon concurrentielle et à des prix proches des coûts marginaux.

B.D.

6. GUILLEBAUD Jean-Claude. *Le Principe d'humanité*. Paris : Seuil, 2001.

Impacts sociaux de l'automatisation des systèmes de production

Si la croissance globale du marché des robots a diminué ces dernières années (en raison des récessions japonaise et sud-coréenne), ses perspec-

tives d'évolution sont des meilleures. Outre les robots industriels, les robots de service (c'est-à-dire les robots fonctionnant en autonomie partielle ou complète et réalisant des services utiles pour le bien-être des hommes et pour les équipements, hors opérations de fabrication) sont particulièrement concernés. La Fédération internationale de robotique table ainsi sur un stock mondial de robots de services de près de 24 000 unités en 2002 (contre 5 000 en 1998).

Plus particulièrement, le marché européen des robots est en plein *boom* depuis deux à trois ans, avec une croissance annuelle de 10 % en moyenne (voire 50 % à 70 % dans des pays comme l'Espagne, le Danemark ou la Finlande), et cette tendance devrait s'accroître, selon la Fédération internationale de robotique, entre 1998 et 2002. On annonce ainsi, pour 2002, une hausse de 45 % par rapport au nombre de robots installés en 1998.

Ce renforcement de l'automatisation, dans la plupart des pays développés, a fait l'objet de plusieurs études Delphi destinées à estimer son impact sur la société, en termes d'emploi, d'organisation du travail et du temps libre, etc. Ainsi, en 1997, un groupe d'étude sur les tendances sociales a comparé les résultats d'études Delphi menées antérieurement en Allemagne, en Angleterre, en France, en Espagne et au Japon sur les principales innovations en robotique¹. En 2000, une nouvelle étude Delphi, fondée sur les résultats de cette recherche, a été publiée², s'intéressant

1. TEZANOS José Félix, DÍAZ José Antonio, SANCHEZ Mária Rosario, LÓPEZ Antonio. *Estudio Delphi sobre tendencias científico-tecnológicas en España 1997*. Madrid : Sistema, 1997, pp. 187-252.

2. LÓPEZ PELÁEZ Antonio. *Impactos de la robótica y la automatización avanzada en el trabajo*. Madrid : Sistema, étude Delphi, 2000.

systématiquement, pour la première fois, à toutes les questions relatives à l'évolution des modèles de travail et d'organisation des entreprises dans le contexte d'une robotique de pointe. Les prévisions des experts ayant participé à cette étude sont résumées dans le tableau ci-après.

En bref, selon cette étude Delphi, les principales conséquences de l'automatisation seraient les suivantes : hausse du niveau de qualification requis, augmentation des performances demandées et de la flexibilité ; déclin de la sécurité de l'emploi, mais moindre dangerosité des tâches (y compris pour la santé) et augmentation des responsabilités. En outre, si le nombre d'emplois devrait continuer à augmenter, cette hausse ne permettrait pas de compenser les suppressions de postes liées à la robotisation. Par ailleurs, les experts interrogés tablent aussi sur de nouveaux risques induits, en particulier d'ordre psychologique (fatigue, stress, dépressions...), résultant de la pression plus grande en matière d'évolution des compétences.

Plus globalement, deux scénarios sont envisagés quant à l'impact social de la robotisation dans l'Union européenne d'ici 2010, s'articulant autour de trois grandes variables : l'évolution de la main-d'œuvre robotisée (*i.e.* la main-d'œuvre ayant perdu son emploi pour cause de robotisation), qui devrait connaître une forte croissance ; l'évolution des modèles et horaires de travail ; et la réponse institutionnelle et politique aux changements économiques induits.

Le premier est celui d'une société polarisée : l'économie requerrant de plus hauts niveaux de compétitivité, de productivité et de qualité, de nombreuses franges de la population se trouveraient exclues du marché du travail faute de qualification suffisante et

de reconversion possible. En outre, aucune mesure de redistribution des richesses permettant de garantir à tous un pouvoir d'achat suffisant ne serait prise, condamnant cette partie de la population à l'inactivité. Enfin, la sécurité de l'emploi diminuerait considérablement pour de nombreux travailleurs, en raison de l'augmentation du nombre de leurs responsabilités. C'est donc une société duale, en termes de rapports actifs/sans-emploi, mais également au sein même de la population active ; société fortement exposée aux tensions et à un risque d'explosion sociale.

Le second scénario, plus optimiste, est celui de la société intégrée. Les impacts de l'automatisation sur la société seraient les mêmes que dans le premier scénario, mais les institutions les anticiperaient et prendraient des mesures spécifiques, notamment en matière de formation et de reconversion, pour pallier les problèmes et faciliter l'intégration sociale et la redistribution des richesses. La société émergente, pour sa part, demanderait de nouvelles réglementations garantissant les droits et la sécurité des employés, ainsi qu'une réduction du temps de travail sans baisse du pouvoir d'achat. Ce scénario peut déboucher sur une « société des loisirs », dans laquelle la conception et la gestion de la vie privée et des loisirs se seraient transformées, parallèlement au développement de l'éducation tout au long de la vie.

Sans doute aucun de ces deux scénarios n'est-il complètement plausible : la réalité empruntera probablement un peu aux deux. Toujours est-il que le renforcement annoncé de l'automatisation posera, à n'en pas douter, de sérieux problèmes d'adaptation qu'il est urgent d'envisager dès maintenant. La formation continue et la reconversion à tout âge des salariés sont

Principaux effets de la robotique et de l'automatisation de pointe à l'horizon 2010 en Europe			
Développements technologiques attendus par les experts	Changements prévus par les experts concernant le marché du travail	Évolution de la journée de travail selon les experts	Impacts prévus sur l'organisation des entreprises
Coût d'achat, de programmation et de maintenance des robots, abordable pour les petites et moyennes entreprises	80 % des emplois industriels et 50 % des emplois de service exigeraient un niveau de qualification moyen à élevé	Travail par roulement et flexibilité des horaires dans la plupart des entreprises du secteur industriel fortement automatisées	Réduction du nombre de cadres moyens et des possibilités de carrière dans une entreprise
50 % des tâches effectuées par des robots dans de nombreux secteurs industriels	La part des emplois temporaires atteindrait 40 % dans le secteur industriel et 50 % dans les services	Travail par roulement et flexibilité des horaires dans la plupart des entreprises de service fortement automatisées, mais mise en place plus lente que dans le secteur industriel et variable selon l'activité pratiquée	Relations de travail dans les équipes plus individualisées
Développement de la robotique dans les services	Chute de l'emploi industriel, au profit du secteur des services	Nombre d'heures de travail en baisse, mais pas avant 2010	Diminution des accidents du travail
Importants investissements des pays de l'OCDE dans la robotique	Maintien des salaires à leur niveau actuel ; augmentation de la mobilité fonctionnelle, des niveaux de saturation et du nombre de tâches et de responsabilités à assurer ; plus grande intensité du travail et accroissement de l'emploi	Diminution des conflits du travail	
	Plus grande instabilité de l'emploi dans l'industrie comme dans les services		Position renforcée des principaux dirigeants de l'entreprise et précarité croissante pour le reste des employés

Source : LOPEZ PELÁEZ Antonio. *Op. cit.*

plus que jamais nécessaires. On en parlait beaucoup dans le cadre de la réforme des régimes de retraite en Europe ; on risque d'en parler encore plus, si rien n'est fait, à la faveur de l'automatisation des industries et des services.

Stéphanie Debruyne

Source : LOPEZ PELÁEZ Antonio, KRUX Miguel. « Les impacts sociaux de la robotique et des systèmes d'automatisation de pointe d'ici 2010 ». *The IPTS Report*, n° 48, octobre 2000, Séville.

La réforme des retraites en France

Inquiets et convaincus de l'urgence d'une réforme du système français des pensions et des retraites, mais peu enclins à consentir de trop gros sacrifices et, de plus, en désaccord sur la nature de ceux-ci : tel peut être très abruptement résumée l'opinion des 948 salariés interrogés par CSA, en juin 2001, pour les besoins d'un sondage exclusif *Liaisons sociales-Manpower*¹.

Que 85 % des salariés de 2001 se déclarent inquiets de l'avenir financier de leur régime (public ou privé) de retraite et que 92 % estiment urgente une réforme (49 % la jugent même très urgente), voilà deux résultats qui ne laisseront certainement pas indifférents les auteurs des innombrables rapports ou analyses publiés, en France, sur la question depuis une vingtaine d'années.

Qu'ils aient été entendus ne fait aucun doute ; qu'ils aient été pleinement écoutés est une autre affaire.

Contrairement, en effet, aux experts qui prônent massivement l'allonge-

ment progressif de la durée de cotisation pour assurer la survie à long terme des régimes, les salariés enquêtés privilégieraient plutôt une augmentation des cotisations vieillesse. Ils sont 54 % à préférer ce remède au premier (31 %). On observera qu'ils sont tout de même 51 % à juger que l'ère des cessations anticipées d'activité est révolue. Or, pour nombre d'entre eux — plus particulièrement ceux qui travaillent dans des grandes entreprises (500 salariés ou plus) —, la suppression de ces dispositifs équivaldrait pourtant à un allongement *de facto* de la durée de cotisation. Ces salariés plutôt favorables à une majoration des cotisations (les cadres n'y sont enclins qu'à 41 % seulement) ont-ils, par ailleurs, bien intégré l'éventuel impact des hausses de cotisations vieillesse sur le niveau des salaires et sur l'emploi ? Le troisième remède, qui consiste dans la réduction du montant des pensions servies, ne recueille l'assentiment que de 16 % des salariés interrogés. On rappellera simplement ici que, pour les salariés du régime général, une telle réduction est déjà à l'œuvre, via l'indexation des pensions sur le seul niveau des prix.

La réticence des salariés à la prolongation de la vie active constitue incontestablement l'enseignement majeur du sondage. Elle transparait de diverses manières.

Dans leur très large majorité (77 %), les enquêtés estiment ainsi nécessaire de traiter à l'identique les salariés du public et les salariés du privé, et d'aligner en conséquence les durées de cotisation requises pour bénéficier de pensions à taux plein. Où le bât blesse, c'est que 53 % des personnes interrogées estiment financièrement et économiquement possible de revenir sur la réforme de juillet-août 1993 et inclinent pour un alignement sur les conditions plus favorables du secteur

1. *Liaisons sociales*, n° 24, septembre 2001.

public (37,5 annuités). Certes, ce résultat global masque une très réelle divergence de vue entre les salariés du public (59 % seulement sont favorables à l'alignement et 63 % plaident pour les 37,5 annuités) et les salariés du privé (87 % réclament un alignement général et 51 % jugent irréaliste le retour aux 37,5 annuités). Il n'en est pas moins révélateur des difficultés auxquelles se heurtera le législateur si l'envie lui prenait — à moins que la nécessité ne l'y contraigne — d'harmoniser certaines règles du jeu des retraites dans un sens tel que certains y perdraient peu ou prou de leurs « avantages acquis ».

Placés devant l'alternative « travailler moins longtemps, quitte à percevoir une pension de retraite moins élevée, ou cotiser plus longtemps dans la perspective de droits améliorés », 57 % des salariés interrogés opteraient pour la première voie et seulement 39 % pour la seconde (plus fréquemment des femmes que des hommes, des actifs jeunes que des actifs vieillissants, des salariés de petites entreprises que des personnels de grosses structures de production ; qui ont effectivement davantage raison de s'inquiéter du montant futur de leur retraite). Certes, 65 % des enquêtés se verraient bien rester actifs au-delà de l'âge actuel de départ en retraite si la possibilité leur était

offerte de transmettre leur savoir aux plus jeunes. Indépendamment de la nature du savoir réellement susceptible d'être transmis à plus jeunes qu'eux par des travailleurs vieillissants qui, dans leur très large majorité, ont eu très (trop) peu d'occasions de tester leur propre « employabilité », il est manifeste qu'un tel maintien en activité ne pourra porter que sur de courtes durées ; l'engagement des 65 % d'enquêtés qui le mettent en avant est donc relativement limité. On retiendra encore que 40 % (47 % des cadres) se disent prêts à repousser leur départ en retraite sous réserve, toutefois, que leur temps de travail soit fortement réduit. Par ailleurs, deux enquêtés seulement sur dix (24 % des cadres) envisagent un prolongement de carrière si leur entreprise continue de les former et leur offre de réelles perspectives de carrière.

À l'évidence, en France, les « Trente Piteuses » et les multiples mécanismes de cessation anticipée d'activité dont elles ont favorisé l'éclosion ont fortement imprégné les mentalités. Inverser la tendance — au pied du mur et alors que s'estompe le mirage du retour au plein emploi — requerra une très forte volonté politique et d'immenses talents de persuasion.

Alain Parant

A N A L Y S E S C R I T I Q U E S

ASHLEY Mike

The Time Machines. The Story of the Science Fiction Pulp Magazines from the Beginning to 1950

Liverpool : Liverpool University Press, 2000, 300 p

Dans l'histoire de la science-fiction, les magazines américains ont joué un rôle fondamental de structuration du genre. La première revue de science-fiction, *Amazing Stories*, a été fondée en 1926 par un immigré d'origine luxembourgeoise, Hugo Gernsback. Elle fut suivie par de nombreuses imitations, dont la plus célèbre demeure *Astounding Stories*, dirigée par John W. Campbell depuis 1938 jusqu'à sa mort, et toujours publiée aujourd'hui sous le titre d'*Analog*. La majeure partie des maîtres indiscutés du genre, d'Isaac Asimov à Frank Herbert en passant par Arthur C. Clarke, ont fait leurs premières armes dans ces revues. Dans la période étudiée par le chercheur britannique Mike Ashley, elles adoptaient la forme de pulps, c'est-à-dire de publications bon marché imprimées sur du mauvais papier et ornées de couvertures bariolées qui, avec le temps, ont acquis un charme extraordinaire, ainsi qu'en témoignent les nombreux albums d'art qui leur sont consacrés.

L'histoire de ces magazines concerne quiconque s'intéresse à la prospective. La science-fiction entretient des liens évidents avec ce domaine, et les diffé-

rents directeurs de ces revues (editors, pour employer le terme anglo-saxon consacré) possédaient chacun leur conception personnelle de l'avenir, que reflétait souvent de manière frappante l'orientation de leur revue : l'émerveillement devant la technologie triomphante chez Gernsback qui, bien avant la Seconde Guerre mondiale, publiait dans *Amazing* des articles fort sérieux sur la future conquête spatiale et éditait également des revues de vulgarisation comme *Science and Invention* ; ou l'exigence de qualité affichée par John W. Campbell qui, dans *Astounding*, demandait à ses auteurs de se préoccuper des conséquences sociologiques des bouleversements entraînés par les progrès de la science.

Rédigé dans un langage limpide, à mille lieues des outrances d'un certain jargon universitaire encore trop présent de nos jours, d'une érudition et d'une rigueur sans faille, l'essai de Mike Ashley, auquel on devait déjà, en collaboration avec Marshall B. Tynm, un monumental *Science Fiction, Fantasy, and Weird Fiction Magazine* (New York : Greenwood, 1985) qui fait autorité, est un outil indispensable

pour le chercheur, mais dont la lecture ne rebutera pas, bien au contraire, le simple amateur ou le néophyte. Tous les protagonistes importants du monde de l'édition dans la période étudiée sont présentés, et leur politique éditoriale analysée avec perspicacité. Il était évidemment impossible à Mike Ashley d'aborder l'œuvre de chaque écrivain de science-fiction de la période, aussi se concentre-t-il sur quelques-uns qu'il considère comme représentatifs, sans nécessairement choisir les plus connus, ce dont il faut le féliciter.

L'ouvrage est complété d'un index et d'appendices érudits. Le curieux pourra ainsi disposer d'une liste complète des magazines de la période,

numéro par numéro, d'un dictionnaire des éditeurs, d'un dictionnaire des illustrateurs de couverture (où figurent la date de publication et le titre exacts des pulps pour lesquels ils ont œuvré), et même se faire une idée de la situation des revues de science-fiction dans les pays non anglo-saxons, histoire, si l'on en avait douté un moment, de prendre conscience de l'écrasante supériorité de ces derniers dans le domaine. Ce sérieux dans la recherche documentaire et cette volonté d'en faire partager les fruits au lecteur, assez courants dans le monde anglo-saxon et peut-être moins répandus sous le climat français, sont à souligner et à saluer.

Joseph Altairac

GRAVEREAU Jacques

L'Asie majeure. La révolution silencieuse de l'Asie orientale

Paris : Grasset, 2001, 325 p.

Voici un livre de synthèse sur cette Asie qui a failli réussir l'impossible pari de la projection raccourcie dans l'avenir. L'Asie du miracle (Japon, ASEAN¹, Chine), qui a fasciné les observateurs avant que son effondrement ou son marasme depuis la crise de 1997 n'en éloignent les capitaux baladeurs et les opérateurs inconstants.

Il s'agit d'un genre difficile que celui qui consiste à tenir un discours général sur l'Asie, même réduite à l'Extrême-Orient, en raison de sa diversité, de sa différence, de son exotisme et des fantasmes qu'elle continue de susciter. Professeur à HEC (Hautes études commerciales) et directeur de l'Eurasia

Institute, Jacques GraverEAU excelle dans ce registre, même s'il n'évite pas certains écueils.

On ne peut que souscrire à la thèse de l'auteur qui insiste sur les spécificités de l'Asie. Celle-ci est loin d'être une copie conforme de l'Occident. Le miracle asiatique n'était pas une victoire du modèle occidental, pas plus que la crise du modèle asiatique n'était le signal de la fin de l'Asie orientale.

Pour étayer sa démonstration sur l'émergence d'une Asie majeure et originale, l'auteur organise son livre en deux temps principaux qu'il intitule respectivement « Anatomie de la différence » et « La modernisation réussie ». Tout au long de ces pages très fluides réparties en une série de chapitres courts et nerveux, il illustre à

1. Association des nations du Sud-Est asiatique.

coups d'anecdotes et de formules bien-venues le « modèle asiatique », bien qu'il n'en utilise pas le terme.

Sans doute lui reprochera-t-on d'être trop sino-centrique. « L'Asie orientale, écrit-il, c'est essentiellement le monde sinisé » (p. 35) : la grande Chine, le Japon, la Corée et les Chinois de la diaspora. Les Chinois sont certes nombreux et omniprésents, « ils sont en grande partie responsables du miracle asiatique » (p. 150). Mais si tel est le cas, il faut alors aussi leur imputer la responsabilité de la crise asiatique, ce qui serait également exagéré. En fait, les acteurs locaux ne sont pas moins importants que la diaspora.

Le tropisme chinois de l'auteur le rend un peu réducteur lorsqu'il parle de l'Asie du Sud-Est, avec quelques simplifications, notamment sur le monde malais, dont la langue n'est pas « née au XX^e siècle » (p. 100).

Le ton didactique de l'ouvrage rend inévitables quelques stéréotypes qui auraient mérité discussion. Existe-t-il une « sagesse orientale » qui s'oppose à la « vérité occidentale » (p. 31), un « pragmatisme asiatique » contrastant avec la « rationalité occidentale » ? Confucius est-il le grand ancêtre du miracle d'une région favorisée par son sens du collectif et son absence d'individualisme ?

Mais on reconnaîtra à l'auteur un sens des formules : « la Chine reste un empire narcissique » (p. 24) ; et des raccourcis percutants, comme ce qu'il appelle « l'illusion juridique » (des Occidentaux). Il propose des nuances bienvenues sur « l'État corrompu, mais non prédateur » (qui expliquent la synergie positive entre l'État « mou » et le secteur privé, sauf lorsqu'il opère des prélèvements punitifs sur l'économie comme à la fin du régime Soeharto). Mais faut-il renvoyer la crise asiatique comme de simples « hoquets de la réussite » ? Il est sans doute trop tôt pour le dire.

Soulignant à juste titre « l'immense continuité culturelle » de l'Asie et son nationalisme sourcilieux malgré la multiplicité des emprunts, J. Gravereau plaide pour son droit à suivre une voie propre. Dans un chapitre théorique (chapitre X), il argumente avec vigueur contre la notion de « culture universelle » et légitime la différence, culturelle et politique. Ce plaidoyer pour le relativisme lui permet de contester l'Occident dans la querelle faite par celui-ci à l'Asie sur les valeurs. Il met en garde contre le danger qu'il y a à vouloir imposer un modèle politique sans se préoccuper du contexte local : « Quant à plaquer les conceptions occidentales de la démocratie en Chine ou au Japon, c'est un exercice idéologique qui risque fort d'être décevant » (p. 137). Il rappelle que « les Asiatiques ne sont pas prêts à acheter une idée abstraite de la démocratie ou des droits de l'homme qui serait chargée d'une image de domination occidentale. Or ils ont le sentiment d'être l'objet d'une pression missionnaire américaine qui voudrait dire la morale au genre humain [...] » (p. 277).

Animée par les valeurs et les décrets de l'Occident, la mondialisation trahit en fait une fragilité, sinon une faiblesse, de ce dernier face aux cultures montantes de l'Asie. L'auteur rejoint ainsi l'interrogation prospective lancée par Samuel Huntington (*The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New York : Simon & Shuster, 1996) quant à l'avenir des grands ensembles culturels et au rééquilibrage probable de ceux-ci.

L'Asie majeure mérite le détour, comme introduction aisée à un Orient complexe et qui n'a pas dit son dernier mot.

François Raillon (groupe Asie 21)

SALOMON Jean-Jacques

Le Scientifique et le guerrier

Paris : Belin (coll. Débats), 2001

Stimulé par une conférence de l'Académie des sciences de New York sur le rôle des scientifiques dans l'atténuation de la discorde mondiale, et frappé par la quasi-absence de l'expérience européenne dans ces débats, Jean-Jacques Salomon a organisé une nouvelle conférence sur le même thème, tenue cette fois à Paris en février 2000, sous les auspices du George G. Marshall Institute et de l'association Futuribles International¹. De cette manifestation, l'auteur dégage quelques enseignements et réflexions, qu'il a rassemblés en quatre chapitres : originalité de l'expérience européenne ; spécificité des scientifiques ; défis de l'après-guerre froide ; le scientifique, figure de la culture.

Il n'est pas facile de résumer cet ouvrage, où chacun des chapitres part un peu dans tous les sens, dans un grand déploiement de culture générale. Quatre interrogations nous semblent émerger de cette invitation au débat :

— La science aurait-elle perdu sa pureté, le coût croissant de la recherche obligeant les chercheurs à s'allier à des sponsors douteux, comme la bureaucratie d'État, le complexe militaro-industriel ou les grandes entreprises ?

— Le scientifique, dans sa noble poursuite de la connaissance, est-il vraiment innocent des mauvais usages que la société fait ensuite de ses découvertes : armes de destruction massive,

manipulations génétiques scabreuses, dégradation de la biosphère, épuisement des ressources naturelles, flicage généralisé du citoyen, etc. ?

— L'objectivité et le caractère foncièrement apatride de la démarche scientifique font-ils de la science un phénomène supraculturel ? La communauté scientifique vise-t-elle à s'instituer en une superpuissance de la connaissance ?

— Dans les jeux de pouvoir entre experts et politiques, qui manipule qui ?

Plus qu'un résumé, ce que nous proposons ici est une réaction à ce document.

Pureté et universalité de la science

La recherche coûte de plus en plus cher, c'est une tendance lourde aisément vérifiable. Un free-lance façon Einstein peut se contenter d'un crayon, il n'en est pas moins la pointe émergée d'un énorme iceberg d'expérimentation et de modélisation, qui lui a permis d'entrevoir une faille dans les raisonnements antérieurs. Nos modernes cosmologistes n'imaginent la genèse du monde que parce qu'une formidable infrastructure d'observation terrestre et spatiale les ravitaille en données toujours plus fines et portant sur des âges toujours plus reculés de l'univers. Les spécialistes de l'infiniment petit que sont les physiciens des particules s'appuient sur des machines gigantesques comme les collisionneurs du CERN. Les chercheurs du génome mobilisent les plus grandes puissances de calcul actuellement disponibles. Ce coût irrésistiblement croissant impose

1. Les actes de cette conférence sont publiés en anglais dans un numéro spécial de la revue *Technology in Society*, vol. 23, n° 3, août 2001. En français, ils sont accessibles sur le site Internet du groupe Futuribles (www.futuribles.com).

au chercheur de faire appel à des sources de financement rarement innocentes, qu'elles soient publiques ou privées. Hier, le savant dépendait du bon vouloir du pouvoir temporel ou spirituel, au risque de tomber en disgrâce (du procès de Galilée à l'affaire Oppenheimer) ; aujourd'hui, il dépend de ministères, d'organisations internationales ou d'industriels, et l'avenir des programmes se débat dans des comités ou des conseils d'administration.

Inversement, le développement de puissantes associations scientifiques donne maintenant aux chercheurs les moyens de faire entendre leur petite musique dans le concert du monde. Certaines de ces associations peuvent se comporter en véritables groupes de pression, comme Pugwash pour le nucléaire, ou comme on l'a vu à Rio pour les questions de réchauffement climatique. Des revues scientifiques res-

pectées délivrent des messages dont la validité, certifiée par des comités de lecture et la consultation de pairs, ne peut laisser les politiques indifférents. De plus, Internet permet à la communauté des chercheurs de rendre publics ses débats internes et de toucher une vaste audience.

Le chercheur tiraillé entre deux mondes

Le scientifique vit souvent écartelé entre sa vocation de pureté et l'utilitarisme qu'on lui impose, entre son aspiration à travailler pour un monde meilleur et l'obligation de travailler pour les forges de Vulcain. Ce sont souvent les mêmes personnes qui ont développé la bombe atomique ou autres systèmes d'armes et qui se sont retrouvés dans des mouvements comme Pugwash pour en bannir l'utilisation. Alors que le commun des mortels

GLOSSAIRE

CERN : Organisation européenne pour la recherche nucléaire, à Genève, spécialisée dans les particules de haute énergie engendrées par de grands collisionneurs

COST : coopération scientifique et technique. Ce programme a permis au Royaume-Uni de participer à des actions communes européennes avant son adhésion formelle à la Communauté

EMBO : laboratoire européen sans murs de recherche sur la biologie moléculaire

ESA : Agence spatiale européenne

ESO : grand observatoire astronomique européen dans l'hémisphère austral

IIASA : Institut international pour l'analyse des systèmes, à Laxenburg près de Vienne, initialement conçu comme pont scientifique entre les deux camps de la guerre froide

ILL : Institut von Laue-Langevin, dont l'outil central est un réacteur nucléaire situé à Grenoble

MIR : station spatiale soviétique, détruite récemment, au terme de longs et loyaux services, après avoir accueilli des astronautes du camp opposé

PCRD : Programme cadre de recherche et développement de l'Union européenne

Eurêka : cadre européen de coopération technologique, accueillant des projets appliqués soutenus par les États participants

Otan : Organisation du traité de l'Atlantique Nord, en voie d'élargissement à l'Est

R&D : acronyme générique pour « recherche et développement ». On rencontre aussi sa variante *RDT* : recherche et développement technologique

P.B.

s'expose à la folie en voulant affronter simultanément deux termes d'une alternative absolument contradictoires (le double bind de Gregory Bateson), Jean-Jacques Salomon estime que le scientifique, moderne Janus, parvient à concilier sa double appartenance au monde des guerriers et à celui des victimes, deux mondes étrangers qui ne parlent pas le même langage, car « le monde des guerriers décrit les résultats de la guerre dans la langue des ratios d'échange et du coût-efficacité ; celui des victimes les décrit dans la langue de la comédie et de la tragédie » (F. Dyson).

Le rêve du scientifique est de ramener l'affrontement guerrier à une course technologique sans épanchement de sang, une guerre sans morts où les adversaires joueraient une partie sur simulateur pour décider qui perdrait, sans avoir à passer aux actes pour le vérifier. D'une certaine manière, c'est ce qui s'est passé avec la dissuasion nucléaire et la destruction mutuelle assurés (MAD) et c'est ce que cherchaient à mettre au point les Américains avec leur Révolution dans les affaires militaires (RMA), du moins avant la tragédie du 11 septembre 2001. Cependant, la réalité est loin du rêve : le XX^e siècle a été le plus meurtrier de toute l'histoire de l'humanité et la guerre industrielle a largement puisé dans les armoires des laboratoires.

La spécificité de l'expérience européenne

Contrairement aux États-Unis, nation intégrée, l'Europe est encore un patchwork d'États associés, partageant un lourd héritage historique de rivalités et de conflits. Bâtir un avenir commun sur ces bases relève davantage de l'auto-organisation et de l'apprentissage que d'une volonté politique centrale et constante, qui fait souvent

défaut. La méthode Jean Monnet, suivie par l'Union européenne depuis ses origines, dans les années 1950, consiste à prouver le mouvement en marchant, chaque avancée concrète suggérant la nécessité de l'inscrire dans un meilleur cadre politique. On est ainsi passé du marché commun au marché unique, puis à la monnaie unique, de la libre circulation des biens et personnes à l'espace douanier, policier et bientôt juridique de Schengen. La monnaie unique appellera à son tour l'harmonisation des politiques économiques et de la fiscalité, etc.

De même, en matière scientifique et technologique, les Européens ont mis en place de multiples coopérations et programmes communs avant d'avoir une politique scientifique. Chacun a une idée plus ou moins précise des activités du CERN, de l'EMBO, de l'ESO, de l'ILL, de l'ESA, de l'IIASA..., ou des succès d'Airbus et d'Ariane, mais peu de personnes réalisent à quel point les programmes internationaux (PCRD, Eurêka, programme scientifique de l'Otan, etc.) ont brassé de grandes quantités de scientifiques et d'ingénieurs par-delà les frontières, et à quel point ils ont influencé les politiques nationales de R&D.

Les ambiguïtés de l'expertise

« D'une part, il y a, assurément, une spécificité des problèmes d'ordre technique que les scientifiques sont seuls en mesure de traiter [...], de l'autre, les scientifiques qui dépassent le point de vue de leur compétence technique pour prendre position sur le terrain de la décision et des choix politiques constituent une minorité », observe Jean-Jacques Salomon. Si l'homme politique est corseté par l'idéologie, les allégeances et les considérations électoralistes, le scientifique

l'est par le compartimentage des savoirs et la haute spécialisation requise. Le spécialiste le plus pointu n'est pas forcément le conseiller le plus avisé. Inversement, certains se forgent une image de conseiller du Prince alors que leur compétence s'est depuis longtemps dépréciée.

La neutralité supposée du scientifique incite le politique à l'utiliser comme ambassadeur dans des négociations internationales portant sur des problèmes à forte composante technique (protection des mers ou de l'atmosphère, sécurité alimentaire, etc.), ou à lui demander de dégager le terrain d'une coopération politique en multipliant les coopérations scientifiques et techniques ponctuelles, pour créer un « espace commun de rationalité ». C'est ainsi que les actions scientifiques COST ont précédé l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne, que les astronautes français ont volé sur MIR avant la fin de la guerre froide. Jean-Jacques Salomon note toutefois que si cela a fonctionné avec l'Amérique ou la Russie, la coopération scientifique n'a été d'aucun secours pour enrayer les tensions dans les Balkans, au Maghreb, ou entre la Grèce et la Turquie. La science ne suffit pas, à elle seule, à créer l'espace commun de rationalité recherché.

Le politique cède souvent à la tentation de se défaire sur l'expert, flatté de tant d'honneurs, d'arbitrages qui dépassent en réalité le cadre technique pour engager l'économie, le social, le juridique, le stratégique. Cette confusion de genres aboutit parfois à des catastrophes, comme le sang contaminé ou la « vache folle », ou à des impasses industrielles comme les satellites Symphonie ou la télévision à haute définition. Souvent, les deux acteurs, conscients qu'une partie de la problématique leur échappe, se réfugient derrière le principe de précaution, qui peut s'avérer fort coûteux.

Le savant, figure de la culture ?

Pour certains, « le savant n'est pas seulement celui qui sait et fait la science, mais celui aussi qui la pense comme problème pour l'humanité » (Georges Canguilhem). Pour d'autres, la plupart des scientifiques sont les exécutants mécaniques d'une science sans âme ni conscience, voire des apprentis sorciers. Pour René Cassin, le progrès scientifique peut fort bien aller à l'encontre des droits de l'homme, et d'ailleurs, le XX^e siècle l'a abondamment utilisé pour perpétrer des horreurs : la liberté de chercher n'implique pas automatiquement la liberté d'agir.

Pierre Bonnaure

MARÉCHAL Jean-Paul

Humaniser l'économie

Paris : Desclée de Brouwer, 2000, 225 p.

Nous vivons, via notamment les nouvelles technologies de la communication et de l'information, une période de mutation technique susceptible d'offrir

d'extraordinaires possibilités. Les promesses sont grandes, en effet, d'un monde où les machines pourraient libérer les hommes du travail et où les

modes de production et de consommation modernes, qui reposent de plus en plus sur des bases immatérielles, seraient plus économes en matière et en énergie, et moins dommageables pour l'environnement. Or, constate Jean-Paul Maréchal, tout cela est perverti par la toute-puissance accordée aux marchés et à la finance, lesquels entendent même gérer désormais des domaines, comme la santé et l'éducation, qui, jusqu'alors, leur étaient restés relativement fermés. La marchandisation semble partout à l'œuvre, l'« économie de casino », pour reprendre l'expression de Keynes, est plus que jamais présente. Quoi que puissent prétendre les chantres de l'économie de marché et autres publicistes, celle-ci n'arrive pas à partager les progrès avec tous. Depuis le début des années 1970, on observe même un creusement des inégalités, entre les pays et à l'intérieur des pays. Manifestement, la croissance ne correspond plus au développement. En Europe, ce divorce se traduit notamment par un taux de chômage élevé et une fragmentation sociale qui sont autant de menaces pour la démocratie.

Après avoir dressé ce constat, Jean-Paul Maréchal se donne un double objectif. Les deux premiers chapitres de son ouvrage sont consacrés à la critique du paradigme théorique dominant dans le domaine de la science économique : la théorie néoclassique ; les deux derniers chapitres exposent une vision alternative de l'économie — la « bioéconomie » — et proposent un certain nombre de pistes qui en découlent dans le domaine de la politique économique.

Dans une première partie, Jean-Paul Maréchal retrace à grands traits la naissance de l'économie politique et montre l'évolution de la pensée économique dominante vers une vision de plus en plus mécanique du réel et de la

politique. La problématique de la reproduction du système social est peu à peu abandonnée pour se concentrer sur la question de l'équilibre du marché. Pour mieux illustrer son propos, l'auteur se focalise sur le marché du travail, lieu par excellence où se confrontent cette « mécanique » du marché et les aspirations et l'agir des humains. C'est là, bien mieux qu'ailleurs, que l'on peut voir la place assignée à l'homme par les théoriciens néoclassiques au sein de cette représentation de l'univers économique gouvernée par les lois de l'offre et de la demande. Le réductionnisme économique y est à l'œuvre : les besoins économiques et sociaux de l'homme ne sont pas pris en compte, celui-ci est réduit à n'être qu'un rouage, une variable d'ajustement.

La seconde partie du livre de Jean-Paul Maréchal est consacrée à la présentation d'une vision alternative de la science économique susceptible de fonder une nouvelle rationalité et une nouvelle pratique permettant que l'économie soit au service de l'homme et non plus l'inverse. Cette « bioéconomie », comme l'appelle l'auteur — entendons, une économie respectueuse de la vie — est une économie humaniste (cf. le titre de l'ouvrage) qui se range dans la tradition des analyses de François Perroux, René Passet et Henri Bartoli, pour ne citer que ceux-là. Pour ce faire, il importe d'abord de saisir la complexité du réel et la pluralité des logiques à l'œuvre dans les domaines de la société et de l'environnement. L'économie, comme sphère d'activité, n'est qu'un sous-système de l'ensemble de la société, elle-même n'étant qu'un sous-système de la biosphère. Il s'agit donc, pour parler à la manière de Karl Polanyi, de « ré-encastrier » l'économie dans les contraintes sociales et naturelles dans lesquelles celui-ci puise son sens. Comme chez François Perroux et les

auteurs cités précédemment, cette démarche amène à l'expression d'un nouveau principe d'« économicité » : l'allocation optimale des ressources doit se concevoir dans le but d'une satisfaction équitable des besoins des hommes nés ou à naître (de l'alimentation à la liberté d'expression en passant par la santé). L'objectif habituellement assigné à la science économique est ainsi remplacé dans une démarche éthique, ce qui devrait finalement être le sens de ce que l'on recherche sous l'expression « développement durable ».

En termes pratiques, dans le domaine du travail sur lequel s'est centré l'auteur, les voies explorées pour faire face au chômage et aux inégalités sociales sont la réduction du temps de travail, le développement de l'économie solidaire et l'octroi d'un revenu garanti. On redécouvre alors qu'il existe, à côté de l'économie marchande, une économie non marchande et une économie non monétaire qui doivent être articulées, notamment au travers d'associations, coopératives et autres institutions

ne cherchant pas à faire du profit, mais à répondre à des besoins sociaux et environnementaux non satisfaits par le marché ou la puissance publique. Ces différentes mesures, qui sont créatrices de richesse, d'emplois en même temps que de lien social, doivent être articulées pour favoriser un véritable développement humain.

Ainsi, en écho à des slogans que l'on entend au sein d'associations comme ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens), on peut dire avec Jean-Paul Maréchal qu'un autre monde est possible. Cela ne sera que si les citoyens font pression sur leurs gouvernements pour que ceux-ci ne se plient pas à la toute-puissance des marchés et du capitalisme. Par la réflexion qu'il suscite au sujet de la raison économique et de l'imaginaire social qui lui est lié, cet ouvrage didactique, qui s'adresse avant tout aux non-spécialistes, devrait aider à une telle mobilisation.

Franck-Dominique Vivien

COMPTES RENDUS

MAURICE Joël / DIDIER Michel / MONCHY Guy de / CAE (Conseil d'analyse économique)

Prix du pétrole

Paris : La documentation Française (coll. Les Rapports du CAE, n° 32), 2001, 195 p.

La volatilité des prix du pétrole en général et les hausses récentes des cours du brut relancent les interrogations sur le fonctionnement du marché pétrolier, sur l'épuisement annoncé des réserves d'or noir et sur les solutions de rechange. Un pétrole à 35 dollars US le baril inquiète alors que la locomotive économique américaine donne des signes de ralentissement, que la Californie — pays emblématique de la *high-tech* — connaît pour la première fois une pénurie de carburants et d'électricité et que l'inflation montre à nouveau le bout de son nez en Europe.

La crainte d'un réchauffement global du climat dû aux émissions de gaz à effet de serre domine les débats, repoussant au second plan celle d'un épuisement prochain des réserves, qui occupait la scène lors des premiers chocs pétroliers, il y a une trentaine d'années. L'effet de serre n'est en réalité qu'une contrainte de plus, car ni le spectre de l'épuisement des réserves les plus avantageuses, ni l'instabilité politique qui menace les grandes régions de production n'ont disparu.

Un autre sujet de préoccupation est la volatilité des cours du pétrole, qui est plus forte que pour la plupart des autres actifs... à l'exception du Nasdaq ! Cette instabilité tient au caractère paradoxal d'un marché « à la fois très sophistiqué dans ses instruments et très primitif dans son comportement », dont une partie relève pourtant d'une économie ouverte où la concurrence et les anticipations jouent pleinement, tandis qu'une autre partie est marquée par l'existence d'oligopoles de producteurs (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, OPEP) et de raffineurs-distributeurs (les « majors »), par la pratique des contrats de gré à gré, et par une ingérence multiforme des États.

L'OPEP, après avoir longtemps hésité entre une stratégie de conquête de parts de marchés (forts volumes et bas prix) et une politique de revenus dans la durée (faibles volumes, prix relativement élevés), semble s'être convaincue de l'intérêt, aussi bien pour les pays exportateurs que pour les économies importatrices, de prix beaucoup plus stables, en croissance douce et prévisible. On espère que l'OPEP aura plus de succès dans cette voie que n'en a eu sa politique passée de quotas. On peut aussi s'interroger sur la cohésion et l'avenir à long terme d'une organisation composée de 11 États aux situations et intérêts disparates, parmi lesquels un Irak fort mécontent du régime « pétrole contre nourriture » que lui imposent les Nations unies.

Les objectifs de limitation des émissions de gaz à effet de serre adoptés à Kyoto en 1999 semblent difficiles à atteindre. D'une part, la croissance de la demande d'énergie s'annonce considérable et l'on assiste à une « recarbonisation » plutôt qu'à une dématérialisation. D'autre part, la Chine, qui n'a pas signé le protocole de Kyoto, représente à elle seule une part considérable de l'augmentation des besoins. Globalement, seul un progrès technologique soutenu permettra à la fois de modérer la demande (utilisation rationnelle de l'énergie) et d'exploiter des réserves toujours plus « difficiles », dans le respect de l'environnement.

Soulignant l'importance des enjeux, le rapport du CAE recommande que les États pénalisent de quelque manière les émissions de gaz à effet de serre et mettent en œuvre simultanément d'ambitieuses politiques structurelles, visant notamment les transports collectifs, le ferroutage et les énergies alternatives. L'Union européenne, qui n'a jamais eu de véritable politique énergétique, devrait au minimum se doter de règles communes concernant les normes de produits raffinés, la taxation, les stocks stratégiques, le respect des accords de Kyoto et la politique commerciale internationale, sous peine de voir la concurrence durablement faussée au sein du marché unique. La période actuelle (élargissement sans réforme institutionnelle) ne favorisant pas le lancement de grandes politiques communes, la Commission européenne envisagerait de recourir à une formule de coopération renforcée, en attendant mieux.

Pierre Bonnaure

MUCCHIELLI Laurent

Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français

Paris : La Découverte, 2001, 142 p.

Au milieu des nombreuses déclarations, prises de position, controverses et publications sur le sujet des violences et de l'insécurité depuis quelques années, cet ouvrage du sociologue et historien auteur de *La Découverte du social* (Paris : La Découverte, 1998) est le bienvenu. Synthétique (142 pages), il dresse un panorama précis et critique des recherches sur le sujet.

Après avoir insisté sur le biais qu'introduit la médiatisation des phénomènes de violence dans le « sentiment d'insécurité », le chercheur au Centre national de la recherche scientifique dévoile la nébuleuse douteuse des nouveaux « experts » de la sécurité (comme Alain Bauer et Xavier Raufer) qui diagnostiquent inlassablement un dramatique ennemi intérieur afin de légitimer leur propre expertise privée. Moins machiavélique, le discours policier sur les violences urbaines n'est pas sans effets pervers. L'auteur pense notamment à la position des Renseignements généraux sur les émeutes urbaines (cf. BUI TRONG Lucienne. *Violences urbaines. Des vérités qui dérangent*. Paris : Bayard, 2000), qui tendent à accréditer l'idée d'une menace grandissante, à « évacuer la dimension politique du comportement des jeunes » et à « dissimuler la coresponsabilité policière » dans la tension de certains quartiers. Ce faisant, ils véhiculent selon lui une vision catastrophiste des problèmes qui risque d'aggraver les conflits.

Le sociologue s'emploie alors à expliciter les statistiques et à en dénoncer les lectures univoques et/ou partiales. La délinquance est bel et bien un problème social, encore faut-il savoir de quoi l'on parle : statistiquement, les vols sont en augmentation continue depuis 40 ans en France — le plus souvent, les auteurs sont des jeunes issus de milieux populaires — ; en revanche, on ne se tue pas plus aujourd'hui qu'il y a 30 ans ; les « coups et blessures volontaires » augmentent beaucoup depuis la fin des années 1980, moment à partir duquel « les pauvres s'en prennent de plus en plus souvent aux institutions publiques » ; enfin, autre grande nouveauté des 20 dernières années : l'augmentation de la consommation et du trafic de drogue.

À la lumière de l'évolution de la délinquance juvénile depuis 1950, l'auteur discrédite la théorie du complot de l'ennemi intérieur et resitue la spécificité de la violence contemporaine dans son contexte social complexe. Il conclut par quelques propositions de réformes : 1) « sortir le débat de sa crispation sur la police et sur les techniques de sécurité » ; 2) « comprendre que la réduction d'une partie du chômage ne résout pas automatiquement les problèmes » ; 3) « admettre que la question des inégalités se joue fondamentalement à l'école et que, actuellement, cette dernière les entretient plus qu'elle ne les résorbe » ; 4) « faire de la lutte contre le racisme une véritable priorité nationale » ; 5) « développer des structures locales de régulation collective dans les quartiers » ; 6) « en finir avec l'hypocrisie de la répression de l'usage du cannabis » ; 7) « en parler autrement et chercher à en savoir davantage ».

Benjamin Delannoy

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)
Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE

Paris : OCDE, 2001, 364 p.

L'originalité de ces *Perspectives de l'environnement de l'OCDE* par rapport aux travaux analogues (par exemple ceux du Programme des Nations unies pour l'environnement) est qu'elles ont pour objectif de présenter l'évolution probable de l'environnement dans le monde à l'horizon 2020, dans une optique économique. En effet, prenant conscience que les principaux facteurs de modification de l'environnement sont d'ordre économique (croissance, libéralisation des échanges et des investissements), social (changements démographiques, évolution de la population active et modes de consommation) et technologique, l'étude observe d'abord les tendances récentes et les perspectives de chacun de ces facteurs avant d'examiner leurs conséquences possibles sur les ressources naturelles.

Le rapport emprunte à la signalisation routière pour distinguer les domaines où les pressions sont en diminution (« feu vert ») comme la diminution des émissions de certains polluants atmosphériques, le reboisement dans les régions de l'OCDE et le recul de la pollution émanant de sources industrielles ponctuelles. Le « feu orange » identifie des aspects caractérisés par l'incertitude ou des problèmes potentiels, telles les biotechnologies. Bon nombre de « feux rouges » se rapportent à des problèmes mondiaux : la surpêche, le changement climatique, la biodiversité en sont les principaux. Pour chaque problème identifié, l'OCDE a à cœur de proposer des solutions (combinaisons de réglementations, d'instruments économiques et d'innovations techniques), précisant que le coût économique de ces mesures serait relativement faible (baisse du produit intérieur brut de moins de 1 %).

Les deux voies principales conseillées sont la suppression des subventions aux secteurs polluants (pêche, agriculture productiviste, nucléaire et pétrole) d'une part, et d'autre part des taxations reflétant le réel coût environnemental des produits, taxations compensées par des réductions d'autres impôts. Cet ouvrage ambitieux constitue donc une véritable panoplie à l'usage des décideurs soucieux de l'environnement.

Céline Laisney

Ces comptes rendus sont extraits de la base de données informatisée sur les études prospectives « Octave », de Futuribles International.

Pour connaître les modalités de consultation, contacter Céline Laisney, à Futuribles.

Tél. : 33 (0)1 53 63 37 72 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54

E-mail : documentation@futuribles.com - Site Internet www.futuribles.com

Futures Studies and Policies in the Region around Paris. The Outlook and Planning Section of the Conseil économique et social of the Île-de-France*Jean-Claude Boucherat*

Each of the French regions has, in addition to a regional council (Conseil régional), which debates and votes on policies, a consultative body on economic and social matters (a Conseil économique et social régional, CESR) which brings together representatives of professional and voluntary organizations, trade unions, as well as individuals with relevant knowledge and experience, so that it can in some sense be said to reflect the views of civil society. The CESRs are indeed less obsessed with short-term considerations or involved in the jockeying for power that affects other bodies, and in recent years—following the example of the CESR for the Île-de-France (the area around Paris) and of the National Economic and Social Council—they have put considerable effort into thinking about the future.

The chairman of the Île-de-France CESR explains here why and how an "outlook and planning section" was created within his authority; he describes the main topics that it has been working on, its working methods and the key conclusions reached so far. He provides much more than just a description of the section's activities, and shows how much this kind of future-oriented group within a consultative body can contribute to current research into new forms of participative democracy and to stimulating further public debate about the major challenges of governance reform.

Jean-Claude Boucherat goes a step further, pointing out the special contribution and usefulness of futures studies when drawing up public policies. He stresses how important a group like the CESR's outlook and planning group can be both in anticipating the issues that regions are likely to have to face and in creating a "vision" that can, without ignoring the conflicting views represented, unite the energies of all those who are ultimately responsible for shaping the future of the French regions.

Futures Studies and Regional Growth*Michel Godet*

Let's stop blaming external forces for slow growth in the French regions. Their performances, says Michel Godet, basically depend on the ability of those concerned with a region's growth to build their efforts around shared visions. In his view, the main purpose of regional scenario-building should be to act as a catalyst for local initiatives, the main aim being to mobilize efforts to achieve collective targets developed from the bottom-up.

In this paper, written for a European forum on regional and local futures studies to be held in Lille on 18-19 December 2001, Michel Godet draws on both his own experience of regional scenario-building and on the work of the national committee concerned with local development initiatives.

He sets out to show why foresight is useful in informing action and how dreams can shape reality, as well as ultimately how far the future of our regions, like that of any human community, depends above all on initiatives that, developing from the grass-roots, have a collective impetus. Along the way, he stresses the contribution of futures studies methods for which he is so well known in France..

Some Scenarios for the World after September 11th*Jacques Lesourme*

The article has three parts. In the first, Jacques Lesourme makes it clear that the terrorist attacks in September 2001 and their consequences unfortunately merely confirm what was foreseen by futures studies in earlier years. "September 11th was not unthinkable", he writes, and goes on to remind us that terrorism has existed for centuries, it is not linked uniquely to Islamic fundamentalism, and it is probably hopeless to try to eradicate it...

He also points out that since the United States has become the only Great Power in the world, it is the natural scapegoat. Furthermore, as he has often insisted, the Arab-Turkish-Iranian region is particularly dangerous, and this fact is not sufficiently clearly recognized by the democracies, which have tended to emphasize freedom at the expense of their security.

In the second part, Lesourme ponders the trends that might develop out of the September 11th attacks. He argues that Western countries will probably need to review their security policies and reevaluate their systems of defence. But he also foresees some shifts in the alliances, especially among the six main elements: the United States, European Union, Russia, Japan, China and India. Finally, he stresses that these events threaten to deepen the downturn in the world economy which had already begun, and to encourage governments to adopt coordinated regulatory policies.

Despite the hazards involved, Jacques Lesourme ends by sketching three scenarios with particular emphasis on what he takes to be the key variables: the nature of the American retaliation and its outcome, the movements of public opinion in Western countries, the degree to which the United States accepts great multilateralism, and the progress towards European unification.

Choosing from among 32 theoretically possible scenarios, he describes three that cover widely differing variations: the "minor event", "improvements in world governance" and "generalized disorder".

Return to the Middle Ages?

Jean-Jacques Salomon

No, Mr Fukuyama, the end of communism was not "the end of history", the final victory of the free market ideology exemplified by the United States, argues Jean-Jacques Salomon. He reminds us that Pierre Hassner expressed the fear that, on the contrary, the post-Cold War period might be the beginning of a new Middle Ages.

The events of September 11th mark a major geopolitical turning-point and require a radical change of attitude and policies on the part of the United States, Salomon argues. In order to make clear what this involves, he looks briefly at the situation "before" —a recently elected President, an unwavering supporter of ultra-liberalism, convinced of American supremacy and the universal applicability of its model of development— and "after", which is likely to see the federal government revert to being strongly interventionist and ready to combat the ill-effects of unbridled capitalism.

What is likely to happen after that, wonders Jean-Jacques Salomon? Maybe this mobilization against terrorism will hasten European integration or encourage the industrialized countries to be less arrogant, to seek for ways and means of achieving lasting peace and

greater North-South cooperation as a result of shifts in alliances and allegiances...

The author does not, however, rule out the possibility that the Muslim world will "catch on fire". He stresses that "the war against terrorism" —unless it resolutely attacks terrorism's deep roots in poverty and humiliation and hence in resentment of the rich countries— is quite unlike any other war: it may have no end.

The New Landscape of Conflict

Geneviève Schméder

A radical transformation of the aims, methods and organization of large-scale violence is now occurring: it is no longer limited to clashes between states, and the classic divisions are becoming blurred between civilians and the military, between private and public, between national and international, and ultimately even between war and peace...

In essence, this is the new landscape described by Geneviève Schméder, who shows how far we are witnessing a general move towards deregulation, led by the United States; this is not confined to the economic sphere and it leads to poverty and injustice, which in turn generate further violence.

Schméder highlights the negative effects of the economic and military policies of the United States, which has tried its utmost to impose its dominance on the rest of the world —hence the dislike of the US and the violence of the attacks against it.

In conclusion she puts the question: will the recent catastrophe cause the Americans to rethink their policies, as would seem to be the *sine qua non* for a new ordering of international relations?

The Failures of the American Intelligence Services

Pierre Bonnaure

Following the terrorist attacks against the United States on 11 September 2001, Pierre Bonnaure reflects on "the surprising failure of the American secret services, which some say were caught totally unawares".

First he comments that the situation is not that simple and that many problems arise between anticipation and action, in particular knowing whether to take a warning seriously and what decision to take about timely action when considerable uncertainty and enormous risks are involved.

He nevertheless stresses that the secret services seem to have been unprepared for an

attack that did not fit current expectations—terrorist attacks on several targets rather than an act of aggression by a “rogue state”. He criticizes the shortsightedness of the intelligence authorities, emphasizing that this is not the first instance, and tries to understand the reasons for this failure.

In a few lines he reminds us of a series of problems facing what is now called strategic intelligence as well as those inherent in the interaction between thinking and action.

The Start of a New System of International Diplomacy?

Kimon Valaskakis

Terrorism—involving different groups of people for different reasons—has always existed and will never disappear. But with the arrival of a world without frontiers there has come a kind of “dumping” at global level, and hence a lack of rules and a general laxity that favours all manner of factors of destruction.

How can we parry the grave dangers that arise from the increasing numbers of people who shamelessly take advantage of this situation, asks Kimon Valaskakis? The diplomatic system developed since the mid 17th century, which was based on the principle of sovereign states with well-defined territories, is ineffectual against the new global challenges (terrorism, international financial problems, global warming, etc.) and the actions of transnational businesses that disregard frontiers.

Kimon Valaskakis argues that we must not only “think globally” but create the means to act globally; this would require giving high priority to examining how to set up new bodies and procedures which would ensure more effective governance of the world and thereby avoid the uncontrolled excesses of globalization, which at present operates without rules or laws.

Ten Key Questions for the Future. War, Its Costs and Issues

Michael Marien

The events of September 11th 2001 are a watershed; they mark the start of a new era, perhaps the beginning of a third world war. So opens the article by Michael Marien, who is very well-informed about the futures studies undertaken in the United States over the last 30 years and who, just after the September terrorist attacks, invited a dozen futures studies colleagues to react to the events and to suggest what consequences they might have.

He draws on their responses, as well as on about 30 texts available on the website of the World Future Society (www.wfs.org), in pointing out that many futurologists had already issued warnings about major terrorist action, although naturally they did not foresee the precise form that this would take.

Rather than describing the scenarios envisaged, Michael Marien outlines here the comments elicited by three types of question: those relating to war, and to the costs and the issues it may raise.

On the war itself, Marien stresses first the risk of further attacks, possibly even more serious ones using nuclear, biological or chemical means. Next, given that the war on terrorism will last a long time, he wonders about the chances of a positive outcome and worries about the strength of the alliances forged by the United States with Western nations where popular support for the war may weaken, as is even more likely in Muslim countries, especially Pakistan and Saudi Arabia.

As to the costs of the operation, the first question is obviously whether there will be, as there was after the Gulf war, a new period of prosperity or whether, on the contrary, the conflict will worsen the recession. But besides this economic aspect, Michael Marien stresses that the strengthening of security measures will probably be at the expense of individual freedom, and he wonders about the long-term future for such freedom. He mentions the sacrifices that Americans may have to make, as will the Muslim world, especially the Afghans who are already suffering great hardships. Finally, Marien is afraid that the war will push many important issues, such as global warming and the adoption of policies that promote sustainable development, further down the agenda.

As for the issues, Marien stresses two key points: first, the major challenge of stopping the flows of ill-gotten funds amounting to billions of US dollars and the consequent need to restructure and cleanse the international banking system. Second, provided that the international effort tackles the many real causes of terrorism, the recent events might mark the start of a new era—if the Americans learn the virtues of multilateral action—in which the world might become more concerned with fairness and solidarity, with respect for human rights and democracy...

Islam, Islamic Fundamentalism and Violence

Gérard Donnadiou

Let us not confuse Islam and the vast majority of the Muslim population, who want simply to live in peace, with Islamic fundamentalism, a fortiori with Islamic terrorism, says Gérard Donnadiou. He nevertheless proposes to analyse the factors within the religious ideas of Islam that might encourage violence, while also stressing that no religion is safe from extremism.

He goes on to explain that people can have widely differing attitudes to Islam, and then to outline the peculiar views of some fundamentalists, such as the Egyptian Hasan al-Banna, founder of the Muslim Brotherhood, and above all the Pakistani Maulana Abul Maudoudi, the founder of Jamat-i-islami, a radical Islamic movement, whose book *Understanding Islam* provides valuable insights.

Gérard Donnadiou sketches briefly three topics discussed by Maudoudi that he finds especially revealing:

— the absolute preeminence of Islam, which preaches unfaltering obedience to everything prescribed in the Koran and the charia;
— the supreme position of the “good Muslim” who is promised a place in Allah’s paradise as a reward for irreproachable behaviour;
— the justification for resorting to violence: every Muslim must be ready to defend Islam and if necessary to join in the jihad (holy war). This radical version of Islam believes in sacrifice, and justifies the use of violence and war.

In the last part of his article, Gérard Donnadiou highlights the strengths and weaknesses of Islamic fundamentalism. He argues that, faced with the modern world and the problem of controlling violence, it is deeply archaic and that “we are probably only seeing the start of its violent and spectacular manifestations”.

He concludes that “We cannot rule out the possibility that a non-sacrificial, pluralist and secularized version of Islam will emerge in the future”, but this would require a more modern reinterpretation of the basic texts; this would be a major challenge first of all for the Muslim world.

Futuribles is a monthly independent transdisciplinary policy oriented journal (11 issues a year). Its objective is to provide its readers with a better understanding of contemporary societies dynamics, those facts, ideas and trends shaping their medium and long term possible futures.

Chief Editor : Hugues de Jouvenel

Futuribles : 55, rue de Varenne, 75007 Paris, France.

Tel. : 33 (0)1 53 63 37 70 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54

E-Mail : revue@futuribles.com - Web site : www.futuribles.com

Explorer ce qui peut advenir
(LES FUTURS POSSIBLES)
et ce qui peut être fait
(LES POLITIQUES ET LES STRATÉGIES).
L'anticipation au service de l'action.

GROUPE *futuribles*

→ **Association internationale de prospective : Futuribles International**

Système vigie :

L'association a établi un système de veille permanente :

- sur qui fait quoi, où et comment, dans le domaine des études prospectives
- sur les tendances lourdes et émergentes d'évolution du monde contemporain

Forum prévisionnel

Plate-forme de rencontres entre experts et décideurs, Futuribles International organise des tables rondes, journées d'étude et colloques internationaux

Formation

- Des séminaires de formation aux concepts et aux méthodes de prospective
- Des séminaires de prospective appliquée

Étude et Recherche

Des « groupes d'étude prospective » sont constitués sur des problématiques communes aux personnes et organisations membres

→ **Une société de presse et de communication**

- Futuribles*, revue mensuelle pluridisciplinaire et prospective sur les grands enjeux du monde contemporain et ses évolutions possibles
- Une action permanente de sensibilisation aux futurs possibles au travers des médias

→ **Un pôle d'expertise en prospective et stratégie**

- Des études de prospective appliquée
- Une activité de conseil en veille, prospective et stratégie auprès des entreprises et organismes publics

GROUPE
futuribles

55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France

Tél 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax 33 (0)1 42 22 65 54 • www.futuribles.com

futuribles

NOVEMBRE 2001 - NUMÉRO 269

- Le 11 septembre et après** 3
Hugues de Jouvenel
- Prospective et politique en Île-de-France** 5
*La section de la prospective et de la planification
du conseil économique et social d'Île-de-France
Jean-Claude Boucherat*
- Prospective et dynamique des territoires** 25
Michel Godet
- Forum**
- Essai de prospective mondiale
après le 11 septembre 2001** 35
Jacques Lesourne
- Retour au Moyen Âge ?** 45
Jean-Jacques Salomon
- L'ingénierie guerrière** 51
Geneviève Schméder
- Les faiblesses du renseignement américain** 55
Pierre Bonnaure
- Le début d'une ère post-westphalienne ?** 61
Kimon Valaskakis
- Dix questions clés pour demain** 65
*La guerre, les coûts et les issues
Michael Marien*
- Islam, islamisme et violence** 73
Gérard Donnadiou
- Actualités prospectives** 85
*La mémoire du futur / Le sida en Asie / La problématique des Restos du cœur /
Vers une tarification différentielle des médicaments / Impacts sociaux de l'au-
tomatisation des systèmes de production / La réforme des retraites en France.*
- Bibliographie**
- Analyses critiques** 97
- Comptes rendus** 106
- Abstracts** 109



78 F - 11,89 €
2-84387-269-3